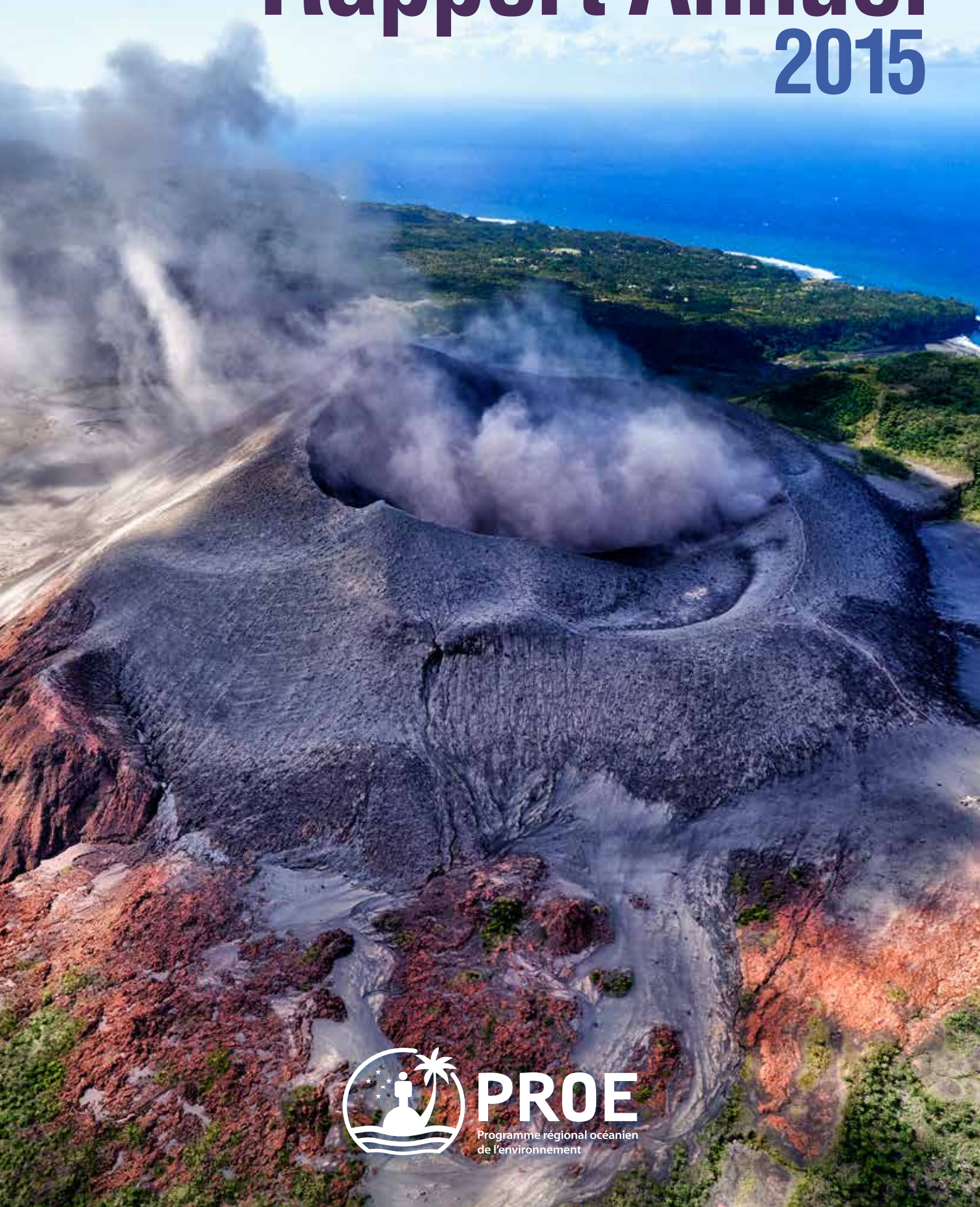


SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEEN DE L'ENVIRONNEMENT

Rapport Annuel 2015



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement



Photo : Tourisme à Nioué



Photo : © Stuart Chape

L'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE) est l'organisation régionale chargée de coordonner la protection et le développement durable de l'environnement de l'Océanie.

Le PROE a été fondé par les gouvernements de ses pays membres en 1992 avec mandat d'appuyer la coopération et la coordination dans l'ensemble de la région. La Convention portant création du PROE est entrée en vigueur en 1993, conférant ainsi un statut autonome à l'Organisation.

De son siège situé à Apia (Samoa), le PROE œuvre en étroite collaboration avec ses 26 États et Territoires membres, ainsi qu'avec ses partenaires, les bailleurs de fonds et les communautés locales, au service de la gestion environnementale et du développement durable des pays de la région dans les quatre secteurs d'intervention prioritaires suivants :



BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE



CHANGEMENT CLIMATIQUE



GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION



SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

BIBLIOTHÈQUE DU PROE – CATALOGAGE DES DONNÉES DE PUBLICATION

Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2015 - Apia, Samoa : PROE, 2016.

64 p. 29cm

ISSN :

1562-675X

1. Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE) I. Titre

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), 2016.

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur, et à condition que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication aux fins de vente, ou de toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur.

Photo de couverture : Yasur Volcano – îles Tanna, Vanuatu © Stuart Chape

Autres photos : Sauf mention contraire, toutes les photos apparaissant dans la présente publication ont été prises par des agents du PROE.

Conception : The Little Design Company, Wellington, Nouvelle-Zélande.

Impression : True North New Zealand Ltd.



PROE
Programme régional océanique
de l'environnement

PO Box 240, Apia, Samoa

+685 21929

sprep@sprep.org

www.sprep.org

L'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures





Photo : © Stuart Chape

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS MESSAGE DU PRÉSIDENT	2
INTRODUCTION MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
NOS MEMBRES	6
VOYAGE OCÉANIEEN JUSQU'À LA COP21	12
NOS PARTENARIATS OEUVRER ENSEMBLE À LA RÉALISATION D'OBJECTIFS COMMUNS	18
NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES :	
 BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE	20
 CHANGEMENT CLIMATIQUE	28
 GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	36
 SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE	42
SERVICES GÉNÉRAUX	48
ÉTATS FINANCIERS	54
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	56
CERTIFICAT D'AUDIT INTERNE	57
PUBLICATIONS DU PROE	58
LISTE DU PERSONNEL	60
ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS	64
NOTRE RÉGION	65

Avant-Propos

Message du président



Tēnā koutou, tēnā koutou, tēnā koutou katoa.

L'année 2015 a constitué un moment charnière dans l'histoire du PROE, ainsi que dans l'histoire de la région océanienne. Cette année demeurera celle au cours de laquelle le Pacifique a montré au monde que le défi du changement climatique constituait une priorité urgente et essentielle. Le point d'orgue de 2015 a été la réunion qui a vu se rassembler le monde afin d'adopter les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Ces signaux annoncent une nouvelle ère d'espérance pour la communauté internationale et le début des choses sérieuses. Grâce à ces accords durement acquis, nous sommes fin prêts à affronter les grands défis qui se dressent devant nous. Nous devons trouver des solutions pratiques permettant d'atténuer et de s'adapter au changement climatique et de soutenir l'environnement et nos moyens de subsistance. Le PROE a joué un rôle essentiel dans le soutien à la région océanienne lors du grand événement de Paris, et en sa qualité d'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat, il est désormais en position de redoubler ses efforts afin de renforcer la résilience de la région face au changement climatique.

« He waka eke noa » est un whakataukī, un proverbe maori néo-zélandais, qui signifie : « le canoë dans lequel nous nous trouvons tous ensemble, sans exception ». Quand il s'agit de changement climatique et d'autres défis environnementaux, nous sommes tous dans le même bateau. Les solutions opèrent

toujours plus efficacement dans le cadre d'un partenariat, et en tant que membres du PROE, nous sommes conscients des avantages de partager des connaissances et des ressources afin de traiter les priorités nationales et régionales de manière pratique. Nous sommes conscients que non seulement tous les membres du PROE sont tous dans le même bateau, mais qu'en plus, toutes les agences régionales doivent souquer à l'unisson si nous voulons véritablement atteindre les Objectifs de développement et éviter que l'Accord de Paris ne demeure un vœu pieux. Le Centre pour le changement climatique, qui sera implanté au sein du PROE, constituera un lieu de collaboration pour toute une série d'acteurs poursuivant des objectifs communs. Les bases de cette nouvelle voie d'action prometteuse ont été jetées en 2015. C'est là l'esprit insufflé par le document « SAMOA, la voie à suivre » convenu lors de la Conférence des petits États insulaires indépendants.

Au cours de l'année 2015, des avancées ont été réalisées dans le domaine de la conservation et de la protection de l'environnement insulaire océanien, la colonne vertébrale qui assure leur subsistance aux îles du Pacifique. L'année avait pourtant débuté sous le sceau de l'adversité,



Île Erakor, Port Vila, Vanuatu.
Photo : © Stuart Chape

lorsque le typhon Maysak, frôlant les États fédérés de Micronésie en mars, s'était intensifié jusqu'à se transformer en un typhon de catégorie 5. Au même moment dans l'hémisphère sud, le cyclone Pam de même catégorie frappait le Vanuatu, ne laissant dans son sillage que ruines et dévastation. Malgré ces défis qui se sont posés à notre région, c'est ensemble, comme une famille océanienne, que nous avons œuvré pour nous rétablir et assurer une meilleure protection et une gestion plus efficace de notre environnement, gardant en ligne de mire le développement durable et la résilience, tout en garantissant la pérennité de notre mode de vie.

Des efforts visant à enrayer la perte de biodiversité dans le Pacifique ont été déployés et plusieurs actions relatives aux espèces envahissantes ont donné des résultats positifs dans différentes îles de la région. Des espèces marines emblématiques ont été mises en avant dans le plan d'action pour les requins et les raies, et la campagne pour l'Année de la baleine en était au stade de la planification en vue d'un lancement régional.

La stratégie pour un « Pacifique plus propre 2025 » a été adoptée afin de tirer profit des travaux du PROE visant à gérer et à réduire les déchets dans la région. La mise

en œuvre de la stratégie 2015-2020 du programme de prévention de la pollution dans l'océan Pacifique (PACPOL) est désormais lancée et de nouvelles lignes directrices régionales relatives à l'évaluation d'impact sur l'environnement ont été élaborées. Le PROE a également signé le partenariat entre la Nouvelle-Zélande et les îles du Pacifique sur l'acidification des océans en 2015, qui rassemble des États membres et d'autres organisations du CORP. Pour autant que nous sachions, il s'agit du premier projet du genre. Il sera extrêmement bénéfique à nos communautés insulaires au vu de l'importance de notre océan comme source de nourriture, puisque celui-ci abrite des écosystèmes marins et des récifs coralliens qui protègent notre littoral et constituent de précieuses ressources pour le tourisme.

L'année 2015 a également vu le départ de David Sheppard, qui dirigeait le PROE en qualité de directeur général depuis 2009. Son énergie, son implication et son efficacité à apporter des résultats ont contribué à renforcer la réputation du PROE aux niveaux régional et international, désormais perçu comme une organisation orientée vers les résultats et déterminée à protéger l'environnement. Son héritage imprègne encore les travaux de PROE, de même que

son engagement à exercer un impact réel.

À cet égard, je tiens à féliciter nos membres et partenaires pour la formidable unité dont ils font preuve dans le soutien qu'ils offrent et l'orientation qu'ils donnent aux travaux du PROE. Je tiens également à souligner la réussite de la 26e Conférence des représentants du PROE accueillie par les Samoa, et je me réjouis déjà d'être le témoin d'une réussite similaire lors de la prochaine réunion qui se tiendra à Nioué. Celle-ci revêtra par ailleurs une importance particulière en raison de la participation des ministres.

Enfin, j'aimerais saluer le travail du Secrétariat et la contribution majeure que celui-ci apporte à la région. Nous souhaitons la bienvenue à Kosi Latu, directeur du PROE depuis janvier 2016, ainsi qu'à son successeur au poste de directeur général adjoint, Roger Cornforth, en fonction depuis juin 2016. Nous nous réjouissons de poursuivre ce voyage positif, que nous partageons avec nos différents partenaires, nos membres, et le Secrétariat.

Kia kaha, Kia toa, Kia manawanui

Jackie Frizelle

Au nom de la Nouvelle-Zélande, qui préside la 26e Conférence du PROE

Introduction

Message du directeur général



Je suis honoré d'avoir le privilège de vous présenter le Rapport annuel 2015 du PROE. Comme ce rapport l'indique, nous n'avons pas ménagé nos efforts en 2015.

Nous remercions l'équipe du PROE, ainsi que nos membres et partenaires, tout comme l'homme qui a tenu la barre en 2015, notre ancien directeur général, David Sheppard. Il est arrivé au terme de son mandat à la fin de l'année 2015, après avoir manœuvré notre organisation, six années durant, au travers d'un processus de gestion du changement. Nous rendons ici hommage à son travail acharné et à ses qualités de capitaine, qui ont permis de faire du PROE l'organisation prospère et solide qu'elle est aujourd'hui.

Alors que nous nous embarquons vers de nouveaux horizons, gardons à l'esprit les jalons posés en 2015, et qui ont été rendus possibles grâce à l'appui solide de nos membres et de nos partenaires.

Le PROE a participé la septième Réunion des chefs d'États et de gouvernement océaniques (PALM7), qui s'est déroulée à Fukushima Iwaki, au Japon, et a été accueillie par Son Excellence Shinzo Abe, Premier ministre du Japon. Le changement climatique était au cœur des discussions, et la Déclaration de la PALM7 affirmait l'intention du Premier ministre « d'offrir une assistance complète, en collaboration avec le PROE, dans le cadre, entre autres, du développement du Centre océanien sur le changement climatique et du renforcement des capacités qui sous-tendent les efforts déployés afin d'enrayer le changement climatique dans l'ensemble de la région du Pacifique. » Le soutien extraordinaire apporté par les gouvernements japonais et samoan permettra de renforcer le rôle du PROE en tant qu'organisation principale du CORP pour la coordination en matière de changement climatique et le Centre océanien pour le changement climatique (PCCC) en tant que mécanisme régional utile aux membres ainsi qu'aux partenaires régionaux et mondiaux.

En 2015, la Conférence du PROE a approuvé le mandat de la Troïka du PROE, qui officialise les rôles et responsabilités du mécanisme de gouvernance qui est assuré par les présidents sortants, actuels et à venir de la Conférence du PROE. Les fonctions de la Troïka comprennent notamment l'évaluation des résultats du directeur général ; la participation au Comité d'audit ; la formulation

de conseils et d'orientations sur des questions stratégiques, y compris quant à des sujets discutés lors de réunions du CORP ; la formulation d'avis et l'appui à la planification et à la mise en œuvre de la Conférence annuelle du PROE ; la fourniture d'un appui et d'orientations au PROE sur toute question considérée pertinente par la Troïka. La Troïka continuera de remplir une fonction importante, puisqu'à partir de 2017, la Conférence du PROE se rassemblera tous les deux ans, comme cela a été convenu par les membres en 2015.

L'accréditation du PROE en tant qu'entité régionale de mise en œuvre auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) a encore renforcé l'organisation. Nous sommes désormais en mesure d'offrir un accès aux ressources du FVC aux membres océaniques pour la mise en place de projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique qui s'inscrivent dans le cadre des objectifs du FVC visant à soutenir le développement à faible empreinte carbone et résilient. En 2015, le PROE était la seule organisation du CORP à disposer d'une telle accréditation auprès du FVC et du Fonds d'adaptation, et le PROE a aussi entrepris de s'associer à d'autres agences, comme USAID et le Secrétariat du Commonwealth, afin d'aider les membres océaniques à accéder à des financements.

L'approbation du Projet de taille moyenne (MSP) par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 2015 représente un élément positif



L'espèce *Freycinetia*, photo des Samoa Photo : © Stuart Chape

dans la candidature d'accréditation du PROE en tant qu'entité d'exécution de projet du FEM. Le MSP permettra de renforcer les systèmes, les procédures, et les politiques internes du PROE et, ainsi, de respecter les normes des organisations susmentionnées et des principaux partenaires, comme l'Union européenne (UE) et le FVC.

Le PROE travaille en collaboration étroite avec les membres afin d'améliorer le budget de base grâce à des contributions volontaires supplémentaires, qui ont été reçues des gouvernements de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Samoa avec gratitude. Nous nous sommes également efforcés de garantir la reconduite des accords pluriannuels de financement conclus avec les gouvernements australien et néo-zélandais après l'expiration des accords actuels. Ce type de financement revêt une importance considérable, car il permet au PROE de planifier et de mettre en œuvre des programmes à long terme dans les pays membres insulaires océaniques.

Lors de la Journée mondiale de l'environnement, le gouvernement de Vanuatu et le PROE ont signé un Accord de pays hôte important. Celui-ci facilite la mise en œuvre au sein du pays du projet PEBACC (projet océanique d'adaptation écosystémique au changement climatique) appuyé par le gouvernement allemand. Dans le cadre de ce projet, un bureau a aussi été ouvert aux Fidji, à l'heure où notre présence au sein des pays de la région se renforce en raison

des actions menées sur le terrain. L'importance que le PROE accorde à une adaptation écosystémique est synonyme de meilleure gestion et de meilleure protection des services écosystémiques majeurs, comme fondement de la résilience au changement climatique.

Le projet PacWaste, financé par l'Union européenne, a permis d'améliorer la gestion des déchets dangereux dans la région. La composante relative aux déchets médicaux a été initiée dans 14 États insulaires océaniques et au Timor-Leste, et contribue à la gestion sûre et durable des déchets infectieux et chimiques. Le projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides, J-PRISM, est également arrivé à son terme, après cinq années fructueuses passées à développer les capacités humaines et institutionnelles en matière de gestion des déchets solides dans le Pacifique.

L'année 2015 s'est achevée sur une note positive, avec l'adoption par plusieurs Parties de l'Accord de Paris sur le changement climatique lors de la 21e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les dirigeants océaniques et leurs délégations à la COP21 ont participé à cet accord clé, qui aura des répercussions sur les travaux futurs du PROE. Outre le leadership et la résilience dont ont fait preuve nos dirigeants océaniques, l'un des facteurs ayant concouru à la réussite de la COP21 est le gouvernement français,

organisateur de l'évènement et membre précieux du PROE, qui a travaillé sans relâche pour aboutir à une telle réussite.

Lors de la COP21 de Paris, en France, le PROE a travaillé avec ses homologues du CORP comme un seul homme, et avec ses principaux partenaires, à soutenir les pays insulaires océaniques, fournissant une assistance technique en amont et au cours des négociations.

Le PROE aimerait remercier tous ses donateurs et partenaires pour leur soutien et leur collaboration dans le cadre de notre entreprise commune visant à assurer la pérennité et la durabilité de l'environnement océanique. Nous apprécions beaucoup votre soutien ainsi que la confiance toujours plus marquée en notre organisation. Nous allons travailler ardemment pour toujours veiller à mériter votre confiance et nous en montrer dignes.

J'aimerais également remercier l'ensemble du personnel du PROE pour leur dévouement et leur dur labeur au cours de l'année écoulée. Merci enfin aux membres du PROE auxquels le Secrétariat s'est efforcé de prêter assistance. Nous apprécions vos conseils et votre esprit de collaboration. Nous poursuivrons nos efforts pour que le PROE devienne une organisation toujours plus efficace et capable de mieux répondre aux besoins et priorités des États et Territoires océaniques.

Kosi Latu

Directeur général du PROE

Nos Membres des îles du Pacifique

Œuvrer ensemble à la réalisation d'objectifs communs

Le PROE est déterminé à travailler de concert avec les membres afin d'obtenir des résultats en matière de gestion environnementale et de développement durable dans la région. Notre travail est orienté par des priorités stratégiques développées au travers de consultations étroites avec tous nos membres insulaires océaniques et d'autres parties prenantes.



Les Samoa américaines accueillent la Conférence sur l'environnement des îles du Pacifique

Les Samoa américaines ont accueilli la Conférence sur l'environnement des îles du Pacifique, un événement annuel parrainé conjointement par les gouvernements de Guam, du Commonwealth des îles Marianne du Nord et des Samoa américaines. L'« Unité océanique » a constitué l'axe principal autour duquel s'est articulé l'évènement de quatre jours. Celui-ci s'est attaché à couvrir toute une série de questions environnementales, en quête de solutions afin d'avancer vers un Pacifique durable. La Conférence a loué le PROE, en mettant particulièrement en exergue David Sheppard, l'ancien directeur général, pour son engagement et les services qu'il a rendus à la région insulaire du Pacifique ainsi qu'à ses ressources naturelles précieuses.

Le Commonwealth des îles Marianne du Nord intéressé par le partenariat entre la Nouvelle-Zélande et l'Océanie sur l'acidification des océans

Un représentant du département des Territoires et des Ressources naturelles du Commonwealth des îles Marianne du Nord a participé à un atelier régional consacré au renforcement de la résilience des îles du Pacifique face à l'acidification des océans, qui s'est déroulé à Auckland, en octobre. L'atelier constituait la consultation régionale du partenariat entre la Nouvelle-Zélande et l'Océanie sur l'acidification des océans (NZ PPOA) en vue d'ouvrir la voie au renforcement de la résilience et aux actions d'adaptation visant à enrayer l'acidification des océans dans la région. Le NZ PPOA est un partenariat fondé sur des actions coordonnées par le PROE et des partenaires et soutenu par le gouvernement néo-zélandais et la Principauté de Monaco.

Les îles Cook installent des systèmes solaires sur les îles isolées

Les îles Cook ont atteint leur objectif consistant à produire 50 % de leur électricité grâce à des sources d'énergie renouvelable d'ici à 2015. L'étape suivante est d'atteindre les 100 % à l'horizon 2020. La réduction des gaz à effet de serre dans les îles du Pacifique comprise dans le cadre du projet Énergie renouvelable (PIGGAREP) a aidé les îles Cook à atteindre leur objectif, grâce à l'installation de systèmes solaires sur l'île Palmerston. Au total, 210 panneaux solaires d'une capacité de 255 W ont été installés sur l'île. Ceux-ci génèrent environ 260 kWh d'énergie par jour. Le projet était le fruit d'un partenariat entre le PROE et le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et a été financé par le gouvernement danois par le biais de la composante SIDS DOCK du projet.

« Les îles Cook sont les figures de proue du changement.
Nous montrons la voie et nous espérons en inspirer d'autres. »

– Directeur de la division pour le Développement des énergies renouvelables, Tangii Tereapii

Les Fidji développent des documents environnementaux essentiels

Les Fidji mettent la dernière main au rapport sur l'état de l'environnement (SOE) et aux stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE). Ces documents résultent d'un processus de consultation mené au cours de l'année écoulée, grâce à un modèle régional testé par les Fidji, et le PROE a reçu de l'aide pour parachever le rapport et les stratégies. Un rapport sur l'état de l'environnement permet d'estimer le statut actuel d'un environnement donné, à la manière d'une carte sur la santé de l'environnement et son pronostic pour l'avenir. Le rapport facilite l'élaboration de politiques et de plans, les SNAGE, qui préserveront les ressources environnementales des générations futures.



Photo : Agence de protection de l'environnement des Samoa américaines



Photo : D. Welch



Photo : PIGGAREP





Photo : J. Stanford

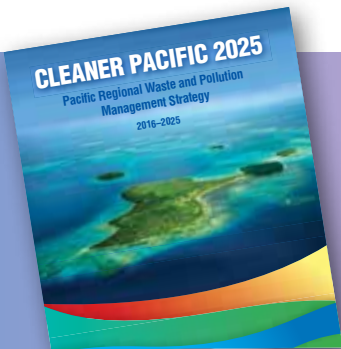
Les États fédérés de Micronésie disposent désormais d'un plan d'action pour les espèces envahissantes

Une stratégie et un plan d'action nationaux relatifs aux espèces envahissantes (NISSAP) ont été développés pour les États fédérés de Micronésie. Cela comprend une stratégie et un plan d'action pour l'ensemble des EFM, ainsi que des plans d'action individuels pour chacun des quatre États. NISSAP priorise les actions relatives à la gestion des espèces envahissantes afin de garantir que les ressources disponibles soient utilisées efficacement et affectées de manière à appuyer les priorités au niveau national et au niveau des États. NISSAP a été développé avec les parties prenantes au cours des ateliers menés dans chaque État, et constitue la première étape de la mise en œuvre du Plan régional de biosécurité pour la Micronésie et Hawaï par les EFM. La création du projet NISSAP a été financée dans le cadre du projet « Prévention, éradication et contrôle des espèces envahissantes non indigènes des îles du Pacifique » du GEFPAS. Il a été mis en œuvre par le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE et le gouvernement national des EFM et les États partenaires.



La Polynésie française partage ses expériences lors de l'atelier pour la planification de l'Année de la baleine

Un atelier a rassemblé des partenaires et des États membres du PROE afin de préparer la campagne « Protégez les baleines du Pacifique - Voyageurs de l'océan », qui vise à renforcer l'industrie de l'observation des baleines en Polynésie française, tout en maintenant le respect porté aux baleines et en soutenant la conservation des océans. Les activités nationales menées en Polynésie française incluent des ressources à destination des écoles et des touristes, des campagnes de sensibilisation à la télévision et à la radio, des activités culturelles autour de thèmes liés au respect des baleines et une journée de commémoration nationale : la « Journée de la baleine ». Le service Environnement de Polynésie française poursuivra sa collaboration avec les îles du Pacifique et les partenaires afin de mettre en œuvre la campagne pour les baleines du Pacifique, qui sera lancée en 2016 et durera deux ans.



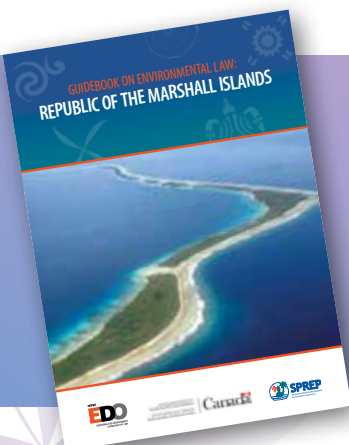
Guam a joué un rôle central dans les consultations sous-régionales sur le projet Pacifique plus propre 2025

En juin, Guam a accueilli l'un des trois ateliers de consultation sous-régionale visant à alimenter le développement de la stratégie régionale pour la gestion des déchets et de la pollution dans le Pacifique pour la période 2016-2025, mieux connue sous le nom « Pacifique plus propre 2025 ». La consultation menée en Micronésie et le groupe d'atolls a permis au représentant des États fédérés de Micronésie, de Guam, de la République des îles Marshall, de Nauru et des Tuvalu, de donner leur avis sur le projet de stratégie, qui a ensuite été adopté lors de la vingt-sixième Conférence du PROE. Cette activité a été entreprise en partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Guam et d'autres pays.



Forum national de prévisions climatiques de Kiribati

Pour la première fois, des forums ont été organisés dans les îles Tarawa et Kiritimati à Kiribati afin de développer des prévisions climatiques à trois mois et de réunir les parties prenantes pour discuter de la signification de ces perspectives climatiques. Ces deux événements étaient importants, puisqu'il s'agissait de la toute première fois que l'on exposait aux parties prenantes les différentes manières dont elles peuvent utiliser et appliquer les informations climatiques fournies. Il s'agissait également d'une occasion d'ouvrir la voie à une communication accrue entre les services météorologiques de Kiribati et les autres détenteurs d'enjeux. Les forums ont pu être organisés grâce au soutien d'un partenariat établi entre le PROE, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le gouvernement canadien, et les services météorologiques de Kiribati.



La République des îles Marshall lance un Manuel sur le droit environnemental

Disponible en marshallais et en anglais, « Kolajerakin Kakien Ko Nan Belaak Ko Belaakid : Republic eo an Ailon Kein (Majol) » est un manuel qui vise à sensibiliser et à faire comprendre la législation relative à la protection de l'environnement, à la conservation des ressources naturelles et à d'autres thèmes environnementaux aux citoyens de la République des îles Marshall. Ce manuel, lancé en 2015, a été préparé pour servir de livre de référence facile d'utilisation. Il synthétise les droits, interdictions et obligations qui découlent des domaines particulièrement prioritaires pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Le manuel a été rendu possible grâce à un partenariat entre le PROE, l'Environmental Defender Office de Nouvelle-Galles du Sud, le Bureau de planification environnementale et de coordination des politiques de la République des îles Marshall ainsi que le gouvernement canadien.

Nauru dispose d'un nouvel inventaire national des zones humides et d'un nouveau plan de gestion

Un inventaire national des zones humides a été mené à Nauru, parallèlement à la réalisation d'un plan de gestion pour le site proposé pour devenir une zone de conservation, la zone humide Ijuw-Anabar. Le plan de gestion vise à renforcer la durabilité de cette zone humide majeure et a été élaboré en consultation avec les parties prenantes nationales. Le site de zone humide de Ijuw-Anabar fait un peu plus de 46 hectares de superficie et abrite la seule zone importante de mangrove de Nauru. Ces mangroves ainsi que d'autres plantes revêtent une importance écologique et culturelle pour l'île. Ces activités ont été conduites grâce au projet de l'Alliance Pacifique pour la durabilité-biodiversité intégrée de l'île du Fonds environnement mondial (GEFPAS IIB), financé par le Fonds environnement mondial (FEM), mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE en partenariat avec les gouvernements des îles Cook, de Nauru, des Tonga et des Tuvalu.



Photo : V.Jungblut/PROE

La Nouvelle-Calédonie renforce l'accord sur les parcs marins analogues

Le PROE a assisté une délégation de Nouvelle-Calédonie lors d'une visite à l'équipe Marae Moana des îles Cook visant à apprendre de l'expérience des îles Cook en matière de planification spatiale et de gestion des zones de parcs marins et à forger les prochaines activités conjointes. En 2013, les gouvernements de Nouvelle-Calédonie et des îles Cook ont signé un accord sur les sites analogues entre les parcs marins de grande envergure afin de coordonner leurs efforts visant à renforcer la protection marine, en vertu du Cadre pour les paysages du Pacifique. Combinées, la zone du parc marin Marae Moana des îles Cook et celle du parc naturel de la mer de corail en Nouvelle-Calédonie représentent une superficie de 2,5 millions de kilomètres carrés, soit 6,6 % de la superficie totale de la région couverte par le PROE. Par le biais du soutien prévu dans le cadre de la Convention de Nouméa et du Fonds Pacifique français, le PROE continue de fournir un appui logistique et technique dans les échanges avec les sites analogues en matière de planification spatiale marine et de gestion des parcs marins, notamment au niveau de la traduction des supports et ressources.



Photo : R. Wright/PROE

Nioué introduit un programme de basse toxicité dans la lutte contre les mauvaises herbes

Le programme d'éradication des mauvaises herbes de Nioué, dont le but était d'éliminer les espèces prioritaires de mauvaises herbes comme la marguerite de Singapour et les chaînes de cœurs, suit une politique d'« herbicide basse toxicité » et applique les meilleures pratiques en matière de gestion des herbicides qui correspondent aux normes néo-zélandaises. Ceci est particulièrement important à Nioué, où la lentille d'eau douce se situe au sein des îles de corail surélevées, ce qui implique que les substances peuvent aisément s'infiltrer dans les réserves d'eau par le substrat. Une analyse des herbicides utilisés à Nioué a été menée. Celle-ci a conduit à la sélection de nouveaux herbicides, choisis en fonction de leur efficacité sur les mauvaises herbes visées et de leur dangerosité pour les humains et l'environnement. Ces herbicides moins toxiques ont été introduits à Nioué et cette introduction s'est accompagnée d'une formation portant sur la gestion des herbicides et leur utilisation efficace et efficiente. Cette activité a été menée dans le cadre du projet « Prévention, éradication et contrôle des espèces non indigènes envahissantes dans les îles du Pacifique », mis en œuvre par le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE et le gouvernement de Nioué.



Photo : © Stuart Chape

Les Palaos participent au renforcement des capacités océaniques relatives aux océans

Les Palaos ont accueilli le Groupe de coopération pour les bouées de mesure (DBCP), qui a organisé son tout premier atelier océanique consacré au renforcement des capacités régionales axé sur l'observation des océans et sur les applications possibles des données obtenues. Le DBCP est un programme international qui coordonne l'utilisation de bouées de mesure autonomes afin d'observer les conditions atmosphériques et océanographiques au-dessus des zones océaniques dans lesquelles peu d'autres mesures sont prises. Au cours de cet atelier de quatre jours, plusieurs nécessités ont été identifiées : disposer de meilleures capacités en matière de prévisions d'inondation du littoral, apporter un soutien à la météorologie marine, dispenser des formations et renforcer les capacités, et jouir d'un soutien international et local accru pour l'observation des océans et les prévisions marines. Plus de 35 participants, issus de toute la région, ont pris part à l'atelier des Palaos. On citera notamment des participants venus des Samoa américaines, des Fidji, des États fédérés de Micronésie, de Nouvelle-Calédonie, de la République des îles Marshall, des Palaos, des Samoa, des îles Salomon et de Vanuatu.



Photo : © Stuart Chape



Photo : PNGNWS/OMM



Photo : R. Wright/PROE



Photo : L. Curry/PROE



Le forum national de Papouasie-Nouvelle-Guinée sur les prévisions climatiques

Le service national météorologique de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNGNWS) a organisé deux grands forums inauguraux : un forum national sur les prévisions climatiques afin de partager les perspectives à trois mois avec les parties prenantes, et une consultation des parties prenantes aux services climatiques nationaux. La consultation visait à discuter des mécanismes servant à communiquer aux différents secteurs des informations sur le climat et la météorologie, en vue de faciliter et d'améliorer la prise de décisions. La consultation s'est révélée particulièrement importante en 2015, alors qu'El Niño s'abattait sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour y causer des sécheresses dévastatrices. Ce fut également l'occasion d'ouvrir la voie à une meilleure communication sur les services climatiques entre le PNGNWS et les parties prenantes nationales. Les forums ont été organisés grâce à un partenariat entre le PROE, l'OMM, le gouvernement canadien et le PNGNWS.

Les Samoa rallient un large soutien pour la Journée internationale du nettoyage du littoral

En septembre, plus de 200 personnes se sont rassemblées à travers les Samoa pour participer à la trentième Journée internationale de nettoyage du littoral, qui constitue chaque année le plus grand effort mondial déployé par des volontaires pour nettoyer les plages et les fleuves. L'évènement, organisé en partenariat avec le ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE), a permis de récolter plus de 1 135 kilogrammes de déchets, qui ont ensuite été triés et transportés vers des sites de recyclage et des décharges. Outre le nettoyage du littoral et la sensibilisation au problème des déchets marins, les informations rassemblées lors du nettoyage ont contribué à acquérir une meilleure compréhension du volume et de la diversité des déchets marins présents dans et autour de l'archipel.

« Garder nos océans propres est l'une des manières les plus simples de rendre nos océans plus résilients. Que ce soit en générant moins de déchets ou en utilisant les bonnes méthodes pour leur gestion, chacun peut contribuer à garder nos océans propres et exempts de débris. »

– Suluimalo Amataga Penaia, CEO du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement des Samoa

Les îles Salomon prennent s'attaquent aux déchets marins

En juin, le PROE a collaboré étroitement avec le ministère samoan de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie (MECDM) afin d'installer trois barrages flottants de 20 mètres dans le fleuve Matinako à Honiara. Les barrages flottants, offerts par le gouvernement samoan, permettront de réduire le volume de déchets déversés dans l'océan à partir du fleuve et de sensibiliser à l'impact environnemental des déchets provenant des rivières situées autour d'Honiara. Cette activité, financée grâce à la Convention de Nouméa, s'inscrit dans le projet de réhabilitation du fleuve Mataniko sur lequel le MECDM s'appuie afin d'analyser les déchets récoltés par les barrages et de sensibiliser les communautés, les écoles et les entreprises aux déchets marins.

Tokélaou pourrait accueillir un projet pilote relatif à l'acidification des océans

Des représentants de Tokélaou ont participé à l'atelier régional sur le renforcement de la résilience des îles du Pacifique face à l'acidification des océans, qui s'est déroulé à Auckland en octobre. Ceux-ci ont exprimé le souhait de voir l'atoll figurer parmi les sites accueillant un projet pilote du partenariat entre la Nouvelle-Zélande et l'Océanie sur l'acidification des océans. Le projet est en cours de finalisation, et Tokélaou a contribué aux discussions sur les actions et l'approche à adopter dans le cadre du partenariat, qui est coordonné par le PROE ainsi que d'autres partenaires et soutenu par le gouvernement néo-zélandais et la Principauté de Monaco.

Les Tuvalu mettent sur pied un comité majeur sur les espèces envahissantes

Un atelier couronné de succès dédié à l'importance de la lutte contre les espèces envahissantes a conduit, en 2015, à l'établissement du premier Comité sur les espèces envahissantes des Tuvalu. Cet atelier, tenu à Funafuti en août, a reçu l'appui de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Autorité australienne pour la marine et la sûreté (AMSA) et a été financé grâce à la Convention de Nouméa. Le Comité sur les espèces envahissantes des Tuvalu nouvellement créé est coordonné par le département de l'Environnement des Tuvalu. Il se compose de représentants issus des agences gouvernementales clés, du secteur privé, des communautés locales et de la société civile. Tous sont convenus de collaborer dans la lutte contre les espèces envahissantes afin de protéger leur environnement, leurs communautés et leurs aspirations économiques. Plusieurs invasions importantes d'espèces envahissantes ont eu lieu aux Tuvalu, notamment de fourmis folles jaunes qui se sont désormais implantées à Funafuti et dans les îlots environnants et se fraient un passage jusqu'aux îles extérieures.



Photo : A.Carvan/PROE

Le Vanuatu a renforcé ses compétences en matière de négociation

Un atelier national organisé au Vanuatu a concouru à préparer la délégation nationale envoyée à la 21e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les participants ont été formés de manière à améliorer leurs compétences en matière de négociation et de rédaction de documents, notamment l'établissement de résumés techniques portant sur des questions utiles aux négociations. Cette formation de trois jours a été coordonnée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et s'est appuyée sur les compétences et l'expertise des agences régionales du PROE, du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS) et de l'université du Pacifique Sud.



Wallis-et-Futuna

Un atelier de deux jours sur les espèces envahissantes s'est déroulé à Wallis-et-Futuna en partenariat avec Conservation International, le PROE et le service national pour l'environnement. Plus de vingt personnes issues du service pour l'environnement, des services d'agriculture et de biosécurité et des associations communautaires ont participé à l'atelier. Celui-ci a concouru à élaborer une stratégie territoriale et un plan d'action relatifs aux espèces envahissantes. Parmi les priorités majeures identifiées pour la mise en place d'actions figuraient les plantes ornementales, les plantes envahissantes, les rats, les fourmis électriques et les escargots, comme l'escargot géant africain et l'euglandina rosea. Les actions entreprises à la suite de cet atelier comprennent notamment une étude sur les jardins ornementaux, l'objectif étant d'identifier et de localiser les espèces envahissantes ainsi que de créer une base de données recensant les mauvaises herbes prioritaires.



VOYAGE OCÉANNIEN JUSQU'À LA COP21

La 21e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Préparation du voyage à Paris

Les marins vous diront que la préparation du voyage se révèle essentielle pour arriver à bon port. La préparation des îles du Pacifique pour la COP de Paris ne fait pas exception à la règle.



Afin de garantir une préparation et une participation efficaces de leur région, les ministres et hauts fonctionnaires des îles du Pacifique ont adopté une approche collaborative conjointe pour la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21), tenue à Paris. Parmi les éléments notables de cette préparation, notons un mécanisme de soutien de haut niveau, la décision d'établir un plan d'action conjoint connu sous le nom de « One CROP team », et un atelier régional portant sur la formation aux négociations en plus de la formation à la rédaction de documents de synthèse.

Dans le cadre du projet pour un mécanisme de soutien de haut niveau financé par le ministère du gouvernement fédéral allemand pour l'Environnement et les Constructions ainsi que son initiative internationale pour le climat, l'occasion a été donnée de mettre à jour les délégations océaniques sur les pistes et principaux thèmes de négociation, en tant que partie intégrante de leur préparation. Cette formation a servi de plateforme commune aux délégations océaniques pour développer leur plan d'action conjoint pour la COP21. Cette formation, coordonnée par Climate Analytics en partenariat avec le PROE, comprenait également la coordination des activités de communication.

En soutien aux délégations des îles du Pacifique, les agences régionales et les partenaires ont développé un plan d'action conjoint de façon à conjuguer les efforts : « One CROP Team ». Cette décision incluait la création d'un hashtag commun, #4Paclands, que les partenaires du Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (CORP) seraient susceptibles d'utiliser dans plusieurs médias sociaux, poussant d'autres à faire de même.

Un atelier régional d'une journée, qui

englobait une réunion préparatoire de l'organe subsidiaire de la CCNUCC et une session d'entraînement aux négociations, s'est tenu à la suite de la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique du mois de mai. Cet effort a été soutenu par une série de partenaires, dont le gouvernement suisse et le projet de mécanisme de soutien de haut niveau (HSLM).

D'autres formations aux négociations ont été coordonnées au niveau national et facilitées par le PROE, avec l'appui financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et l'appui technique du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les séances de formation se sont déroulées aux Fidji, aux Tonga, au Vanuatu et dans les États fédérés de Micronésie, auxquelles ont par ailleurs été représentées les Palaos et la République des îles Marshall. Cette formation a permis de fournir aux délégations océaniques un aperçu du fonctionnement des négociations.

Quinze documents informatifs relatifs à diverses thématiques soulevées lors de la COP21 de la CCNUCC ont été préparés et diffusés aux dirigeants insulaires océaniques lors du Forum des chefs d'État et de gouvernement en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ces documents ont été élaborés pour aider les îles du Pacifique à travailler sur leur opinion en leur fournissant un aperçu de l'état actuel des négociations en amont de la COP21.

Le PROE, avec le soutien du gouvernement français, a développé des lignes directrices visant à aider les îles du Pacifique à identifier les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN). Treize des quatorze CPDN ont été soumises dans les délais pour la COP21 de Paris.



Simulation de conférence de presse ministérielle lors de la préparation du HSLM à la COP21.



Préparation avec le HSLM des messages du Pacifique à destination de la COP21.



Une équipe solidaire pour soutenir les îles du Pacifique à la COP21.



Nations Unies Conférence sur les Changements Climatiques

COP21/CMP11

Paris, France



Photo dont les droits appartiennent à la CCNUCC

L'histoire est en marche ! Un accord trouvé à Paris !

La détermination des Parties à la CCNUCC était évidente, alors que les négociations visant à atteindre un accord se poursuivaient au-delà de la durée fixée pour la conférence. C'est un samedi, tard dans la nuit, qu'un accord historique a été dégagé pour lutter contre le changement climatique.

Cet accord inclut plusieurs éléments qui se révèlent d'une importance toute particulière pour la région du Pacifique, notamment la reconnaissance de la nécessité de limiter la hausse de la température à 1,5 degré Celsius au-delà des niveaux pré-industriels, le renforcement du mécanisme pour les pertes et dommages subis, et la garantie d'un accès élargi et simplifié aux financements climatiques pour les petits États insulaires en développement.

L'Accord de Paris est juridiquement contraignant sous plusieurs aspects et prévoit une révision quinquennale du niveau des émissions afin de déterminer dans quelle mesure l'objectif mondial à long terme consistant à « éviter de dangereux changements climatiques anthropiques » est atteignable.

D'autres mesures majeures sont à noter : le plafonnement urgent des émissions de gaz à effet de serre et l'atteinte d'un équilibre entre sources et puits de carbone dans la seconde moitié du siècle ; l'examen quinquennal des progrès réalisés ; et l'allocation de 100 milliards USD chaque année au financement climatique à destination des pays en développement d'ici 2020, en plus d'un engagement à proposer d'autres financements à l'avenir. Les petits États insulaires, tout comme les pays les moins développés, jouissent dans l'Accord de Paris d'un statut particulier pour toutes les questions ayant trait au financement et à l'établissement de rapports.

L'insertion des « pertes et dommages subis » dans le texte de l'Accord constitue un pas important vers la reconnaissance des pertes et dommages résultant des effets néfastes du changement climatique, notamment d'épisodes météorologiques extrêmes et d'événements à évolution lente, et vers la reconnaissance de la souffrance des États vulnérables, y compris des petits États et territoires insulaires océaniques.



Ancien directeur général du PROE en compagnie du président et de la délégation des Palaos à la COP21.

Autre implication majeure de la conférence de Paris : une refonte des proportions historiques des politiques énergétiques mondiales et des investissements massifs dans les énergies renouvelables et le nettoyage de la pollution actuellement émise dans l'atmosphère terrestre. Dans le Pacifique, ces investissements marqueront une accélération des efforts déjà déployés par les pays et territoires insulaires océaniques en vue de passer à l'énergie renouvelable. Partout dans le monde, chaque pays doit désormais s'engager à réduire ses émissions.

Construire un Pacifique résilient grâce à des systèmes météorologiques, climatiques et d'alerte précoce efficaces

Le 9 décembre, le PROE, en partenariat avec les gouvernements des Samoa et du Vanuatu, a organisé un événement officiel de la CCNUCC en marge de la COP21.

Cet événement fut l'occasion de présenter les travaux menés dans les îles du Pacifique en vue de renforcer la résilience insulaire, par le biais d'actions s'appuyant sur des recherches et des observations météorologiques et climatiques précises ainsi que sur des systèmes d'alerte précoce efficaces afin de préparer les communautés aux catastrophes liées au climat.

Le projet Finlande-Océanie (FINPAC) ainsi que les résultats qu'il contient en matière de réduction de la vulnérabilité des moyens de subsistance des

villages et communautés insulaires océaniques face aux effets du changement climatique ont été mis en avant dans une présentation spéciale du Dr Matti Nummelin, conseiller environnemental auprès du ministère finlandais des Affaires étrangères.

Des perspectives par pays ont été fournies par Jesse Benjamin du Vanuatu et 'Ofa Fa'anunu des Tonga, afin d'aider à comprendre la vulnérabilité des habitants des îles du Pacifique et de montrer en quoi il est urgent de trouver des ressources et du soutien pour contribuer à renforcer la résilience et l'adaptation.

L'événement en marge de la COP21 a également vu la participation du Dr Petteri Taalas, l'actuel



Le Dr Petteri Taalas lors de l'événement organisé par le Pacifique en marge de la COP21.

Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Dr Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et de Kosi Latu du PROE.

Pour la COP21, la CCNUCC a reçu 820 propositions d'événements à organiser en marge du sommet. Parmi ceux-ci, 220 projets ont été sélectionnés, dont 78 ont été félicités pour leur respect des principes « verts » de la CCNUCC. L'événement coordonné par le PROE était inclus parmi ces 78 projets.

Porter la voix du Pacifique lors du voyage du Pacifique jusqu'à la COP21

Toutes les voies possibles ont été explorées dans le but de partager les messages des îles du Pacifique à la COP21.

Un stand océanique présentant les supports d'information du PROE ainsi que des îles du Pacifique avait été prévu. Pour améliorer la visibilité et donner le « goût » des îles en France, des fleurs étaient distribuées sur le stand. L'idée était de les placer derrière l'oreille pour marquer son soutien aux îles du Pacifique à la COP21. Le stand offrait également la possibilité de partager un message en utilisant le hashtag #4PacIslands.

Ce hashtag avait été créé pour améliorer la visibilité sur les réseaux sociaux et a servi de lien entre tous les posts utilisant le hashtag #4PacIslands. Il était utilisé lorsque les gens posaient pour les photos et faisaient passer un message, qui était alors partagé sur la page Facebook du PROE.

Les médias, tant au niveau régional

qu'international, ont marqué leur intérêt pour la voix océanique. Et dans le but de soutenir la représentation océanique, deux reporters confirmés provenant du Pacifique ont participé à la COP21 aux côtés du PROE. Makereta Komai, directrice de l'Association océanique des médias et de l'agence PACNEWS, et Samisoni Pareti, rédacteur en chef de Islands Business Magazine, ont couvert quotidiennement les événements de la COP21 pour informer le public océanique. Ensemble, ils ont rédigé 50 articles qui ont été diffusés auprès des médias régionaux et internationaux pour publication.

Des demandes provenaient aussi d'organisations médiatiques mondiales intéressées par la voix du Pacifique à la COP21, et de nombreux délégués océaniques ont volontiers ménagé du temps pour répondre à des entretiens.

Dans un esprit de partenariat, un pavillon du Pacifique représentait

le lieu de rendez-vous des délégués insulaires lors de la COP21. Il a également accueilli des événements soutenus par le PROE.



Président Anote Tong de Kiribati répond aux questions des médias à la COP21.

En marge de la COP21

Quatrième sommet France-Océanie

Le président de la France, Son Excellence François Hollande, a invité les dirigeants insulaires du Pacifique et le PROE, ainsi que leurs partenaires, à participer au Sommet France-Océanie, tenu la veille de la COP21. Ce sommet, qui s'est déroulé au palais présidentiel, a donné lieu à la Déclaration du quatrième Sommet France-Océanie, qui reconnaît l'urgence de prendre le changement climatique à bras le corps et de mettre en œuvre des solutions ciblées afin de renforcer la résilience des pays et territoires insulaires océaniques, ainsi que la nécessité de se tourner vers des économies à faible empreinte carbone. La Déclaration portait principalement sur la COP21 et le développement durable.

Évènement spécial de haut niveau organisé par la Nouvelle-Calédonie

D'éminents orateurs ont été rassemblés par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie afin d'effectuer des présentations sur le thème : « Mobiliser les connaissances en vue d'une meilleure gouvernance pour relever les défis du changement climatique dans le Pacifique », lors d'un évènement spécial, tenu en marge de la conférence. Le panel spécial incluait notamment les personnes suivantes : S. E. Philippe Germain, président de Nouvelle-Calédonie ; l'honorable Rimbink Pato, ministre des Affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée ; l'honorable Steven Ciobo, ministre australien du Développement international et du Pacifique ; et l'ambassadeur Philippe Lacoste, représentant spécial de la France auprès de la COP21.



Évènement « Mobiliser les connaissances en vue d'une meilleure gouvernance pour relever les défis du changement climatique dans le Pacifique ».

Le volet résilience du Plan d'action Lima-Paris écoute la perspective des îles du Pacifique à la COP21

Le Plan d'action Lima-Paris (LPPA) est un partenariat conjoint entre les présidences péruvienne et française de la COP, le bureau du Secrétaire général des Nations Unies et le Secrétariat de la CCNUCC, visant à renforcer les actions de lutte contre le changement climatique tout au long de l'année 2015 et au-delà. Lors de la COP21, une journée a été consacrée au LPPA parmi d'autres événements, notamment l'évènement LPPA Focus on Resilience, qui s'est tenu le 2 décembre. Le Dr Netatua Pelesikoti, qui dirige la

division Changement climatique du PROE, a participé à un panel spécial sur les « Nécessités, actions et stratégies des régions et acteurs vulnérables ». Les îles du Pacifique y étaient mises en avant, partageant des exemples de la manière dont les communautés insulaires renforcent la résilience dans le domaine de la gestion de l'eau, de la sécurité alimentaire et de la gestion intégrée de la zone côtière. L'ambassadeur des Palaos auprès de l'Union européenne, S. E. Ngedikes Olai Uludong faisait également partie du panel.

La conférence de presse océanienne entend la voix des dirigeants

Le grand intérêt que les médias ont manifesté pour le point de vue des îles du Pacifique a conduit à la tenue d'une conférence de presse organisée par David Sheppard, l'ancien directeur général du PROE. Le panel qui a participé à la conférence de presse était composé des dirigeants océaniques suivants : Henry Puna, Premier ministre des îles Cook, Enele Sopoaga, Premier ministre des Tuvalu, et S. E. Tommy Remengesau Jr, président des Palaos.



« Nous, le Pacifique » amplifie la voix du Pacifique à la COP21

Le Réseau océanien d'action climatique (PICAN) a coordonné l'évènement spécial organisé au pavillon océanien durant la COP21, en partenariat avec le Forum sur les développements des îles du Pacifique (FDIP) et avec le soutien du PROE. Cet évènement populaire a joui de la présence du président de Kiribati, S. E. Anote Tong, du Premier ministre des Tuvalu, l'honorable Enele Sopoaga, du Secrétaire général du FDIP, François Martel, du ministère de la Gestion des catastrophes national des Fidji, l'honorable Inia Seruiratu, et de Talissa Koteka qui représentait le Premier ministre des îles Cook.

Tous ont partagé leur expérience, différente, du changement climatique. Le ministre Seruiratu des Fidji a parlé de la relocalisation de 40 communautés et des 800 autres communautés identifiées comme susceptibles d'être relocalisées en raison des répercussions du changement climatique. Il a déclaré « le changement climatique est à l'œuvre, et nous en ressentons déjà les effets ».



Le PROE et la Principauté de Monaco signent un nouveau partenariat

Un nouveau partenariat a été conclu entre le PROE et le gouvernement de la Principauté de Monaco afin de traiter la question de l'acidification des océans. Il vient renforcer le Partenariat sur l'acidification des océans signé entre le gouvernement de Nouvelle-Zélande et le PROE en 2015. La contribution de la Principauté de Monaco se chiffre à 60 000 EUR sur une période d'un an, avec la possibilité de proroger l'accord.

Kosi Latu, du PROE, et Gilles Tonelli, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du gouvernement de Son Altesse Sérénissime, le prince Albert II de Monaco.

L'océan et le climat à la COP21

De nombreux évènements axés sur les océans et le climat se sont déroulés en marge de la COP21. Le PROE a participé à plusieurs d'entre eux, notamment le Forum Océan et climat coordonné par la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui s'est tenu le 3 décembre. Le Dr Netatua Pelesikoti a présenté le point de vue des petits États insulaires en

développement quant aux risques et aux conséquences d'un déséquilibre des dynamiques climatiques et océaniques pour les populations humaines. Suite à cet évènement, une mini-conférence a été organisée le 10 décembre. Celle-ci était coordonnée par la COI et par le Comité scientifique de la Plateforme sur l'océan et le climat. Kosi Latu a profité de l'occasion pour présenter la perspective océanienne. Le PROE a participé à d'autres activités clés, dont l'évènement de l'Union

internationale pour la conservation de la nature (UICN) à la COP21, intitulé « Les îles en première ligne du changement climatique », organisé le 7 décembre, et la Journée spéciale des petites îles et du Pacifique, organisée le 2 décembre au pavillon de Tara Oceans and Climate en partenariat avec Tara Expeditions, au cours de laquelle l'ancien directeur général David Sheppard a présenté les impacts affectant la région du Pacifique insulaire.

Nos partenariats

Avancer ensemble en 2015, grâce à des partenariats authentiques et durables avec le PROE



Photo : © Stuart Chape



La Papouasie-Nouvelle-Guinée fait un don considérable au PROE

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a effectué un généreux don de 1 million de kinas au PROE en 2015. Il s'agit de la première fois qu'un pays insulaire du Pacifique apporte un soutien financier direct au programme du PROE. Ce don s'inspire de l'assistance offerte par la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la fin des années 1990 pour le campus du PROE. La Papouasie-Nouvelle-Guinée était l'un des sept pays donateurs ayant fourni une aide financière pour la construction du campus. Le don effectué en 2015 contribuera largement à renforcer le soutien que le PROE apporte aux pays et territoires insulaires du Pacifique en matière d'environnement et de changement climatique.



L'IRD et le PROE officialisent un partenariat conjoint

En 2015, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a signé un protocole d'entente avec le PROE. Il s'étend sur cinq ans et porte sur l'éducation à l'environnement ainsi que sur des programmes tels que l'innovation en matière de droit de l'environnement et la protection de la biodiversité en Océanie. Ces innovations comprennent : des efforts visant à soutenir les droits des personnes déplacées pour des raisons environnementales ; l'Observatoire océanique sur les conséquences du changement climatique en collaboration avec l'université du Pacifique Sud et le Grand Observatoire de la biodiversité et de l'environnement dans le Pacifique Sud ; les systèmes d'alerte précoce pour les dangers naturels, notamment la détection des tremblements de terre et des tsunamis ; le Système mondial d'observation des océans pour le Pacifique ; et la conservation des espèces marines emblématiques et migratoires.



Les Samoa offrent une bourse volontaire au PROE

En 2015, les Samoa, le pays hôte du PROE, a offert une bourse volontaire de plus de 20 000 USD au PROE. La contribution, saluée par les membres du PROE, a été louée lors de la 26e Conférence du PROE. Le PROE s'est installé aux Samoa en 1992. Le don effectué en 2015 contribuera largement à renforcer le soutien que le PROE apporte aux États et territoires insulaires du Pacifique.



Le programme Peace Corps Response Volunteers américain soutient le PROE

Un protocole d'entente a été conclu avec le Peace Corps américain. Celui-ci a résulté en l'affectation de deux volontaires du Peace Corps Response au PROE. Leur mandat a commencé à la fin 2015 avec un tiers au début 2016. Les volontaires du Peace Corps Response sont hautement qualifiés et expérimentés et sont détachés pour des périodes pouvant aller jusqu'à un an. Ce partenariat avec le PROE est financé par le gouvernement des États-Unis.



Accord signé afin de renforcer la conservation des tortues dans les îles du Pacifique

L'Initiative du Triangle de corail pour les récifs de corail, les pêcheries et la sécurité alimentaire (CTI-CFF) a signé un protocole d'entente avec le PROE lors de la 26e Conférence du PROE. Ce protocole d'entente facilitera la collaboration dans le cadre d'un projet de conservation des tortues fondé sur la communauté régionale et lié à un projet du PROE, financé par le gouvernement néo-zélandais et actuellement en cours aux Fidji, à Kiribati et aux îles Salomon. L'initiative CIT-CFF est un partenariat multilatéral entre les pays qui composent le Triangle de corail. Ils sont au nombre de six et comprennent : l'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, le Timor-Leste, et les îles Salomon. Son principal objectif est de faire face aux menaces pressantes posées aux ressources littorales et marines de cette zone qui abrite la plus riche biodiversité du monde.



Signature d'un protocole d'entente pour renforcer la proposition de Route du patrimoine des baleines pour le Pacifique

Un nouveau partenariat a été créé entre l'Alliance mondiale des cétacés (WCA) et le PROE. La WCA compte 70 partenaires, dont des opérateurs d'observation des baleines et des organisations non gouvernementales issues de 35 pays différents. Par le biais de ce protocole, le PROE et la WCA travailleront main dans la main afin d'explorer la création d'une Route du patrimoine des baleines pour le Pacifique, reprenant éventuellement plusieurs sites patrimoniaux sur les baleines, à condition que ceux-ci satisfassent aux critères actuellement développés par la WCA.

Photo : Tourisme à Nioué



Photo : © Stuart Chape

Établir des partenariats pour une meilleure intégration de la gestion des déchets et de la pollution dans les territoires océaniques

En juin 2015, une lettre d'entente historique a été signée par la Communauté du Pacifique (CPS) et le PROE afin d'intégrer les initiatives régionales de gestion des déchets dont les travaux sont menés dans des pays et territoires d'outre-mer du Pacifique. Ce partenariat, financé par le projet INTEGRE de l'Union européenne, élargit les composantes choisies au sein de l'éventail de projets du PROE en matière de gestion des déchets afin d'y intégrer la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna et l'île Pitcairn. Cette collaboration verra l'intégration d'activités de gestion des déchets dans sept domaines différents, notamment la formation du personnel travaillant dans le domaine de la gestion des déchets, l'établissement de réseaux de recyclage et l'amélioration de la gestion des huiles usées, des batteries au plomb acide, des produits chimiques et des déchets solides provenant des atolls. Elle verra également la collaboration de deux projets financés par l'Union européenne dans le Pacifique, INTEGRE et PacWaste, afin d'élargir leur portée et de renforcer leur efficacité.

Biodiversité et gestion écosystémique



La région insulaire du Pacifique est l'un des complexes d'écosystèmes marins et terrestres les plus riches de la Terre, ayant des habitats qui vont des forêts de montagne aux îles volcaniques, en passant par les atolls de corail de faible élévation et la haute mer. Des centaines de plantes et d'animaux qui peuplent notre région ne sont pas trouvables ailleurs sur la planète. Nombre d'entre eux se sont adaptés à des habitats spécifiques, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux menaces et aux pressions posées par les activités humaines.

Il est important de comprendre que la conservation de la biodiversité dans la région du Pacifique est une question écologique complexe, qui englobe des dimensions sociale, politique et culturelle. Les habitants du Pacifique insulaire dépendent des écosystèmes naturels et de leurs ressources pour leurs moyens de subsistance et leur développement économique national. Ils constituent également une composante essentielle des cultures insulaires du Pacifique, fournissant les objets nécessaires aux pratiques culturelles traditionnelles, mythes et légendes.

Les Journées Bleues : une première pour la région des îles du Pacifique

De nouveaux jalons ont été posés lors de la conférence Journées Bleues, la première conférence sur l'écotourisme marin qui s'est tenue en juin en Polynésie française. Cette conférence a donné lieu au Cadre pour un programme pluriannuel pour le développement d'un écotourisme basé sur les espèces marines de la région du Pacifique.

La vision du cadre adoptée par la 26e Conférence du PROE est que « d'ici 2020, le Pacifique

soit reconnu comme destination majeure pour l'écotourisme marin, un outil de conservation pour l'environnement marin, les cultures locales et un développement socioéconomique durable ».

Le cadre a été développé grâce à des contributions fournies par 60 participants de la région, travaillant dans différents secteurs du tourisme, par des groupes communautaires, des experts scientifiques et des spécialistes de la conservation.

Une évaluation détaillée du développement de l'écotourisme dans les îles du Pacifique a été présentée lors de la conférence, tout comme les impacts positifs

Des participants aux Journées bleues qui découvrent l'écotourisme marin de leurs yeux, en observant les dauphins à long bec à Pape'ete.



L'honorable Heremoana Maamaatuaiahutapu, ministre de l'Environnement du gouvernement de Polynésie française, en compagnie de Stuart Shape, directeur de la Gestion de la biodiversité et des écosystèmes du PROE, lors de la conférence de presse qui ouvrait les Journées bleues.

et négatifs de celui-ci sur les dugongs, les tortues, les baleines, les dauphins et les requins.

La conférence Journées Bleues était une initiative du gouvernement de Polynésie française en partenariat avec le PROE et le Fonds Pacifique.



« Les espèces et les habitats sont précieux et vulnérables. Il n'existe pas de solution universelle permettant de structurer et de développer une économie bleue. De plus, ils existent de nombreuses définitions de l'écotourisme et celles-ci varient : elles ont tendance à inclure des éléments de développement et de protection écologique, culturel et économique. Cette conférence et les conversations qui s'en sont ensuivies regorgent d'occasions de construire un cadre pour l'écotourisme dans le Pacifique. »

– Dr Michael Lueck, École hôtelière et de tourisme, université de technologie d'Auckland

Le projet pour la biodiversité : un modèle de réussite pour les îles du Pacifique



Une personne âgée de Vava'u participe à la construction du modèle tridimensionnel participatif.



Le gouverneur et la communauté de Vava'u avec le modèle P3DM terminé. Photo : Paulo Amerika.

Le projet pour la biodiversité insulaire intégrée du Fonds pour l'environnement mondial et de l'Alliance pour la durabilité du Pacifique (GEF-PAS IIB) a été lancé en 2012 et mis en œuvre dans les îles Cook, à Nauru, aux Tonga et aux Tuvalu. Le projet a permis de renforcer les capacités nationales et locales nécessaires à une gestion durable de la biodiversité insulaire et des ressources naturelles.

En 2015, parmi les résultats les plus marquants du projet figurent :

- Une étude d'évaluation rapide de la biodiversité des

écosystèmes de forêts nébuleuses à Rarotonga dans les îles Cook, qui a constitué le fondement pour le développement d'un plan de gestion pour la protection des écosystèmes de forêts nébuleuses.

- Un modèle tridimensionnel participatif (P3DM) a été élaboré pour le groupe d'îles de Vava'u du royaume des Tonga. Il a nécessité de dispenser des formations sur la manière de créer le modèle et de le développer. Il s'agit du tout premier modèle tridimensionnel participatif impliquant un large éventail de parties prenantes. Il sera utilisé en tant qu'outil afin d'aider à planifier la gestion des ressources à Vava'u.

- Toujours aux Tonga, sept sites ont été identifiés et recommandés pour la conservation par l'étude, menée en 2014, de l'évaluation rapide de la biodiversité pour le groupe d'îles de Vava'u. Les travaux visant à achever le projet GEF-PAS IIB sont actuellement en cours. Ce projet devrait être clôturé d'un point de vue opérationnel à la fin septembre 2016.

Le projet GEF-PAS IIB est mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE en partenariat avec les gouvernements des îles Cook, de Nauru, des Tonga et des Tuvalu.



Des participants sont formés au marquage des tortues.

Le suivi des tortues effectué par les communautés dans les îles Salomon

Les communautés de Marau, sur l'île de Guadalcanal dans les îles Salomon, disposent des compétences requises pour mener à bien le suivi des tortues, depuis que le PROE a formé 33 participants issus de trois groupes tribaux de Marau qui détiennent les îles désignées de Kosa, Rauhi et Tavarao, où nichent les tortues.

Cette formation a poussé 30 observateurs de tortues à mettre en œuvre des activités de suivi des tortues sur les plages désignées. Ce suivi comprend le déplacement des nids qui sont menacés par des prédateurs ou par la montée du niveau des océans, ainsi que l'identification des différentes espèces de tortues et le marquage des tortues par la pose de marqueurs au niveau de leurs nageoires.

Cette activité fait partie du projet quadriennal de suivi des tortues et de développement de l'écotourisme, financé par le programme néo-zélandais d'assistance au développement en outre-mer et géré par le département néo-zélandais pour la Conservation du PROE.

Le but de ce projet est d'améliorer la capacité et l'engagement de la région océanienne à conserver et à gérer durablement les populations de tortues marines menacées, et de parvenir à un meilleur niveau de compétences, à des profits économiques durables et à de meilleurs niveaux de vie pour les communautés locales, grâce à des activités de gestion et d'écotourisme liées aux tortues.

« C'est la première fois que je vois des tortues relâchées dans l'océan après avoir été attrapées à Marau. C'est un moment historique pour nous, de préserver les tortues. »

— Audrey Risimora, observatrice de tortue de la communauté Marau, lors de la formation sur la manière d'équiper les tortues de marqueurs et de les relâcher.

Engagement fort exprimé lors de la Table ronde des îles océaniques pour la conservation de la nature

Huit membres de la Table ronde des îles océaniques pour la conservation de la nature (PIRT) ont signé un nouvel accord d'adhésion en 2015 démontrant leur dévouement aux Principes et au Code de conduite menant vers la concrétisation des efforts de conservation dans la région du Pacifique.

Conservation International, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), SeaWeb, la Société pour la conservation de la biologie

en Océanie, le PROE, The Nature Conservancy (TNC), la Société pour la conservation de la vie sauvage (WCS) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont signé le nouvel accord de la Table ronde (PIRT). Celui-ci s'inscrit dans le Cadre pour la conservation de la nature et les zones protégées dans le Pacifique pour la période 2014-2020.

Ce cadre a été approuvé par les Membres lors de la 25e Conférence du PROE.



Photo : © Stuart Chape

La communauté Pirini soutient les solutions naturelles pour réhabiliter son bassin hydrologique

Le bassin hydrologique des Pirini situé dans le village de Sasamuga, dans la province de Choiseul dans les îles Salomon, a approvisionné en eau la communauté locale et l'hôpital de Sasamuga pendant plus de 30 ans. Pourtant, ce bassin n'a cessé de se dégrader continuellement depuis les années 1980 en raison d'activités humaines.

En 2015, des activités d'adaptation écosystémique ont été menées afin de réhabiliter et de protéger ce captage d'eau, l'objectif étant également de doter le village et l'hôpital d'une plus grande capacité de stockage d'eau, de stabiliser le littoral et de gérer le système marin adjacent.

Une fois renforcée par la réhabilitation du bassin hydrologique qui nécessite une repousse naturelle de la végétation, la source hydrique pourra approvisionner jusqu'à 22 foyers,

ce qui représente plus de 140 personnes pour la communauté Pirini et l'hôpital de Sasamuga, qui fournit des services médicaux à plus de 3 000 personnes des communautés environnantes.

La pépinière pour la réhabilitation végétale a été lancée en mai et compte principalement des espèces indigènes. Cinq mois plus tard, en septembre, les plantes étaient prêtes à être transférées vers le captage d'eau. La réussite de cette pépinière signifie que la communauté Pirini du village de Sasamuga peut désormais entreprendre le processus de revégétation, qui inclut le transfert et la propagation de semences sur le terrain. Le projet utilise des solutions naturelles afin de permettre à l'écosystème du bassin hydrologique de se rétablir et de continuer à servir de captage d'eau pour la communauté.

Dans le cadre de la réhabilitation du captage, des réservoirs d'eau ont été installés afin de garantir un accès continu à l'eau à la communauté Pirini et à l'hôpital de Sasamuga. La communauté a soutenu la mise en œuvre de ces solutions naturelles en prenant des mesures proactives visant à limiter les activités de jardinage et le défrichage dans le captage.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet d'adaptation écosystémique de Choiseul, mis en œuvre par le PROE. Ce projet a été mené en partenariat avec la Conférence de la communauté tribale de Lauru Land, le gouvernement provincial de Choiseul, le ministère de l'Environnement, du Changement climatique et de la Gestion des catastrophes, ainsi que le ministère des Forêts et de la Recherche des îles Salomon.



Hôpital de Sasamuga Photo F.Patison/PROE



Des réservoirs d'eau ont été installés à la base du captage de Pirini. Photo F.Patison/PROE



La pépinière Pirini au village de Sasamuga est prête à transférer les plantes. Photo F.Patison/PROE

Les étudiants se mobilisent ! Planter des arbres pour renforcer la résilience de la communauté

En novembre, plus de 35 étudiants de l'école primaire de Taro, dans la province de Choiseul dans les îles Salomon, ont aidé à planter plus de 120 arbres sur l'île de Taro afin d'aider l'île à s'adapter au changement climatique et de réduire les risques de catastrophes naturelles. L'île de Taro est le centre provincial de la province de Choiseul qui compte une



Des étudiants plantant des arbres.
Photo F.Patison/PROE

population de plus de 1 000 personnes.

La participation des étudiants à cette activité de replantation du littoral a permis de renforcer la sensibilisation et l'appréciation tirée de l'utilisation de solutions naturelles afin de traiter les impacts du changement climatique et la manière dont ces solutions peuvent construire la résilience de ce centre provincial contre les risques de catastrophe.

Les communautés de la province de Choiseul seront encouragées à reproduire cet exemple de plantation d'arbres sur le littoral, et à plus grande échelle, comme ce fut le cas pour l'activité réalisée sur l'île de Taro, dont l'objectif était de renforcer la résilience face aux

risques de catastrophes en tenant compte d'un bon rapport coût-efficacité.

Cette activité a été mise en œuvre par le PROE, avec l'appui des partenaires du Programme intégré sur le changement climatique de Choiseul : la Communauté du Pacifique (CPS), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Youth at Work, le gouvernement provincial de Choiseul, la Conférence de la communauté tribale de Lauru Land et les ministères de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie, ainsi que des Forêts et de la Recherche du gouvernement des îles Salomon.

Réussite du programme d'éradication des martins tristes de Kiribati

Un programme visant à éradiquer deux espèces de martins tristes de Kiribati a débuté en novembre 2014. Un an plus tard, il est considéré probable que ces espèces aient été éradiquées avec succès.

Les deux espèces de mainates peuplant Kiribati, le mainate commun (*Acridotheres tristis*) et le mainate de la jungle (*A. fuscus*), figurent parmi les espèces envahissantes les plus destructrices, puisqu'elles peuvent porter des maladies et des parasites, se battent avec les oiseaux indigènes pour la nourriture et les sites de nidification et endommagent les cultures alimentaires comme celles de

l'arbre à pain et de la papaye.

Les travaux visant à éradiquer ces espèces à Kiribati se sont préalablement appuyés sur la réalisation d'une étude relative à l'éradication et sur le développement d'un plan opérationnel, avant de procéder à l'éradication à proprement parler. Des six options d'éradication explorées, l'abattage et l'empoisonnement ont été identifiés comme les mesures les plus efficaces.

Des discussions se sont également tenues afin de confirmer les méthodes permettant de prévenir l'établissement futur de mainates sur les îles de Kiribati, contre lequel un plan de biosécurité

inter-îles ainsi qu'un plan de détection précoce et de réponse rapide sont actuellement en cours d'élaboration.

Le suivi va se poursuivre à Kiribati afin de garantir qu'aucun mainate n'a survécu.

Cette activité couronnée de succès a été mise en œuvre dans le cadre du projet GEF-PAS « Prévention, éradication et contrôle des espèces envahissantes non indigènes du Pacifique » (GEF-PAS IAS), dont la mise en œuvre est assurée par le PNUE et l'exécution par le PROE et la division Environnement et Conservation du ministère de l'Environnement, du Territoire et du Développement agricole de Kiribati.



De gauche à droite : Le gardien de sécurité Taruru avec un mainate abattu. Plusieurs sites de repos situés sur une grue portuaire à l'abandon.

Tireur expérimenté sous-traité en train d'en finir avec le dernier mainate. Photos : David Butler

Diminution de la population de porcs sauvages envahissants grâce à des activités de contrôle et de gestion à Nioué

En 2015, un programme pilote fructueux de gestion des porcs sauvages a été mis en œuvre à Nioué.

Les porcs sauvages et les porcs domestiques errants y causent des dégâts environnementaux considérables, en particulier aux populations de crabes de cocotier et aux autres espèces de la flore et de la faune indigène. Ils provoquent également des dégâts économiques en ravageant les plantations et les jardins des particuliers.

En vue de remédier au problème, un programme pilote de six mois a été mis en œuvre. Celui-ci a testé quatre méthodes de contrôle : augmenter l'efficacité des chasseurs locaux ; attirer les animaux dans de larges enclos en les y piégeant grâce à la fermeture automatique des portes dès qu'ils y pénètrent ; installer des pièges recourant à un cordon spécial en acier ; et utiliser des toxines, comme des capsules de nitrate de sodium placées dans des boîtes contenant un appât conçues pour ne pas laisser entrer d'autres animaux.

De toutes les méthodes testées, la chasse s'est révélée la plus

efficace, grâce à l'introduction d'un équipement moderne et de chiens pisteurs entraînés à chasser les porcs ainsi qu'à la formation des locaux à de meilleures techniques de chasse. Sur une population totale de 250 porcs sauvages, environ 100 unités ont déjà été abattues par des locaux. Cette activité spécifique consistant à résoudre les problèmes posés par les porcs sauvages pourrait faire des émules dans d'autres pays océaniques.

L'un des facteurs clés de succès de cette activité est l'appui de la communauté, qui s'est renforcé grâce à la communication d'informations relatives aux dommages causés par les porcs à l'environnement, mais aussi grâce à des activités de sensibilisation menées par le ministère des Ressources naturelles, à des formations et à une sensibilisation du public par le célèbre chasseur Glen Osbourne, également ancien joueur des All Black, sans oublier l'augmentation de la présence de porc frais sur l'île. Le programme de chasse se poursuivra : de jeunes chiens spécialisés dans la chasse au porc seront envoyés à Nioué,



Séance de chasse au porc avec l'honorable Billy Graham Talagi (ministre de l'Environnement), Brendon Pasisi (directeur DAFF), Huggard Togatule (coordinateur pour les espèces envahissantes), Glen Osbourne et Pete Peeti (chasseurs professionnels néo-zélandais) et des chasseurs de porcs locaux. Photo : Gouvernement de Nioué

ce qui permet de mettre en place et de maintenir un programme d'élevage. Les méthodes consistant à attirer les animaux dans des enclos et à utiliser des toxines restent des pratiques de contrôle viables, puisqu'elles sont adaptées pour correspondre parfaitement à l'environnement local de Nioué.

Cette activité a été mise en œuvre par le PNUE dans le cadre du projet GEF-PAS IAS et exécutée par le PROE et le ministère des Ressources naturelles de Nioué.

Comment éradiquer les rats sur les petites îles

Des participants issus de Kiribati, des îles Marshall, des Tonga et de Wallis-et-Futuna ont participé à une formation visant à apprendre comment mener à bien de petites éradications simples d'espèces envahissantes, en maximisant l'utilisation de leurs ressources limitées et sans beaucoup d'aide d'organisations extérieures.

La formation était destinée aux pays insulaires du Pacifique possédant de nombreuses petites îles ne disposant que de peu de moyens et aux prises avec des contraintes financières. Si éradiquer les rats des grandes îles nécessitera toujours un appui technique et financier considérable, les éradiquer des petites îles demeure dans les capacités des États et territoires

du Pacifique. Si les moyens utilisés sont simples, les bénéfices sont considérables et permettent de se concentrer sur des projets de plus grande envergure.

La formation pratique comprenait l'élimination des rats de l'île de Malinoa et de Motutapu sur le groupe d'îles Tongatapu aux Tonga. La formation a été mise en œuvre en août 2015, et un contrôle de suivi effectué en avril 2016 indique que tous les rats ont été éliminés avec succès.

L'atelier a également produit deux documents d'orientation à destination de la région océanique relatifs à l'éradication des rats sur les petites îles et à la sécurité en matière d'utilisation des rodenticides.

L'initiative d'éradication des rats était le fruit d'un partenariat entre le PROE, Island Conservation et le gouvernement de Tonga. Elle est soutenue par le projet GEF-PAS IAS, le PNUE, l'Agence de protection environnementale de Vava'u (VEPA) et le Fonds Pacifique.

« Les Tonga peuvent y arriver. Grâce à ce que nous avons appris et aux compétences dont nous disposons désormais, nous pouvons protéger nos plus petites îles, qui sont tout aussi importantes, contre les nombreux impacts néfastes générés par les rats »
– Viliami Hakaumotu, coordinateur pour les espèces envahissantes des Tonga.



Forêt Pandanus dans le parc national O le Pupu Pu'e à Samoa. © Stuart Chape

Restauration réussie des sites forestiers aux Samoa et aux Tonga

Nos îles sont déjà peuplées par de nombreuses espèces envahissantes qui détruisent notre biodiversité et, malheureusement, les mesures de biosécurité ne pourront à elles seules mettre un terme à ce déclin. Il faut adopter une nouvelle approche, axée sur la protection des biens ou des sites présentant une grande valeur en termes de biodiversité, et où les nombreuses espèces envahissantes doivent être gérées de manière permanente, de façon à conserver ces biens et sites dans un état permettant à la fois de préserver notre biodiversité, mais aussi les avantages qu'elle fournit.

Deux pays participant au projet GEF-PAS IAS ont pris ce défi à bras le corps : des sites à la biodiversité très riche aux Tonga et aux Samoa disposent désormais de plans opérationnels, dont trois sont mis en œuvre.

La forêt tropicale de Toloa, aux Tonga, aussi connue localement sous le nom de « forêt en or », constitue avec ses 23 hectares le dernier peuplement forestier indigène de l'île de Tongatapu, sur laquelle vit la majorité des populations des Tonga. Cette forêt est une ressource précieuse pour toutes les écoles de Tongatapu, qui l'utilisent comme une expérience pédagogique. Chaque jour après l'école, les étudiants du Collège de Tupou, aussi connus sous l'« équipe Forêt », s'attachent à la gestion de la forêt, en partenariat avec le ministère tongien de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des

catastrophes, de l'Environnement, du Changement climatique et de la Communication (MEIDECC). Leurs activités se concentrent sur le contrôle des herbes et des rats envahissants, et sur la revégétation de clairières grâce à des plantes indigènes, dont certaines ont disparu depuis bien longtemps de la forêt. En 2015, les trois étudiants les plus impressionnants ont reçu des bourses du PROE afin de prendre en charge leurs frais scolaires, et ils ont été présentés par Sa Majesté la reine Nanasipau'u des Tonga, lors de la remise des prix des écoles du pays.

Le parc national du mont Talau, situé sur le groupement d'îles de Vava'u, abrite le siffleur des Tonga (*Pachycephala jacquinoti*) ou Hengahenga. L'Association de protection environnementale de Vava'u, en partenariat avec la communauté locale et ses jeunes, s'est employée à contrôler la prolifération de rats au cours de l'année écoulée, ce qui a résulté en une augmentation significative de la population de siffleurs des Tonga et d'autres espèces aviaires. Les porcs constituent également un problème au mont Talau, et des mesures ont été prises pour restreindre leur accès au site où se situe la végétation endémique, grâce à la création d'une clôture résistante aux porcs.

Les Samoa se sont elles aussi embarquées dans un vaste projet de restauration au mont Vaea. Cette montagne s'est vue envahie progressivement par des plantes

envahissantes telles que le tulipier du Gabon, le *Castilla elastica* et le tamaligi (*Falcataria moluccana*), alors que des cyclones ou d'autres perturbations ont touché la forêt. La dernière étude menée indique que jusqu'à 90 % des plantes du mont Vaea sont désormais des plantes envahissantes. Le but de ce projet jusqu'à aujourd'hui était le contrôle systématique des plantes envahissantes dans des zones prioritaires ainsi que la revégétation de la zone grâce à la plantation de 12 000 espèces indigènes des Samoa en 2015. Le ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement procède actuellement à la finalisation du projet, conjointement avec la communauté locale située autour du mont Vaea, au village Vailima.

Le parc national O le Pupu Pu'e, situé sur la côte méridionale de l'île d'Upolu aux Samoa, connaît une grave invasion de lianes du type *Merremia peltata*. En 2015, un plan de restauration a été élaboré, qui s'axe sur la replantation d'espèces indigènes samoanes dans des zones envahies et sur l'élimination d'autres espèces envahissantes dans le parc.

Les projets de restauration menés aux Samoa et aux Tonga sont appuyés par le projet GEF-PAS IAS, mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE en partenariat avec les gouvernements tongien et samoan ainsi que d'autres partenaires.

Visite d'étude portant sur la restauration du renforcement des capacités polynésiennes

Sept parties prenantes à des projets nationaux de restauration aux Samoa américaines, à Nioué, aux Samoa, et aux Tonga ont participé à une visite d'étude des projets de restauration en Nouvelle-Zélande.

Au total, sept sites de restauration ont été visités : trois îles et quatre sites continentaux. Ces sites ont permis d'observer divers types de gestion en matière de préservation de la biodiversité, notamment les îles sanctuaires ouvertes isolées, les péninsules clôturées pour empêcher le passage des prédateurs, des réserves virtuellement clôturées et des parcs urbains. Tous les sites présentaient un intérêt majeur pour la gestion des espèces envahissantes, soit par l'éradication de vermines ou par une gestion continue visant à réduire l'impact des espèces envahissantes sur la biodiversité.

Cette visite d'étude d'une semaine a été menée à bien avec succès par les participants. Ceux-ci sont repartis enrichis de nouvelles

idées pour la réalisation d'activités et de projets de restauration et emplies d'une motivation

renouvelée pour gérer les espèces envahissantes et restaurer les sites. Être le témoin direct de ce qui peut être accompli a suscité une attitude positive et dynamique, sans laquelle il serait impossible de lancer de tels projets et de les maintenir à long terme.

Les participants sont par ailleurs convenus de communiquer régulièrement et de partager leurs idées et leurs expériences grâce au Réseau d'apprentissage océanien sur les espèces envahissantes, dans le cadre d'un groupe axé sur la restauration. Il est également prévu que les Tonga visitent les sites samoans fin 2015.

La visite d'étude a été principalement financée par le projet GEF-PAS IAS, mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE.



Les participants à la visite d'étude en compagnie du conseiller du PROE sur les espèces envahissantes, David Moverley (à l'avant-centre).



Les participants effectuent un exercice pratique dans le cadre de la visite d'étude.

La planification spatiale marine : un outil permettant une meilleure gestion des ressources aux Samoa

Aider les Samoa à atteindre les objectifs d'Aichi en matière de biodiversité dans les zones marines et côtières grâce à la planification spatiale marine était au cœur de l'atelier national organisé par l'initiative Océan durable de la Convention sur la diversité biologique.

L'atelier, auquel dix agences gouvernementales ont participé, a contribué à renforcer les capacités scientifiques, techniques et de gestion nationales des décideurs, gestionnaires et scientifiques concernés aux Samoa, de manière à leur permettre de comprendre et d'évaluer les différents types de valeurs associées à la biodiversité

marine et côtière des Samoa et à intégrer ces connaissances dans la planification intersectorielle grâce à la PSM.

Les participants ont appliqué les outils et les principes de planification spatiale marine afin d'identifier les multiples influences sur les atouts et valeurs marins majeurs des Samoa et d'émettre des recommandations quant à l'établissement d'un programme national visant à parachever ce processus dans les années à venir.

L'atelier était un partenariat entre le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique - Initiative Océan durable, l'Organisation

« La grande proximité des Samoa avec l'océan nous rappelle à tous que nous ne sommes pas juste dépendants de l'océan pour ses ressources et les services qu'il nous rend, mais qu'en réalité, nous ne faisons qu'un avec l'océan, et que nos destins sont intimement liés. »

– Tauti Fuatino Leota, CEO adjoint de la division Environnement et Conservation, ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement

pour la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (Australie) (CSIRO), le PROE et le Bureau du Commissaire de l'océan Pacifique.

Changement climatique

Les États et territoires insulaires océaniques sont vulnérables, à divers degrés, face aux effets du changement climatique, de la variabilité climatique et d'autres catastrophes naturelles. Certains des territoires et des pays plus vastes jouissent d'une plus grande diversité environnementale et de capacités sociales et économiques plus fortes, alors que d'autres sont particulièrement fragiles et doivent composer avec des moyens limités.

Bien que les conséquences du changement climatique soient déjà clairement perceptibles sur tous les continents et océans de la planète, notre région apparaît comme l'une des plus vulnérables du monde face aux menaces du changement climatique et aux risques de catastrophes naturelles qui y sont liées. Les causes sont à chercher du côté de nos capacités limitées, de nos formations géologiques et de notre situation géographique, qui nous rendent vulnérables aux cyclones tropicaux, aux typhons et aux tremblements de terre. C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser davantage et de faire comprendre les conséquences du changement climatique pour les communautés océaniques et leurs moyens de subsistance. Les activités qui stimulent la résilience insulaire aux variations météorologiques extrêmes et aux conditions climatiques changeantes sont également très importantes.

Le PROE est l'agence prééminente pour la coordination des réponses au changement climatique et à leur intégration dans la région du Pacifique. L'un des principaux objectifs stratégiques consiste à renforcer la capacité de nos membres à répondre au changement climatique. Les mesures suivantes sont mises en œuvre pour atteindre cet objectif : améliorer les politiques ; mettre en œuvre des mesures pratiques d'adaptation ; renforcer la gestion des informations et des connaissances météorologiques et climatologiques et dynamiser la résilience des écosystèmes aux impacts du changement climatique ainsi que la mise en œuvre d'initiatives visant à un développement à faible empreinte carbone et à une réduction des émissions.



Le PROE accrédité auprès du Fonds vert pour le climat

En mars 2015, le PROE a obtenu le statut d'entité régionale de mise en œuvre auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) Le PROE figure parmi les sept entités à s'être vu octroyer ce statut lors de la première vague d'accréditation du FVC. Pour obtenir cette accréditation, le PROE a dû satisfaire à des critères stricts en matière fiduciaire, de gouvernance, de gestion de projets et d'autres normes à respecter.

Les pays membres océaniques peuvent désormais bénéficier du fonds de plusieurs milliards de dollars destiné aux projets d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci par le biais du PROE, qui est en mesure de travailler en étroite collaboration avec et au nom des

pays du Pacifique en introduisant des demandes de financement pour des projets allant jusqu'à 50 millions USD.

Le PROE est aujourd'hui doté d'un conseiller en finance climatique dont la fonction est d'aider à faciliter ce processus. Le PROE va par ailleurs augmenter sa capacité opérationnelle afin de pouvoir répondre au nombre croissant de demandes ainsi qu'aux besoins des pays du Pacifique à accéder à des financements climatiques.

Le FVC a été créé en 2010 en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin de jouer le rôle de véhicule d'investissement central à l'échelle mondiale

La conception proposée pour le nouveau PCCC qui sera construit sur le site du PROE, à Apia, aux Samoa.



Le Centre océanique sur le changement climatique approuvé

Le Centre océanique sur le changement climatique, dont l'implantation est prévue sur le campus du PROE à Apia aux Samoa, s'est encore approché un peu plus près de la phase de construction avec la signature, par le PROE et les gouvernements japonais et samoan, du procès-verbal d'une étude préparatoire qui orientera la conception et la construction du centre.

Le Centre océanique sur le changement climatique (PCCC) permettra d'améliorer et de dynamiser considérablement les activités liées au changement climatique et servira de centre pour l'ensemble des membres du PROE. Il offrira des espaces destinés à

accueillir des formations et des réunions afin de faire face à de nouveaux défis et à de nouvelles évolutions, en particulier en ce qui concerne la science sur le changement climatique et la météorologie.

La construction du centre s'inscrira dans une visée respectueuse de l'environnement, grâce à des

« L'obtention de cette accréditation reflète la forte unité qui se manifeste dans la région. »

– David Sheppard, directeur général du PROE 2009 – 2015

pour la finance climatique. Il aidera les pays en développement à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique. Les pays sont ainsi convenus de mobiliser conjointement 100 milliards USD chaque année d'ici 2020.

systèmes de collecte d'eau de pluie, des digesteurs anaérobies et des systèmes permettant des économies d'eau dans les sanitaires.

Le PCCC est un partenariat entre les gouvernements samoan et japonais, au travers de l'Agence japonaise de coopération internationale.

« C'est un immense honneur pour mon gouvernement de pouvoir constater le généreux engagement du gouvernement japonais en faveur du Centre océanique sur le changement climatique, dont la construction aura lieu ici aux Samoa sur le site du PROE. Le Centre sera un point névralgique en matière d'innovation et de leadership climatique dans la région et dans le monde, et il jouit du soutien total de mon gouvernement, en sa qualité de pays hôte du PROE. »

– L'honorable Tuilaepa Lupesoliai Aiono Sialele Malielegaoi, Premier ministre des Samoa

Meilleure Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature jamais réalisée

Le thème de la cinquième Table ronde des îles du Pacifique qui s'est tenue à Apia en mai 2015 était : « Enseignements tirés des dix ans de mise en œuvre du Cadre d'action pour le changement climatique des îles du Pacifique (PIFACC) 2006-2015 ».

L'évènement, qui a duré trois jours, a permis de partager les expériences acquises au cours des dix ans d'existence du PIFACC. Cela a renforcé la sensibilisation aux activités régionales et nationales liées au changement climatique et a amélioré la compréhension des processus et des outils utilisés dans les projets d'adaptation et d'atténuation réussis ainsi que la manière de les reproduire dans de nouvelles activités. La Table ronde, organisée tous les deux ans, constitue une plateforme pour le partage

de nouvelles initiatives et de nouvelles pistes afin de renforcer les capacités et les réseaux et de consolider les partenariats.

La PCCR a rassemblé plus de 180 participants issus des États et territoires insulaires océaniques, d'agences régionales et internationales, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, d'universités, et de partenaires de développement. L'évènement régional dédié au changement climatique était organisé conjointement par le Comité directeur de la PCCR, qui se compose de représentants des pays, de partenaires de développement et d'agences homologues du Conseil des directeurs régionaux du Pacifique (CORP), et était accueilli par le PROE et le gouvernement de Samoa grâce au soutien financier

des gouvernements suisse et australien, de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Union européenne.

Alors que le PIFACC arrive à son terme dans la région du Pacifique, des plans existent pour le remplacer par la Stratégie pour un développement résilient dans le Pacifique : une approche intégrée du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes (SRDP). La cinquième PCCR d'Apia, aux Samoa, visait également à faire émerger une compréhension claire de la SRDP et de la manière dont la PCCR et ses groupes de travail allaient effectuer la transition vers le Partenariat pour la résilience du Pacifique, qui supervisera la SRDP.

Lors de leur réunion en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les dirigeants océaniques ont chargé le CORP de continuer à affiner et parachever le projet de Stratégie, pour que celle-ci puisse être adoptée par la Réunion des chefs d'État et de gouvernement océaniques de 2016. Les dirigeants océaniques ont également demandé que le PIFACC se poursuive jusqu'à la fin 2016.

« Vous pouvez compter sur nous, nous souhaitons nous impliquer dans ce débat, nous voulons soutenir vos pays et nous voulons faire partie des États qui mettent tout en œuvre pour empêcher les pires scénarios de se réaliser. Nous continuerons à travailler avec vous, et nous continuerons de vous aider dans la mesure de nos moyens. »

– Son Excellence David Vogelsanger, ambassadeur de Suisse aux Samoa, lors de l'ouverture de l'édition 2015 de la PCCR.

Renforcer la résilience à l'acidification des océans dans les communautés et les écosystèmes océaniques

Le Partenariat sur l'acidification des océans entre la Nouvelle-Zélande et l'Océanie (NZ PPOA) a pris ses racines et a vu croître le soutien à son égard au cours de l'année passée. Un accord a été signé en juillet entre le gouvernement néo-zélandais et le PROE concernant la mise sur pied d'un projet relatif à l'acidification des océans d'une valeur de 1,8 million NZD.

Ce projet de quatre ans est mis en œuvre par le PROE en partenariat avec l'université du Pacifique Sud (UPS) et la Communauté du Pacifique (CPS) et un atelier pour son lancement a été organisé en octobre dernier.

Ce partenariat s'est encore renforcé grâce au soutien de la

Principauté de Monaco, qui a signé un accord avec le PROE en marge de la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21).

Le projet NZ PPOA vise à renforcer la résilience des États et territoires océaniques à l'acidification des océans dans trois domaines majeurs : la recherche et le suivi, des actions pratiques d'adaptation et le renforcement des capacités et de la sensibilisation. Le projet vise également à travailler directement avec les gouvernements nationaux et locaux afin de garantir une véritable appropriation de celui-ci, tout en autonomisant les communautés pour qu'elles



prennent des actions directes et pratiques.

Les projets pilotes de renforcement de la résilience se dérouleront aux Fidji, à Kiribati, à Tokélaou, et au Vanuatu pendant les années à venir.

Des communautés pilotes des Samoa, des Tonga, et du Vanuatu ont renforcé la résilience grâce au projet Finlande-Océanie

L'année 2015 a été une année chargée pour le projet Finlande-Océanie (FINPAC), puisque des actions de sensibilisation ont été menées aux Samoa, aux Tonga et au Vanuatu. Le FINPAC a pour objectif d'améliorer la qualité de vie des communautés océaniques en offrant des services météorologiques, climatiques et d'alerte précoce efficaces. Le projet régional de quatre ans, financé par le gouvernement finlandais et coordonné par le biais du PROE et de partenaires, a débuté en 2013, avec un budget total de 3,7 millions EUR.

Les deux principales composantes du projet FINPAC sont (1) doter les services météorologiques nationaux des capacités et des outils permettant de fournir des services et de communiquer en temps opportun sur les événements météorologiques et climatiques afin d'apporter un soutien aux communautés, et (2) œuvrer avec les communautés au renforcement de leur capacité à utiliser et à appliquer les données et informations météorologiques et à élaborer des plans adéquats pour

faire face au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

C'est par l'intermédiaire du projet FINPAC que le service météorologique national des Samoa a participé à des formations en matière de médias et de communication, afin d'aider son personnel à améliorer la manière de communiquer des informations de manière à être compris par tous les publics. Le village de Lefagaaloo à Savaii a également suivi une formation sur la façon d'améliorer leurs réactions face aux événements climatiques et aux catastrophes. L'accent était mis sur l'amélioration de la compréhension des informations météorologiques et climatiques par la population, comme action clé permettant une alerte et une réaction précoce. Suite à cette formation, un plan sur la résilience communautaire au climat et aux catastrophes a été développé, et des équipes communautaires de réponse d'urgence ont été mises sur pied. Celles-ci ont été formées à la préparation et à la réponse à apporter en cas de cyclone et de tsunami. Des kits d'urgence, comprenant des radios portatives, des vestes pour la visibilité et des porte-voix ont par ailleurs été distribués aux équipes. Des panneaux d'information et d'autres relatifs à l'évacuation en cas de tsunami ont également été prévus dans le cadre de ce projet pilote.

Une formation spéciale a rassemblé les membres du service météorologique, des médias nationaux et de la communauté aux Tonga, afin de contribuer à renforcer la communication d'informations climatiques et météorologiques pour s'assurer que les membres de la communauté comprennent l'information et agissent en conséquence.

Le village d'Epau dans le Vanuatu dispose désormais d'un plan communautaire de résilience au climat et aux catastrophes



Le service météorologique des Tonga et ses partenaires développent des manières de renforcer la communication et la compréhension de la terminologie météorologique

ainsi que d'un plan d'action qui orientera le développement dans la communauté. Ces plans sont le fruit d'un exercice d'une semaine qui visait à renforcer la sensibilisation et à améliorer le niveau de compréhension des membres de la communauté quant aux informations météorologiques et climatiques. Cela contribuera à renforcer le Système d'alerte précoce de la communauté, à améliorer les produits d'information météorologique et climatique, et à renforcer la résilience de la communauté grâce à des activités d'inclusion et d'innovation. La prochaine étape est un petit projet pilote visant à renforcer la préparation aux événements climatiques et aux catastrophes à Epau.

Ces activités, menées aux Samoa, aux Tonga et au Vanuatu démontrent le caractère authentique et durable pour le développement durable. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge, les bureaux de gestion des catastrophes, les départements de l'Environnement, de météorologie et des risques géologiques ainsi que les parties prenantes communautaires se sont rassemblés avec le PROE, le gouvernement finlandais et la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, afin d'aider à mettre en œuvre les activités qui renforceront la résilience des communautés océaniques.



Les récifs coralliens et les écosystèmes côtiers sont également menacés par l'acidification des océans et le changement climatique. Récif corallien à Vanua Levu, aux Fidji.
Photo : © Stuart Chape

De nombreuses « premières » pour le Conseil météorologique du Pacifique en 2015



En juillet 2015, le troisième Conseil météorologique du Pacifique (PMC-3), tenu au royaume des Tonga, a vécu une édition historique qui a vu poser de nombreux jalons.

La toute première réunion ministérielle océanique sur la météorologie (PMMM-1) s'est déroulée après le PMC-3. Elle a mené à l'adoption de la Déclaration ministérielle de Nuku'alofa sur des services météorologiques et climatiques durables pour un Pacifique résilient. Il s'agissait d'un événement financé conjointement par le projet Finlande-Océanie, un partenariat PROE-gouvernement de Finlande et l'Organisation météorologique mondiale.

Nauru a participé au PMC-3 et à la PMMM-1 pour la première fois et était présent pour voir la mise sur pied de trois nouveaux groupes de travail techniques centrés sur les services marins et océaniques, les services météorologiques pour l'aviation et l'éducation, la formation et la recherche.

Les Tonga ont également signé leur premier protocole d'entente avec le Centre climatique de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en Corée afin d'aider à relier la science sur le climat à des secteurs comme l'agriculture, la santé et la gestion des risques de catastrophes.

Des nombreux représentants de haut niveau issus d'organisations régionales et internationales étaient présents lors de l'évènement. Plus de 165 participants ont assisté au PMC-3 et à la PMMM-1, dont le thème était « Des services météorologiques et climatiques durables pour un Pacifique résilient », renforçant le rôle important des services météorologiques et hydrologiques nationaux dans le contexte durable des États et territoires insulaires océaniques.

Le PMC-3 et la PMMM-1 se sont tenus entre le 20 et le 24 juillet 2015, grâce au soutien de l'Organisation météorologique mondiale, du gouvernement finlandais, du gouvernement australien, du gouvernement des Tonga, de l'Administration océanique et atmosphérique nationale et du Centre sur le climat de l'APEC.

Abaiang, à Kiribati, renforce l'accès à l'eau sûre et potable

Des partenariats authentiques et durables ont œuvré, selon une approche globale de l'île approuvée par le cabinet ministériel, afin d'aider Abaiang, à Kiribati, à faire face au changement climatique. Cette initiative a rassemblé des partenaires dans le but de réaliser diverses activités dans différents secteurs, alors que le PROE et ses partenaires se sont concentrés sur le renforcement de la sécurité hydrique dans cinq communautés.

L'atoll Abaiang, situé au nord de l'île principale de Tarawa, abrite une population de près de 5 502 personnes (recensement de 2010), et souffre d'érosion côtière, particulièrement dans le village de Tebunginako, de contraintes majeures sur la production agricole et de sécheresse, pour ne mentionner que ces difficultés.

En 1983, 1984, 1999, 2001 et 2007, Abaiang a connu des sécheresses qui ont laissé aux communautés une eau de qualité médiocre et un accès limité à de l'eau potable. Le Plan de réponse et de gestion des sécheresses a été élaboré afin

d'aider Abaiang à pouvoir mieux réagir. Ce plan a été rendu possible grâce au financement de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et mis en œuvre en collaboration avec le gouvernement de Kiribati par le truchement du Bureau du président, du service météorologique des Kiribati et du ministère des Travaux et services publics, du PROE, du Comité de développement et du maire de l'île d'Abaiang, et de consultants de GWP.

Les travaux du PROE incluaient également l'installation de pompes à eau Tamana dans cinq villages sur l'île. Il s'agit d'une pompe conçue au niveau local. Son fonctionnement est simple et elle réduit la contamination en permettant de pomper au départ de puits fermés. Afin de garantir la durabilité des pompes, des formations ont été dispensées dans les foyers quant à la manière de faire fonctionner et d'entretenir les pompes.

Parmi les autres activités qui s'inscrivent dans le projet conjoint USAID/PROE figure le soutien à des activités d'adaptation écosystémique

dans le village d'Aonobuaka sur Abaiang. Ce village a interdit la construction de digues, mais se heurte toujours au problème de l'érosion côtière. Des solutions naturelles ont été développées par les membres de la communauté eux-mêmes afin d'aider le village à protéger ses terres de l'érosion. Ces techniques incluent la technique « te buibui » qui consiste à construire une brosse avec des matériaux locaux comme des branches, des feuilles de palmier et des fibres de noix de coco qui retiennent les sédiments et permettent aux dunes côtières et aux plages de se reconstruire. La communauté a également mis en place un contrôle au niveau de l'accès aux plages afin de permettre à la végétation de récupérer et de réaliser de nouvelles plantations sur la plage.

Cette activité spécifique a été coordonnée grâce à des financements provenant d'USAID, à du personnel du ministère de l'Environnement, des Territoires et du Développement agricole des Kiribati, et à l'université de Tasmanie.

Les services météorologiques océaniques renforcés grâce à un nouveau partenariat avec la République de Corée

Le Système de prédiction climatique saisonnier en ligne, connu sous le nom de « Boîte à outils climatiques pour le Pacifique » (CLIK®), disponible sur le site <http://clikp.sprep.org/>, a été installé avec succès au PROE en 2015. CLIK® offre des services et produits de prédictions climatiques saisonnières aux services météorologiques océaniques pour prendre des décisions à plus long terme et pour permettre des alertes précoces en cas d'éventuel danger climatique.

CLIK® est le fruit du projet de services de prédictions climatiques de la République de Corée et des îles du Pacifique (ROK-PI ClIPS), mis en œuvre conjointement par le PROE et par le Centre sur le climat de l'APEC (APCC). Ce projet bénéficie de l'appui financier du ministère coréen des Affaires étrangères par le biais du fonds de coopération ROK-PI, géré par

le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP). Ce projet a été lancé en juillet 2015. L'outil de prédiction climatique saisonnière a quant à lui été lancé en décembre.

CLIK® offre un accès direct aux services météorologiques océaniques et offre la possibilité de combiner des données de modèles climatiques provenant de dix centres météorologiques différents pour n'importe quelle période de trois mois. Le nouveau service en ligne permet aux services météorologiques océaniques de sélectionner les variables, les méthodes et les saisons d'intérêt afin de transformer un ensemble multi-modèle en prédiction régionale pour les îles du Pacifique ou en des cartes de prédiction pour



Le personnel météorologique samoan apprend à utiliser le logiciel de prédiction climatique CLIK Pacific. Photo : S. Seuseu/PROE

des pays individuels.

Cette boîte à outils constitue une réalisation majeure, puisqu'elle permettra d'avoir des prédictions à trois mois, qui orienteront la prise de décisions dans divers secteurs et promouvra la résilience au climat. Cela peut aider le Pacifique à se préparer à ce qui peut arriver, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'eau, du tourisme, des forêts, de la pêche ou des événements communautaires.

Le Programme pilote pour la résilience climatique aide à intégrer les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes dans les politiques nationales

Lancé en 2014, le programme pilote pour la résilience au climat qui résulte d'un partenariat entre la Banque asiatique de développement et le PROE a maintenu son cap en 2015. Les États fédérés de Micronésie (Kosrae) et les Tuvalu sont les pays qui ont été sélectionnés comme pays pilotes et auxquels trois outils sont présentés : l'analyse coût-bénéfice, le suivi et l'évaluation, et la liste de contrôle d'évaluation de l'agence centrale, afin de les aider à intégrer le changement climatique dans les processus nationaux de planification.

Outre la présentation des outils, une formation a également été dispensée pour que les personnes puissent appliquer les outils au niveau national et sectoriel, en particulier dans la sécurité alimentaire et les secteurs de l'infrastructure de Kosrae et des Tuvalu.

L'outil d'analyse coût-bénéfice aidera Kosrae et les Tuvalu à calculer et à comparer les avantages et les désavantages de la conduite d'activités au niveau national.

Les supports d'orientation pour le suivi et l'évaluation aideront dans la prise de décisions budgétaires aux Tuvalu et dans les EFM afin que le changement climatique et les risques de catastrophes soient pris en compte dans les politiques et projets sectoriels

La liste de contrôle d'évaluation de l'agence centrale contribue à renforcer les capacités des agences gouvernementales centrales à évaluer les nouvelles propositions de projet, notamment les éléments liés au changement climatique et aux risques de catastrophes ; à préparer des avis qualitatifs afin d'aider à améliorer la conception

de nouvelles propositions de projets et de mieux éclairer la prise de décisions en termes d'investissements ; et à renforcer les liens entre la planification aux niveaux national, sectoriel, programmatique et du projet.

Les trois outils intègrent la question du genre et sont actualisés progressivement sur la base des retours des utilisateurs concernant les améliorations à apporter. Ils ont été développés par des efforts conjoints de la Banque asiatique de développement, de Landcare Research, de la Communauté du Pacifique (CPS), du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), de l'université du Pacifique Sud, du département des Affaires étrangères et du Commerce d'Australie et d'USAID.



Photo : Joe Hitchcock/PACC



Le Projet d'adaptation océanique au changement climatique (PACC) se conclut par des résultats généraux satisfaisants

Le projet PACC lancé en février 2009 s'est conclu par une évaluation satisfaisante de ses résultats généraux sur la base d'une évaluation indépendante effectuée en juin 2015.

Principaux résultats obtenus durant l'année examinée :

Des guides ont été publiés et diffusés sur la manière dont les actions d'adaptation au changement climatique ont été mises en œuvre dans les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, aux Fidji, aux îles Salomon, aux Tonga, à Tokélaou et à Nioué. Ces guides avaient pour but d'offrir une explication des activités menées, des défis relevés, et des enseignements tirés de ces projets afin d'aider à orienter les futures actions d'adaptation au changement climatique.

Les troisième, quatrième, cinquième et sixième éditions des recueils d'expériences du PACC ont également été développées et publiées. Ils traitent de sujets tels que : « Genre et adaptation au changement climatique », « Améliorer la résistance des systèmes alimentaires », « Renforcer la résilience des systèmes d'eau douce » et « Réduire la vulnérabilité des côtes insulaires ». Un rapport reprenant l'ensemble des enseignements tirés

du programme régional PACC est également disponible. Il s'intitule « Enseignements du programme d'adaptation au changement climatique du Pacifique (PACC) : informer la conception, la réalisation et l'évaluation des programmes régionaux à venir ».

L'objectif du PACC était d'augmenter la résilience et de réduire la vulnérabilité de 14 États et territoires insulaires océaniques en améliorant les capacités des trois secteurs prioritaires en matière de développement : le secteur de l'eau, le secteur de la sécurité et de la production alimentaire, et le secteur de la gestion du littoral.

Au cours de ses quatre ans d'action, le PACC a eu les impacts suivants :

- Le programme a, via ses programmes pilotes et ses communications, touché plus de 50 000 bénéficiaires issus de 80 villages répartis dans les 14 États membres.
- Plus de 30 000 bénéficiaires issus de 30 villages de la République des îles Marshall, de Nauru, de Nioué, des Tonga, de Tokélaou, et des Tuvalu ont participé à des démonstrations portant sur les mesures d'adaptation au niveau communautaire avec un accent mis sur la gestion des

ressources hydriques.

- Plus de 6 000 bénéficiaires provenant de 27 villages aux Fidji, aux îles Salomon, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Palaos ont participé à des démonstrations portant sur les mesures d'adaptation au niveau communautaire avec un accent mis sur la sécurité et la production alimentaire.
- Plus de 13 000 bénéficiaires issus de 23 villages dans les îles Cook, les États fédérés de Micronésie (État de Kosrae), aux Samoa, et au Vanuatu ont participé à des démonstrations portant sur les mesures d'adaptation au niveau communautaire avec un accent mis sur la gestion des ressources côtières.
- Plus de 150 institutions gouvernementales et non gouvernementales ont été en contact direct avec le projet PACC et continuent à faire de même avec les partenaires nationaux du PACC au gouvernement.

Le projet d'adaptation océanique au changement climatique a été financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement et exécuté par le PROE.

Le PROE et l'OMM renouvellent le partenariat visant à améliorer les services météorologiques océaniques

Officialisé, l'accord aidera le partenariat du bureau météorologique du Pacifique, qui est basé au PROE, à apporter un soutien et des services coordonnés au niveau régional aux services météorologiques nationaux des îles du Pacifique. Le partenariat

de deux ans garantira la fourniture d'une aide pour soutenir la production et la prestation de services météorologiques dans les îles du Pacifique.

L'éventail d'activités à entreprendre dans le cadre de cet accord renouvelé s'inscrit dans le

programme pour la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatiques (CMSC) financé par Environnement Canada, aux échelles régionale et nationale, et mis en œuvre par l'OMM.

Le partenariat du Bureau météorologique du Pacifique est un partenariat collectif et coordonné avec l'OMM, les services météorologiques océaniques et les partenaires internationaux et régionaux.

L'accord formalisé a été signé aux Tonga lors du troisième Conseil météorologique du Pacifique, en 2015.



« Travailler avec le PROE nous permet également de garantir que nous sommes au diapason des autres projets et actions menés dans la région. Nous avons accompli de grandes choses grâce à ce partenariat, et nous nous réjouissons de la suite. »
– Dr Elena Manaenkova, Secrétaire générale adjointe de l'Organisation météorologique mondiale, 2015

Mécanisme régional de soutien technique à l'œuvre en 2015

En 2015, les États fédérés de Micronésie et des Tonga ont reçu le soutien du mécanisme régional de soutien technique (RTSM) du programme pilote pour la résilience au climat.

Lancé en 2014 lors de la Réunion des chefs d'État et de gouvernement du Pacifique, le RTSM établit un lien entre les experts techniques actifs dans le domaine de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes avec les pays et projets océaniques qui en ont le plus besoin. Un fonds de réponse rapide est également

joint au RTSM. Celui-ci finance le déploiement d'experts.

Les États fédérés de Micronésie ont été soutenus via le RTSM pour les aider à apporter la touche finale à leur proposition de projet de taille moyenne auprès du Fonds d'adaptation. Les Tonga ont quant à elles reçu un appui pour préparer une étude de faisabilité visant à documenter le développement d'un Cadre de politique stratégique pour la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ainsi qu'une aide pour mener à bien une évaluation d'impact sur l'environnement

aux mêmes fins.

Vers la fin 2015, des travaux étaient en cours pour fournir une aide via le RTSM aux États fédérés de Micronésie, aux îles Marshall, à Nauru, aux Samoa, aux îles Salomon, aux Tuvalu et au Vanuatu.

Le RTSM et le fonds de réponse rapide, financés par le Fonds d'investissement pour le climat par l'intermédiaire de la Banque asiatique de développement, est une entreprise collaborative émanant de l'ensemble des organisations du CORP et de leurs partenaires et bailleurs de fonds.

Tout premier Forum de prévision climatique des îles du Pacifique

Une déclaration régionale sur El Niño et ses éventuels impacts sur le Pacifique insulaire a été prononcée lors du premier Forum de prévision climatique des îles du Pacifique (PICOF-1) qui s'est tenu en octobre 2015 à l'université du Pacifique Sud (UPS) à Suva, aux Fidji.

L'impact actuel et les impacts prévus d'El Niño sur le secteur de l'eau dans la région du Pacifique étaient au centre de la réunion, qui rassemblait plus de 70 représentants de gouvernements, d'organisations du CORP et d'institutions et de partenaires internationaux.

Ce forum fut l'occasion de discuter des prédictions pour les trois

mois à venir et de l'application des informations climatiques pour le secteur de l'eau, mais aussi d'explorer des approches et des bonnes pratiques communes en matière de services climatiques susceptibles d'être appliquées dans toute la région du Pacifique concernée par El Niño.

Cet événement, qui était mené par le Partenariat du Bureau météorologique du Pacifique et le panel des services climatiques océaniques (celui-ci est le bras technique du Conseil météorologique du Pacifique), revêtait une importance particulière pour les services météorologiques

nationaux dans la région, puisqu'il informait sur la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatiques ainsi que sur le PROE et les plans stratégiques pour les services météorologiques océaniques.

Parmi les partenaires de cet événement figurent le PROE, le gouvernement canadien, l'OMM, l'UPS, l'Institut national pour la recherche atmosphérique et hydrique, la CPS, la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, le Bureau de météorologie et l'Administration océanique et atmosphérique nationale.

Gestion des déchets et lutte contre la pollution

La pollution et les volumes croissants de déchets solides et dangereux sont les principales menaces qui pèsent sur l'environnement et le développement durable des îles du Pacifique. La mondialisation accélère la transition des nations océaniques et de leurs populations vers des économies de consommation, avec l'urbanisation, les migrations et la participation au commerce international que cela implique.

Cette évolution donne lieu à de plus grandes quantités de déchets solides et liquides et ces déchets augmentent le risque de pollution côtière et marine. Le manque de contrôles portant sur les produits chimiques et le manque de capacités nationales pour gérer ces produits polluants menacent la qualité et la santé des écosystèmes vulnérables dont dépendent les nations du Pacifique.

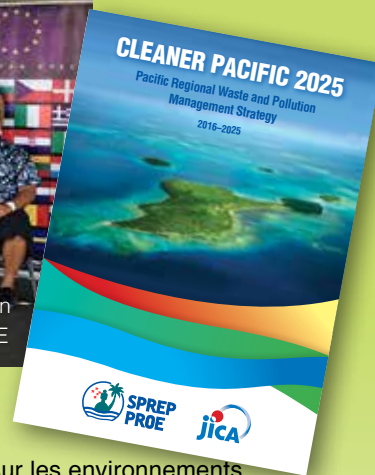
Partant, l'amélioration de la gestion de la pollution et des déchets était une priorité pour le PROE en 2015. Le PROE a continué d'assister les pays océaniques dans l'élimination de la pollution et dans l'amélioration de la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux, en prodiguant des conseils techniques grâce à des programmes et à un appui institutionnel, ainsi qu'à une aide pour obtenir des financements visant à fournir ces services.

En 2015, le PacWaste a dispensé des formations spécialisées en gestion des déchets médicaux dans 11 sites océaniques. Photo : E.Vanderburg/PROE





Les participants à la consultation régionale sur la Stratégie régionale pour une gestion intégrée des déchets et la lutte contre la pollution (2016-2025) Photo: A. Carvan/PROE



Des avancées historiques vers un Pacifique plus propre

En 2015, des avancées historiques ont été réalisées pour concrétiser la vision commune d'un Pacifique plus propre. En juillet, des représentants de 15 États et territoires océaniques se sont associés aux principaux bailleurs de fonds, partenaires et parties prenantes pour réviser et finaliser la nouvelle Stratégie régionale pour une gestion intégrée des déchets et la lutte contre la pollution du Pacifique pour la période 2016-2025.

La nouvelle stratégie, connue sous l'appellation « Pacifique plus propre 2025 », a été élaborée grâce à un partenariat entre le PROE et l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA), en consultation avec les États et territoires membres et avec les

principaux bailleurs de fonds.

Non seulement la stratégie Pacifique plus propre 2025 identifie les priorités régionales en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, mais elle reconnaît aussi l'importance cruciale de gérer la pollution des cours d'eau et des environnements marins, de la gestion régionale des déchets et produits chimiques dangereux et de la récupération des ressources

Cette nouvelle stratégie se fonde sur les quatre objectifs suivants : prévenir les déchets et la pollution, récupérer les ressources provenant des déchets et des polluants, améliorer la gestion des objets recyclables et améliorer le suivi des

impacts sur les environnements locaux d'une mauvaise gestion des déchets et lutte contre la pollution.

La consultation régionale qui s'est déroulée en juillet, soutenue partiellement grâce au projet de réduction des émissions sur les polluants organiques persistants (POP) financé par l'Union européenne et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), constituait l'une des phases finales du développement de la stratégie, qui avait été précédée par trois consultations spécifiques des États et territoires de Mélanésie, de Polynésie, et de Micronésie. La dernière version du document a été présentée et adoptée lors de la 26e Conférence annuelle du PROE en septembre 2015.

PacWaste : un Pacifique plus sûr et plus propre pour tous

En 2015, le projet océanique de gestion des déchets dangereux financé par l'Union européenne, le PacWaste, a réalisé de grands progrès dans la gestion de l'amélioration des déchets dangereux dans la région océanique.

Parmi les types de déchets dangereux visés par le PacWaste figurent les déchets médicaux ; ce sont les déchets générés par les hôpitaux et les cliniques. Les déchets médicaux sont dangereux car ils peuvent se révéler infectieux ou néfastes pour les humains et pour l'environnement, ou parce qu'ils peuvent constituer des contaminants dangereux lorsqu'ils ne sont pas traités comme il se doit.

Le volet du projet consacré aux déchets médicaux, qui concerne 14 États océaniques ainsi que le Timor-Leste, se penche sur la gestion sûre et durable des déchets infectieux, comme les déchets anatomiques, les pansements et les tampons, les déchets chimiques provenant des laboratoires médicaux, les déchets

tranchants comme les seringues et les scalpels, ainsi que les produits pharmaceutiques périmés, inutilisés ou non désirés.

En 2015, le PacWaste a dispensé des formations spécialisées en gestion des déchets médicaux dans 11 sites océaniques. Ces programmes de formation sur mesure font partie d'un paquet d'aide à la gestion des déchets médicaux de 2 millions EUR. Outre les formations, le projet PacWaste fournit 26 incinérateurs haute température à 26 hôpitaux et cliniques réparties dans 12 pays.

Les déchets médicaux constituent l'un des quatre domaines d'intérêt du PacWaste ; les autres domaines comprennent la gestion des déchets électroniques, de l'amiante et des déchets solides sur les atolls. Lors de la troisième réunion annuelle du Comité directeur du projet, des représentants issus de 13 États océaniques se sont rassemblés à Tarawa, aux Kiribati, afin de passer en revue certaines des grandes avancées déjà réalisées dans ces domaines d'intérêt.

« À Kiribati, le projet PacWaste appuie des initiatives de gestion des déchets médicaux, en procédant à des travaux d'élimination de l'amiante, en soutenant un projet pilote en matière de déchets électroniques afin d'extraire et d'exporter des matériaux précieux ou dangereux de vieux équipements électroniques et informatiques. Le gouvernement de Kiribati se réjouit de poursuivre sa collaboration avec l'Union européenne et le PROE afin de protéger les populations et l'environnement de Kiribati des conséquences des déchets dangereux. »

– M. Moannata Ientaake, Secrétaire permanent du ministère de l'Environnement, des Territoires et du Développement agricole de Kiribati (MELAD)

Manières novatrices de réduire les polluants organiques persistants en Océanie

En 2015, le projet de réduction des émissions de POP a poursuivi les activités de son programme visant à aider les États océaniques à réduire les émissions de POP, en particulier celles qui sont créées involontairement et résultent de mauvaises pratiques en matière de gestion des déchets solides et dangereux.

En août, le projet a lancé une nouvelle initiative à Nioué visant à promouvoir le compost comme alternative à l'incinération des déchets verts. Le projet de démonstration, mené en partenariat avec la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom), se déroulera sur une période de trois ans et concernera des familles des villages d'Alofi, d'Avatele, d'Hakupu, de Liku, de Tamakautoga et de Vaeia. Il vise à échanger sur les connaissances accumulées en matière de compostage et à inciter les communautés à trier les déchets et à les transformer en une ressource utile.

C'est aussi en 2015 que le projet a continué à proposer des formations spécifiques aux personnes travaillant dans le domaine des déchets, en mettant l'accent sur la gestion des déchets solides et dangereux. Depuis son lancement en 2013, plus de 60 personnes provenant de 13 pays ont reçu des formations quant aux meilleures pratiques de gestion des décharges et aux techniques de gestion des déchets dangereux, par le biais de l'initiative de renforcement des capacités vitales, organisée par la faculté de médecine de l'université nationale des Fidji (UNF), avec l'aide de l'université australienne de Griffith et le soutien de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA).

La formation régionale des formateurs en gestion des déchets solides et dangereux compte trois modules différents, couvrant les techniques de gestion des déchets, la gestion des décharges et la gestion des déchets dangereux, et est dispensée sur une période

de deux semaines. Le programme de formation enseigne aussi aux participants des compétences en matière de présentation et de communication, afin qu'ils puissent transmettre les informations et compétences utiles à leurs collègues.

Le projet de réduction des émissions de POP est co-financé par le Fonds pour l'environnement mondial et l'Alliance océanique pour la durabilité (GEF-PAS) et l'Agence française de développement. Il est exécuté par le PROE et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).



Vox POPS, le bulletin d'information du projet de réduction des émissions de POP, tient les parties prenantes au courant des principales réalisations du projet.

Préparation de la désignation de la première zone marine particulièrement sensible du Pacifique

Le Pacifique abrite certaines des ressources écologiques les plus exceptionnelles du monde. Ces ressources font l'objet de nombreuses pressions, notamment en provenance du transport maritime international.

En 2015, le PROE a travaillé avec les États membres océaniques et l'Organisation maritime internationale (OMI) afin de jeter les fondations du développement de la première zone marine particulièrement sensible (ZMPS) du Pacifique — un mécanisme mondial, élaboré par l'OMI afin d'atténuer ou d'éliminer les impacts du transport maritime international sur les environnements marins sensibles.

Pour qu'une zone soit désignée ZMPS, les États doivent identifier les valeurs ou attributs

écologiques, socioéconomiques et scientifiques de la zone, expliquer la vulnérabilité de la zone aux impacts du transport maritime international et proposer des mesures visant à contrôler les mouvements de transport ou les rejets au sein de ces zones.

Lors de l'atelier qui s'est tenu en juillet 2015 à Nadi, aux Fidji, des représentants de huit États océaniques se sont associés au personnel du PROE, de l'OMI, et de la Communauté du Pacifique (CPS) afin de discuter de cinq zones du Pacifique — situées dans les eaux au large des îles Cook, des Fidji, de Kiribati et de Papouasie-Nouvelle-Guinée — qui satisfont aux critères requis pour établir une ZMPS.

La formation, qui aide les pays

à identifier d'éventuelles zones marines susceptibles d'être désignées ZMPS, explore également le développement de plans d'action nationaux quadriennaux dont le but est d'aider à la structuration des propositions de ZMPS qui seront soumises à l'OMI à l'avenir.



Des délégués de Papouasie-Nouvelle-Guinée en compagnie d'Edward Klevermann de l'OMI, lors de l'atelier sous-régional sur l'« identification et la désignation de zones marines particulièrement sensibles (ZMPS) dans l'océan Pacifique ». Photo : © OMI



Programme de nettoyage des écoles à Vava'u, aux Tonga : © J-PRISM

Images avant/après (d'abord en 2011 et ensuite après la réhabilitation en 2015) de la décharge de Baruni en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Photos : © J-PRISM

J-PRISM fête cinq ans de réussite

En 2015, le Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides, J-PRISM, touchait à sa fin, après cinq ans passés à renforcer les capacités humaines et institutionnelles en matière de gestion des déchets solides dans les îles du Pacifique.

Le projet, mis en œuvre par la JICA en partenariat avec le PROE, travaille sur deux niveaux. Au niveau régional, les activités du projet J-PRISM ont été conçues afin de renforcer la coopération sud-sud. Au niveau national, 11 sous-projets individuels ont été mis en œuvre dans 11 États insulaires, chacun disposant d'un projet adapté aux priorités nationales identifiées.

J-PRISM a contribué à créer des communautés portées sur le recyclage, à stimuler la coopération au niveau citoyen, et à participer à la coopération sud-sud et à la

collaboration intra-régionale avec les parties prenantes concernées, dont le PROE, les organisations des Nations Unies et d'autres bailleurs de fonds.

Lors de la cinquième et dernière réunion du comité directeur du projet qui s'est tenue en septembre 2015, les parties prenantes ont évoqué les réalisations et les enseignements tirés du projet J-PRISM. Parmi eux figure notamment la réhabilitation réussie des sites de déchets dans les États fédérés de Micronésie (Chuuk et Pohnpei), des Fidji (Labasa et Sigatoka), de Papouasie-Nouvelle-Guinée (Port Moresby), des îles Salomon (Honiara) et des Tonga (Vava'u).

Sous la supervision et l'aide des experts de la JICA, J-PRISM a également supervisé l'instauration réussie de programmes de subventions pour le compost à domicile, le compostage de déchets du marché, le broyage de

« Nous avons fait et appris beaucoup de choses de ce projet et je suis certain que nos environnements et populations insulaires ont fortement bénéficié des avancées réalisées par le dur labeur, la détermination et les grands efforts déployés par tous. Quels que soient les enseignements et les expériences tirés de ce projet, utilisons-les pour améliorer nos îles et nos nations océaniques à l'avenir. »

– *Faafetai Sagapolutele, conseiller principal adjoint du J-PRISM*

déchets verts, les programmes de nettoyage des écoles et la diffusion de services de collecte des déchets recyclables dans la région.

Autre résultat majeur du projet : le développement d'une base de données océanique des activités de développement des capacités (PIDOC). Il s'agit d'une base de données reprenant les experts et formateurs locaux susceptibles de faciliter des travaux ultérieurs en matière de gestion des déchets.

Améliorer la compréhension régionale de la Convention de Waigani

Le Centre régional océanique du PROE (PRC) est responsable de la coordination régionale des Conventions de Bâle et de Waigani. La Convention de Waigani, entrée en vigueur en 2001, interdit l'importation de déchets dangereux et radioactifs. Il est également important de noter qu'elle restreint la production de ce type de déchets et encourage les signataires à

s'en débarrasser d'une manière respectueuse de l'environnement.

En juillet 2015, des représentants de 16 États et territoires insulaires océaniques se sont réunis à Suva pour assister à une formation spécialisée sur la Convention de Waigani et son importance constante pour la région du Pacifique.

La formation de quatre jours était soutenue par le projet de

réduction des émissions de POP, qui est co-financé par l'intermédiaire du GEF-PAS et l'AFD. Un appui supplémentaire a été fourni par le projet INTEGRE de la CPS (Initiative des Territoires pour la gestion régionale de l'environnement). Celui-ci est financé par l'Union européenne, et c'est grâce à ce projet que des représentants de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française ont également pu participer.

L'impulsion et l'enthousiasme renouvelé envers la Convention de Waigani était manifestes lors de la huitième Conférence des Parties à la Convention de Waigani qui s'est tenue en septembre 2015 ; neuf des treize membres étaient présents.

« Les Tonga sont confrontées à un défi considérable en matière d'élimination des déchets. Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec le PROE afin d'identifier les domaines dans lesquels il peut nous aider à renforcer nos capacités, de manière à nous permettre de remplir nos obligations vis-à-vis de la Convention de Waigani et ainsi relever le défi. »

– *Sione Tukia Lepa, environnementaliste en chef au département pour l'Environnement des Tonga*

Le partenariat du PROE avec l'Autorité australienne pour la sécurité maritime donne de nombreux résultats

En 2015, des réalisations positives ont été réalisées dans le domaine de la pollution marine grâce au soutien de l'Autorité australienne de sécurité maritime (AMSA). Le responsable de la pollution marine, dont le poste est financé par l'AMSA et qui est basé à la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution du PROE, a travaillé avec l'équipe sur une série d'activités entre 2013 et 2015.

Parmi les principaux résultats figurent la création de lignes directrices sur la bonne manière de se débarrasser des matériaux encombrants, de l'amiante, et des matériaux issus du dragage, ainsi que la création d'une législation marine modèle sur les systèmes anti-salissures et une analyse de risque pour les itinéraires régionaux

de transport maritime.

Les autres résultats majeurs comprennent une synthèse des lois de l'OMI visant à renforcer la compréhension des conventions et cadres juridiques de l'OMI et la révision de la Stratégie et des plans de travail du programme de prévention de la pollution de l'océan Pacifique (PACPOL) pour la période 2016-2025. Ces documents ont été adoptés lors de la 26e Conférence annuelle du Programme régional océanien de l'environnement, en septembre 2015.

Ces activités ont grandement contribué à l'amélioration des pratiques en matière de planification et de fonctionnement dans les ports régionaux et sur les navires en transit. Elles ont également fourni des orientations



De nombreuses réalisations positives ont été réalisées dans le domaine de la pollution marine grâce au soutien de l'Autorité australienne de sécurité maritime (AMSA).

quant à la gestion des interventions et à la priorisation en matière de réduction des risques dans la région du Pacifique.

Les Tuvalu et les Samoa développent des stratégies de gestion des eaux de ballast



Développer des stratégies pour gérer les eaux de ballast aide à prévenir la dispersion d'espèces marines envahissantes, comme l'acanthaster pourpre. Photo : © I.Chowra

Chaque année, environ 100 000 navires croisent dans le Pacifique et nombre d'entre eux empruntent les

ports de la région. Ce faisant, les navires prennent et éliminent des eaux de ballast.

Les eaux de ballast sont de l'eau de mer utilisée par les navires afin de les aider à se stabiliser. On estime que, dans le monde, quelque 7 000 espèces sont déplacées chaque jour dans les eaux de ballast et que 10 milliards de tonnes sont transférées chaque année.

En 2015, le PROE a étroitement collaboré avec l'Organisation maritime internationale (OMI) afin de limiter la dispersion des espèces marines envahissantes en raison des navires dans la région du Pacifique. La question a été discutée au cours d'ateliers spécifiques organisés aux Tuvalu et aux Samoa. Ces ateliers ont conduit au développement de stratégies nationales de gestion des eaux de ballast pour les deux pays.

Grâce à l'appui financier de la Convention de Nouméa, des stratégies similaires seront également développées pour d'autres États de la région. Utiliser des procédures communes dans l'ensemble du Pacifique permettra de réduire les risques liés aux espèces marines envahissantes et aidera l'industrie du transport à se conformer aux exigences en matière de gestion des eaux de ballast.

« Avant l'atelier, je ne comprenais pas très bien ce qu'étaient les eaux de ballast et en quoi elles constituaient un problème pour nous, aux Tuvalu. Maintenant que j'ai assisté à l'atelier, je sais comment les espèces envahissantes sont transportées par les eaux de ballast. Nous devons donc nous assurer que les navires ne pénètrent pas dans nos lagons pour y déverser ces eaux, sans quoi nous pourrions subir une invasion d'espèces envahissantes. »

– Vasa Tuisiga, responsable, département maritime, Tuvalu.

Encourager à faire des choix éclairés à la maison et à l'école

Si nous voulons ancrer des pratiques de gestion des déchets dans nos communautés, il est important de commencer par changer nos mentalités lorsque nous traitons ce type de déchets, qu'il s'agisse de déchets verts dans nos jardins ou de nos poubelles ménagères, ou même de l'énergie que nous gaspillons avec nos appareils électriques et notre éclairage.

En 2015, la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution du PROE a continué ses activités pédagogiques et d'information des jeunes océaniens sur l'importance d'une gestion durable des déchets.

L'un des événements phares a été le lancement d'une campagne colorée, soutenue par l'Union européenne dans le cadre du projet PacWaste. Cette campagne s'intitule « Faire des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre » (Smart Choices

for a Cleaner and Safer Pacific). La campagne promeut des actions simples qui contribuent à réduire les quantités de déchets et renforcent la résilience du Pacifique. En 2015, des centaines d'affiches et d'autocollants Choix éclairés, en anglais et en français, ont été distribués aux institutions d'éducation à travers le Pacifique.

En 2015 toujours, des représentants du PROE et du ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE) ont présenté des certificats et des prix au personnel et aux étudiants de l'université Sainte-Marie à Vaimoso. Ces prix récompensaient la participation enthousiaste de l'école à la journée internationale dédiée au nettoyage des côtes ; le plus grand effort mondial déployé par des volontaires pour nettoyer les plages et les fleuves.

« Ces affiches constitueront un formidable moyen de rappeler à tous nos étudiants l'importance de faire des choix éclairés, plutôt que de retomber dans nos vieilles habitudes. »

– Annie Meredith, enseignante au collège (5e/4e) de Vaiala Beach.



Bannière de la campagne Choix éclairés.

De nouvelles recherches donnent des informations sur le dépôt illégal de déchets à partir des navires de pêche

Le dépôt de déchets issus des navires de pêche, tels que les filets de pêche, les cordes, les câbles, les plastiques et d'autres débris peuvent avoir des impacts néfastes profonds sur les espèces protégées et les poissons. Les déchets rejetés menacent également la navigation, les hélices pouvant s'y emmêler, et peuvent échouer sur les plages et les récifs.

En 2015, des représentants du PROE ont présenté les conclusions préliminaires d'une nouvelle recherche portant sur le nombre d'incidents de pollution marine communiqués par les observateurs, dont la présence est requise sur les navires de pêche à la senne coulissante dans la région du Pacifique.

Environ 90 % des thons pêchés dans le Pacifique insulaire sont pris par des navires de pêche à la senne coulissante. Au cours des dernières années, tous ces navires se sont vus

obliger d'accueillir un observateur à bord. Celui-ci communique des informations relatives aux espèces pêchées, mais aussi concernant d'autres indicateurs, notamment l'élimination des déchets. Chaque incident est enregistré et consigné dans un rapport d'observation des pêcheries régionales, rapport connu sous le nom de formulaire GEN-6.

L'analyse par le PROE de plus de 10 000 rapports de ce type (rentrés entre 2003 et 2015) a montré qu'en moyenne il arrivait 1,2 incident de pollution marine pour toutes les sorties de pêche à la senne coulissante. Parmi ces incidents, on dénombre des déversements d'hydrocarbures, le rejet ou la perte d'équipement de pêche, et l'élimination des déchets dans l'océan à partir des navires.

Si le nombre d'incidents de pollution enregistrés lors de la pêche à la senne coulissante est haut et alarmant, il est

possible que la situation des navires de pêche palangrière soit encore pire, car la présence d'observateurs n'est obligatoire que sur 5 % des navires de pêche à la palangre.

Suite à cette recherche menée par l'adjoint du PROE à la pollution marine, la Commission des pêcheries du Pacifique occidental et central (WCPFC) envisage de mettre sur pied un groupe de correspondance intersessions qui explorerait les manières d'atténuer ce problème, en se concentrant sur la sensibilisation des équipes de pêche aux dangers posés par les déchets rejetés à la vie marine.

Ce problème met aussi en lumière la nécessité pour les États et territoires insulaires océaniens d'améliorer les installations portuaires afin de garantir que les navires peuvent se débarrasser de leurs débris en toute sécurité lorsqu'ils rentrent au port.

Surveillance environnementale et gouvernance

Renforcer les capacités de nos membres océaniques en matière de gestion et de gouvernance de l'environnement est essentiel pour atteindre un développement durable.

L'un des principaux objectifs stratégiques du PROE est de veiller à ce que la région soit en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des cadres et des processus de gouvernance et de gestion de l'environnement transparents et robustes. Pour accomplir cette tâche, il convient d'améliorer la législation, la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports.

Ces activités aident également nos membres à intégrer les questions environnementales au niveau national et à atteindre les objectifs relatifs à l'environnement et au développement durable.



Formation sur l'évaluation d'impact sur l'environnement aux Samoa, aux Tuvalu et au Vanuatu bien accueilli

Les célèbres mots d'Helen Keller : « Seul, on peut accomplir si peu de choses ; ensemble on peut tant accomplir », ont trouvé une résonance dans les travaux entrepris en 2015 par la division Surveillance environnementale et gouvernance.

La division SEG a dispensé des formations aux Samoa, aux Tuvalu et au Vanuatu, visant à créer et à renforcer la capacité des membres à mettre en œuvre les outils de planification, comme l'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE).

Plus de 70 Océaniens ont appris à examiner les propositions de développement, à déterminer les mandats pour les rapports d'EIE, à passer ces rapports en revue, à travailler avec des consultants au cours de processus d'EIE et à soumettre une consultation et une communication publiques, ainsi que les différentes manières de suivre et d'appliquer la conformité.

À la suite de ces ateliers, une assistance technique pour les EIE a été apportée grâce à des avis indépendants et des contributions émis par les agences gouvernementales lors des différentes phases du processus d'EIE. Cette assistance incluait une aide à la préparation des mandats

lors du développement des rapports d'EIE, un passage en revue des rapports, ainsi que des orientations quant aux conditions d'approbation et aux plans de gestion de l'environnement.

Aux Samoa, la formation résultait d'un partenariat entre l'Agence pour la planification et la gestion urbaine et le PROE. Les retours furent excellents : « Très bon contenu et très bons exercices en général » et « Bon travail et atelier très productif ».

La formation aux Tuvalu a été coordonnée par un partenariat entre le département de l'Environnement des Tuvalu, le PROE et l'Alliance mondiale pour le changement climatique CPS-UE : le projet des petits États insulaires du Pacifique qui a financé la participation de Kaupule et de représentants d'une organisation non gouvernementale à la formation. Parmi les 16 formulaires d'évaluation reçus concernant la formation des Tuvalu, 88 % ont marqué que l'atelier était « excellent », et les 12 % restants ont indiqué qu'il était « très bon ». Un participant a déclaré : « J'ai énormément appris sur les EIE et



Inspection de site (développement d'un quai) lors de l'atelier de formation aux EIE, au Vanuatu. Photo M. Bradley/PROE

sur l'utilité de la liste de vérification pour [développer] les mandats [du rapport d'EIE] étape par étape ».

Au Vanuatu, les retours des participants ont mis en avant la facilitation et les sujets abordés : « Tous les sujets ont été tellement bien traités » et « Très bien présenté. J'ai aimé l'expérience d'apprentissage ! » La formation a été mise en œuvre dans le cadre d'un effort conjoint entre le PROE et le département de la Protection et de la conservation de l'environnement, et 14 formulaires d'évaluation ont été reçus : 64 % ont qualifié l'atelier d'« excellent », 22 % de « très bien », et 14 % de « bien ».

Lignes directrices régionales pour les évaluations d'impact environnemental adoptées en 2015

Après trois ans de consultations et de rédaction, les lignes directrices régionales pour les évaluations d'impact sur l'environnement, intitulées « *Renforcer les évaluations d'impact sur l'environnement : lignes directrices pour les États et territoires océaniques* », ont été adoptées par les États membres lors de la 26e Conférence du PROE.

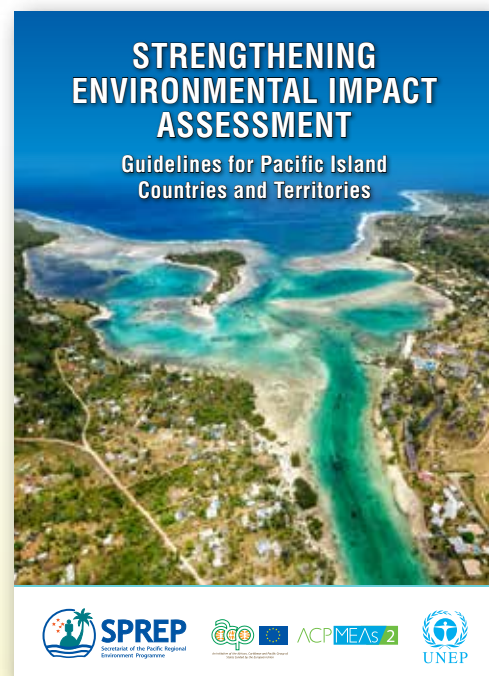
S'inspirant des premières lignes directrices pour les EIE publiées il y a 20 ans, en 1993, ces lignes directrices aideront à la mise en œuvre des obligations légales nationales relatives aux EIE, à promouvoir les meilleures pratiques en matière d'EIE dans tous les secteurs de développement économique dans le Pacifique et à pousser pour que les impacts liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles soient inclus dans les EIE.

Ces lignes directrices établissent également un lien entre le processus d'EIE et les exigences à satisfaire en vertu des accords multilatéraux environnementaux

(AME), comme la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, la Déclaration de Rio et la Convention de Nouméa.

La panoplie pour les EIE qui contient des modèles et des listes de vérification pour la vérification préliminaire des EIE, leur portée et leur examen, est reprise dans ces lignes directrices. La prochaine étape est de développer un manuel de formation régional aux EIE. Ces lignes directrices, associées au manuel de formation régional, soutiendront encore le renforcement des capacités dans la région océanique.

L'appui financier qui a permis le développement des lignes directrices régionales pour les EIE a été fourni par l'Union européenne, via son projet intitulé « Renforcement des capacités des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en matière d'AME », qui est mis en œuvre par le PNUE ainsi que par les gouvernements australien et néo-zélandais.



Au cours de l'élaboration de ces lignes directrices, la Banque asiatique de développement, le groupe mélanésien Fer de lance, l'Association néo-zélandaise pour l'évaluation d'impact, la Communauté du Pacifique, les États membres du PROE, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont émis des contributions techniques.

Renforcer le PROE pour l'accréditation auprès du Fonds pour l'environnement mondial

Un nouveau projet d'un million USD a été approuvé en 2015. Celui-ci vise à permettre au PROE de renforcer les capacités des États océaniques à développer des projets environnementaux.

Ce projet de taille moyenne (MSP) contribuera à renforcer les modalités institutionnelles et de gouvernance du PROE dans leur ensemble afin de répondre aux critères du FEM régissant l'obtention d'une accréditation. Une fois le PROE accrédité, les nations océaniques pourront introduire des demandes pour des fonds du FEM et bénéficier du soutien

du PROE en sa qualité d'agence accréditée.

Ce projet est financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Bureau multinational du Programme des Nations Unies pour le développement aux Samoa et exécuté par le PROE. Le projet de taille moyenne devrait être terminé en décembre 2016.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est un partenariat qui regroupe 183 pays, qui travaillent avec des partenaires afin de traiter les questions

environnementales mondiales en fournissant des milliards de dollars pour financer les projets environnementaux. Depuis 1991, le FEM a alloué 13,5 milliards USD en bourses et mobilisé 65 milliards USD en cofinancement pour 3 900 projets dans plus de 165 pays en développement.

Les six domaines d'intérêt du FEM sont : la biodiversité, le changement climatique, les produits chimiques et les déchets, la dégradation des terres, les eaux internationales et la gestion durable des forêts et REDD+.

PACIOCEA se termine en 2015

Le premier projet de planification spatiale marine du Pacifique à l'échelle régionale est arrivé à son terme en 2015. Le Projet d'analyse des écosystèmes de l'océan Pacifique, le PACIOCEA, concerne une zone de 33 millions de km², et vise à renforcer les capacités en matière de planification spatiale marine à l'échelle locale et régionale afin de mieux comprendre nos océans et d'améliorer la conservation et la gestion durable des océans dans les États et territoires insulaires océaniques.

Depuis son lancement en 2013, le projet a permis d'accomplir nombre de réalisations, dont :

- collecter et analyser des ensembles de données humaines et environnementales dans la région, en se penchant sur les interactions et en fournissant de nouvelles informations afin d'aider à l'identification des domaines de gestion clés et de contribuer aux processus de planification nationaux et régionaux ;
- développer une base de données de référence en ligne et libre d'accès, mise sur pied et abritée au PROE, afin de fournir des données spatiales dans la région et informer la gestion marine. Dénommé Système



Bateau de croisière dans le port Apia, à Upolu, aux Samoa : une analyse des navires de pêche et de croisière a été effectuée dans le cadre du projet PACIOCEA. Photo : © Stuart Chape

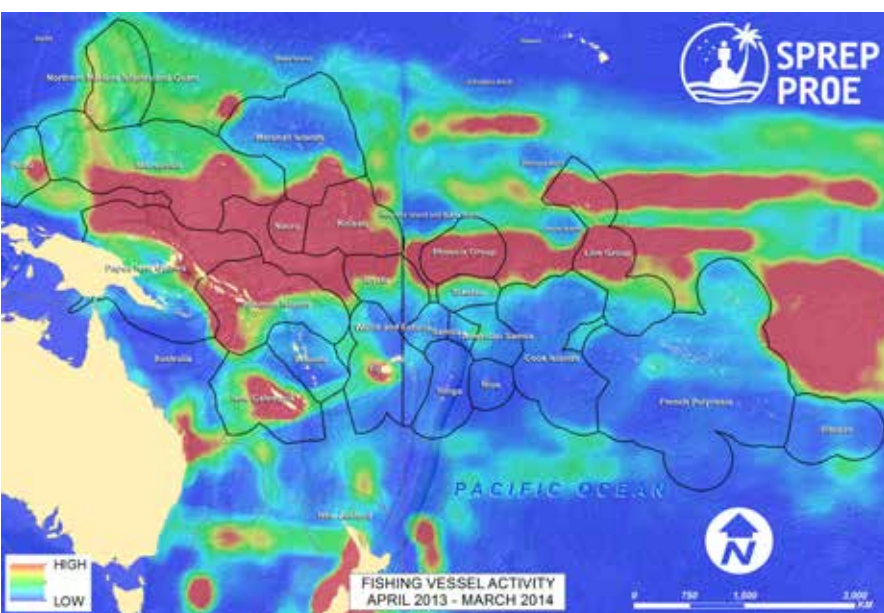
- d'informations spatiales sur l'environnement du PROE (<http://gis.sprep.org>), le système en ligne a été développé avec des composantes reproductibles gratuites et libres d'accès afin de faciliter le renforcement des capacités dans la région ;
- développer, dans le but d'aider à conclure une série d'ateliers, un ensemble de fiches d'information offrant un aperçu des informations spatiales afin d'aider à faire fonctionner « Territory Game » : une approche participative à destination des parties prenantes en vue de la construction d'une vision commune de la région du Pacifique et de son évolution

grâce à des scénarios probables et intelligents ;

- développer un outil en ligne propre, le SeaSketch, afin d'afficher des données géographiques et d'intégrer les informations en vue de concevoir des plans prospectifs ; et
- achever une étude réalisée afin d'obtenir des retours des jeunes océaniques.

Les futures activités de planification spatiale marine du Pacifique pourront se servir des produits développés dans le cadre du projet PACIOCEA afin de façonner les cadres et stratégies nationales et régionales pertinentes pour la région.

Le projet PACIOCEA a été mis en œuvre conjointement par l'Agence des aires marines protégées et le PROE, en collaboration étroite avec les gouvernements océaniques et l'Institut français de recherche sur le développement. Parmi les autres partenaires figurent l'Union européenne, l'Organisation pour la recherche industrielle et scientifique du Commonwealth (Australie) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.



Activité d'un navire de pêche sur une période de 12 mois dans le Pacifique. Analyse effectuée dans le cadre du projet PACIOCEA. Photo : R. Wright/PROE

Le PROE s'attelle à poursuivre le renforcement des capacités pour que les îles océaniques mettent en œuvre les accords environnementaux multilatéraux (AME)

Un projet de proposition a été développé et soumis. Celui-ci requiert 4,3 millions USD du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le projet vise à renforcer davantage les capacités dans le cadre du projet de l'Union européenne intitulé « Renforcement des capacités des pays Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) en matière d'AME », mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE. Il se trouve actuellement dans sa seconde phase. Le projet ACP-UE AME promeut la durabilité environnementale par le renforcement et l'amélioration des capacités des États du Pacifique à intégrer et à mettre en œuvre les AME en matière de produits chimiques, de déchets et de biodiversité.

Cette proposition de projet, présentée au FEM, permettra de renforcer les capacités des îles océaniques à

planifier et à communiquer les progrès réalisés lors des Conventions de Rio, à savoir la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

Les activités prévues dans le cadre de ce projet seront menées dans les territoires des membres océaniques au PROE afin de créer des réseaux de bases de données environnementales et d'établir des mécanismes permettant de récolter et d'analyser des données à des fins de planification.

Seront partenaires de ce projet : le FEM et le PNUE, qui aidera, par le biais d'une base de données régionale, à appréhender la gestion de la biodiversité et des zones protégées dans le Pacifique.



Les délégués des Tonga lors de la 12e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.

La République des îles Marshall reçoit un soutien pour développer des documents environnementaux majeurs

Un atelier d'écriture pour les rapports sur l'état de l'environnement ainsi qu'une consultation sur la gestion de l'environnement au niveau national se sont déroulés en août dans la République des îles Marshall. Ils ont rassemblé 26 participants issus de diverses agences gouvernementales.

Aux îles Marshall, le processus relatif aux rapports sur l'état de l'environnement est coordonné en parallèle de la Stratégie nationale de gestion de l'environnement et de l'évaluation d'impact sur l'environnement, ce qui contribue à garantir des contributions multi-sectorielles et l'obtention de résultats.

Les rapports SOE réguliers servent de « bilan de santé » pour l'environnement et les services environnementaux dont dépendent les habitants des îles Marshall. Les conclusions de ces rapports alimentent directement le processus de planification environnementale stratégique, qui vise à protéger les zones intactes des systèmes environnementaux des îles Marshall



Rapport sur l'état de l'environnement et consultation nationale sur la gestion de l'environnement

et à améliorer les zones en phase de déclin.

Ce renforcement des capacités et les rapports qui y sont liés remplaceront les SOE et la Stratégie nationale de gestion de l'environnement, qui datent de 1992, et contribueront au parachèvement du Plan stratégique national des îles Marshall et à compléter d'autres plan régionaux et mondiaux comme le plan Samoa, la voie à suivre (modalités d'action accélérées des PEID), la Convention de Rio et d'autres AME que le pays a ratifiés.

Un suivi de la formation est assuré par le PROE, et la formation est appuyée par la compilation et la rédaction des indicateurs SOE et d'une analyse de données.

Le PROE collabore avec le Bureau de planification environnementale et de coordination des politiques de la République des îles Marshall dans plusieurs secteurs. Cette activité est financée par le projet de l'Union européenne intitulé « Renforcement des capacités des pays ACP en matière d'AME », et coordonnée par le PNUE.

Améliorer la gestion des informations sur les zones protégées du Pacifique grâce au portail océanien sur les zones protégées et au système régional d'informations de référence

En qualité de signataires de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et des Objectifs d'Aichi qui y sont associés, les États et territoires insulaires du Pacifique sont déterminés à prendre des actions susceptibles de mettre un terme à la perte de biodiversité et de garantir l'utilisation durable et équitable des ressources, conformément à l'objectif 11 d'Aichi, ce qui comprend notamment l'établissement de zones terrestres, côtières et océaniques protégées. Malgré les hautes aspirations des États insulaires océaniques en faveur de la protection de leurs précieuses ressources naturelles, ils continuent à éprouver des difficultés face à certains défis, dont la nécessité de disposer de données et d'informations de référence.

BIOPAMA, le Programme Biodiversité et gestion des aires

marines protégées a pour but d'améliorer la préservation de la biodiversité en promouvant l'utilisation des meilleures connaissances et données scientifiques disponibles et en renforçant les politiques et la prise de décisions en matière de préservation de la biodiversité et de gestion des zones protégées, tant terrestres que marines.

L'accord de partenariat pour les subventions, signé entre l'UICN et le PROE en 2014, a facilité l'élaboration et l'hébergement, en 2015, du système régional d'informations de référence (RRIS) du BIOPAMA sur le portail océanien sur les zones protégées du PROE. Le RRIS, une plateforme de données, est un outil permettant aux praticiens, dirigeants et décideurs d'étayer leurs décisions. C'est également un point unique où trouver des informations sur les zones protégées. Ces informations peuvent porter sur les sites,

la législation, les systèmes de gouvernance ou des statistiques relatives à la biodiversité.

En 2015, les activités du BIOPAMA dans le Pacifique ont été principalement axées sur le développement du RRIS, grâce à l'engagement initial des pays ACP sélectionnés : la République des îles Marshall, les Palaos, les Samoa, et les îles Salomon. Les informations récoltées auprès des points de contact nationaux pour les zones protégées compléteront les ensembles de données mondiaux sur les zones protégées. Ceux-ci excluent en effet souvent les initiatives communautaires et de gestion traditionnelle et culturelle qui constituent une part considérable de la situation de la zone protégée et gérée dans la région.

BIOPAMA reçoit le soutien financier du 10e Fonds européen de développement (FED) de l'Union européenne et est une initiative du groupe ACP.

Services généraux



#SPREP DAY

La division des services généraux est la salle des moteurs du PROE. Elle englobe les fonctions vitales que sont les ressources humaines, le service finance et administration, le service pour les technologies de l'information et de communication, le service communications et sensibilisation et celui de la gestion des connaissances.



Technologies de l'information et de la communication

T.I.C.

L'équipe **technologies de l'information et de la communication (TIC)** s'assure que des systèmes fiables, sûrs et efficaces sont à disposition de l'organisation afin de fournir des services efficaces à nos membres et aux parties prenantes.

Une assistance technique a été fournie par l'équipe TIC du PROE au service météorologique des îles Salomon dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cette assistance, qui a consisté dans le déplacement de serveurs et la résolution de problèmes informatiques, a également permis de renforcer les capacités du personnel météorologique des îles Salomon et a constitué le point d'orgue d'un partenariat établi entre

l'Institut météorologique finlandais et le PROE, dans le cadre du projet Finlande-Océanie.

En 2015, le PROE a hébergé le système régional d'informations de référence du Pacifique en utilisant le dernier système de gestion de contenu d'accès libre. Cela a amélioré les fonctionnalités pour les utilisateurs du portail océanien sur les zones protégées, parmi lesquelles la présentation et l'affichage des informations grâce aux caractéristiques du site. Cette activité a reçu le soutien de l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Centre de recherche conjointe de la Commission européenne en Italie.

Le partenariat entre l'université de Griffith, en Australie, et les portails nationaux sur le changement climatique des Fidji, des Tonga, et du Vanuatu ont permis de mettre en œuvre un dispositif de recherche fédérée sur le portail océanien sur le changement climatique (PCCP). Cela

signifie qu'il est à présent possible de rechercher des informations et des données relatives au changement climatique dans tout le Pacifique à la fois sur le portail océanien ou via l'un des portails nationaux. Une carte, ou une représentation géographique, des projets liés au changement climatique du Pacifique, dotée de liens directs vers des sources d'information sur les projets est désormais disponible.

Les systèmes de communication interne du PROE ont été mis à jour en 2015, grâce à un nouveau système téléphonique complet IP PBX et à un nouveau contrat conclu avec des prestataires locaux des Samoa. Ce contrat inclut une amélioration de la bande passante de 8 Mbps. Suite à cette mise à jour, les capacités en matière de communication et de téléconférence se sont améliorées, à l'instar de l'efficacité des opérations informatiques et de l'hébergement des portails régionaux.



Rester au courant

Le **Centre d'information et de documentation** du PROE (IRCA) possède une collection unique de publications, de périodiques, de rapports scientifiques et technique préparés par le PROE, nos membres, les parties prenantes et les partenaires. Cet assemblage d'informations sur l'environnement est à la disposition du personnel du PROE, des États et territoires membres et du public.

En 2015, 300 visiteurs ont été enregistrés au centre d'information. Il s'agit notamment de deux visites scolaires de l'école primaire de Vaiala Beach, et la toute première visite de Loto Taumafai, une école destinée aux enfants ayant des besoins spécifiques. Grâce à ces visites, le PROE contribue à fournir à la jeunesse océanienne et aux générations futures les outils nécessaires pour protéger notre

environnement.

L'exposition de dessins sur le changement climatique, coordonnée par l'équipe de l'IRCA, était le premier événement du genre à être organisé au PROE sur une période de trois semaines. Cette exposition ouverte au public rassemblait des dessins en provenance de Suède, dessins qui utilisent le pouvoir de l'humour pour faire la différence en matière de changement climatique. Elle a été réalisée grâce à un partenariat avec le gouvernement suédois.

La série de séminaires du PROE à destination du personnel, une activité interne qui vise à informer le personnel du PROE sur les domaines de travail de leurs collègues, a, cette année encore, été une réussite. Chaque mois, un membre du personnel est présenté lors d'une série de séminaires à destination du personnel organisés

« La Suède s'efforce de montrer l'exemple dans la lutte mondiale contre le changement climatique ».

– Ambassadeur de Suède aux Samoa, Son Excellence Pär Ahlberger

à l'IRCA et auxquels le personnel est encouragé à participer. Cette initiative aide à encourager le partage des connaissances entre les membres du personnel et renforce l'approche d'équipe utilisée par le PROE à travers ses travaux dans la région.



Les fonctions d'audit interne du PROE se poursuivent

Gouvernance: La fonction de gouvernance du PROE comprend une unité d'audit interne qui aide le Secrétariat à renforcer et à améliorer les procédures de gouvernance interne, la gestion des risques et les contrôles internes.

En 2015, les recommandations formulées à l'intention de la direction après révision du plan de gestion des risques ont été vérifiées. L'audit consistait en l'examen de l'état d'avancement de ces recommandations. Le plan de gestion des risques doit encore être actualisé puisque de nouveaux risques ont été identifiés. Cette mise à jour se fera en parallèle du

développement du nouveau plan stratégique du PROE en 2016.

Deux membres du Comité d'audit ont remis leur démission en 2015. Deux réunions du Comité d'audit interne ont été organisées, en avril et en juillet 2015.



Des élèves plantent des arbres sur le campus du PROE

Gouvernance

Collaboration

Outre l'octroi d'un soutien stratégique aux projets et aux programmes au sein du PROE, l'équipe communications et sensibilisation joue un rôle **essentiel** dans les activités de sensibilisation du PROE via les médias et dans l'appui qu'elle fournit pour bâtir la prochaine génération de dirigeants environnementaux océaniques.

Plus de 400 écoliers samoans, issus de neuf écoles, se sont rendus au PROE lors de la journée portes ouvertes afin de célébrer la journée du PROE. Le Secrétariat a ouvert ses portes aux écoles et au public et les a invités à effectuer une visite spéciale du site avec des activités interactives visant à informer sur les travaux du PROE. L'école des beaux-arts Leulumoega Fou a présenté ses œuvres et ses talents au cours d'une démonstration de sculpture qui s'est déroulée lors de la visite. Parmi les moments forts de l'évènement figure la visite surprise des joueurs de l'équipe Manu Samoa, qui ont aussi participé aux visites des écoles et ont planté des arbres.

L'ambassadeur du PROE pour la jeunesse, Brianna Fruean, a aidé à faire connaître le Pacifique sur différentes plateformes au cours de 2015. Sa première action officielle en qualité d'ambassadeur pour la jeunesse a été de partager ses

expériences dans les écoles et au sein de groupes communautaires à Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, dans le cadre de l'atelier régional dédié au changement climatique et à ses répercussions. Elle s'est également exprimée devant les dirigeants océaniques lors de l'évènement Oceania 21, en Nouvelle-Calédonie, au cours d'une session spéciale portant sur les jeunes comme puissants agents de mobilisation et comme source d'inspiration dans les négociations. L'évènement Oceania 21 s'est conclu par la Déclaration de Lifou, à laquelle Brianna Fruean a contribué pour la partie du texte portant sur la jeunesse.

En 2015, le projet de plans nationaux médiatiques de résilience aux catastrophes climatiques (BCDRP) s'est achevé. Il aura permis à neuf États insulaires océaniques de terminer leurs plans médiatiques et procédures opérationnelles standard applicables lors de catastrophes naturelles et de recevoir une formation sur la communication relative au changement climatique et aux catastrophes. La table ronde de dialogue entre les personnes issues du monde des médias et du personnel travaillant dans des services météorologiques et de gestion des catastrophes a été l'un

des moments forts de l'évènement, après que le cyclone tropical Pam a frappé le Vanuatu. La table ronde a contribué à identifier les défis et les enseignements tirés de la transmission d'informations sur le cyclone Pam aux habitants du Vanuatu dans les médias, et elle a également favorisé la recherche, ensemble, de voies d'amélioration. Le BCDRP est financé par le programme d'aide médiatique au Pacifique et est exécuté par le PROE en partenariat avec la Communauté du Pacifique.

Une équipe médiatique régionale océanique composée de sept personnes a couvert le troisième Conseil météorologique du Pacifique et la première Réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie, tenus aux Tonga. Cette équipe a produit de nombreux articles publiés par les organes médiatiques des Fidji, de Kiribati, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon, des Samoa, des Tonga, des Tuvalu, par PANEWS, USP Wansolwara et le Vanuatu. Le programme de sensibilisation médiatique du PROE a été salué lors du PMC-3 par les chefs des services météorologiques océaniques. Ce programme était le fruit d'un partenariat entre le BCDRP et le *projet Finlande-Océanie* (FINPAC).

« Nous espérons que vous comprendrez que le PROE fait partie intégrante des Samoa et de la région océanique. »

– David Sheppard, directeur général du PROE, 2009–2015



Des enseignants suivent une activité d'un groupe spécifique aux Samoa, dans le cadre du développement des ressources pour les écoles.



L'ambassadeur du PROE pour la jeunesse en compagnie des délégués provenant de Nouvelle-Zélande, des îles Cook et des Samoa lors d'Oceania 21.

Une Va'a, une équipe

L'équipe des **ressources humaines** est en première ligne pour s'assurer que nous recrutons et gardons le meilleur personnel qui soit au PROE. Les membres de cette équipe prennent soin du personnel au moment de leur embauche et de leur arrivée et ils gèrent également toutes les questions relatives au personnel et à l'emploi. L'équipe RH est par ailleurs responsable des politiques, des résultats et de l'évolution professionnelle et constitue la source d'information officielle du PROE pour les questions liées au personnel.

Puisque le PROE a grandi, l'organisation a connu des changements majeurs, notamment avec l'entrée en fonction de Kosi Latu, en qualité de directeur général

au début de l'année 2016. David Sheppard, qui dirigeait le PROE depuis 2009, est arrivé à la fin de son mandat à la fin 2015 et a été salué lors de la 26e Conférence du PROE pour les efforts qu'il a déployés. Plus de 100 délégués et membres du personnel ont fait une ovation debout à David Sheppard.

Quatre membres du personnel du PROE ont participé à l'initiative régionale océanique sur le leadership. Celle-ci s'est déroulée sur une durée de 12 mois et s'inscrit dans le cadre du programme de leadership océanique destiné aux organisations du CORP, qui est financé par le gouvernement australien. Au cours de cette initiative, ils ont pris part à un programme de développement du leadership officiel, et ont, lors des sessions hebdomadaires, reçu des conseils stratégiques de la part d'un mentor désigné.

Le PROE élargit ses horizons, et compte désormais du personnel basé dans les États fédérés de Micronésie,

aux Fidji, aux îles Salomon, et au Vanuatu. Il existe désormais un bureau fidjien, situé à Suva. Celui-ci abrite le directeur et l'équipe de soutien au projet d'adaptation écosystémique océanique qui est mis en œuvre par le PROE, et coordonne le personnel basé au Vanuatu et aux îles Salomon.

Investir dans la ressource la plus précieuse du PROE, son personnel, fait partie des efforts visant à renforcer la culture du résultat par le biais du système de développement des performances. En 2015, deux membres du personnel ont reçu le prix d'excellence du directeur général et huit autres ont reçu un accessit du directeur général. Tous les membres du personnel ont également participé aux formations sur le leadership, la gestion et la cohésion des équipes dans le cadre du programme de développement et d'enseignement du personnel du PROE. Cette formation a été organisée par Change Factory, en Australie, qui a entrepris une série d'activités de formation pour le personnel, sur une durée de trois semaines.

Le partenariat du PROE avec l'université de Yale s'est poursuivi en 2015 ; deux étudiants ont été envoyés au PROE, dans les divisions Changement climatique et Biodiversité et gestion des écosystèmes, pour un détachement de dix semaines.

« J'ai vraiment compris la différence qui existe entre leadership et gestion. J'ai apprécié le fait que l'on nous a expliqué ce qu'était le leadership à l'appui d'études de cas réelles, en nous montrant comment ces cas peuvent être appliqués pour améliorer nos compétences. »

– *Easter Galuavo, conseillère en biodiversité du PROE*

Les réalisations en chiffres

Quelque 40 publications ont été distribuées aux 96 bibliothèques depositaires ainsi qu'à diverses institutions et organisations à travers le monde. Il s'agit là d'une augmentation par rapport aux 32 publications distribuées en 2014.

La page Facebook du PROE a connu une augmentation du nombre de ses followers, qui est passé de 30 000 en décembre 2014 à 57 000 en décembre 2015.

Le nombre de visites enregistrées sur le site Web du PROE a augmenté de près de 40 000 visites par rapport à 2014, année au cours de laquelle le site a été consulté 95 554 fois. En 2015, le site du PROE a été consulté 136 262 fois.

Plus de 90 articles ont été publiés pendant la semaine du troisième Conseil météorologique du Pacifique et de la première Réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie. Ces articles ont été diffusés dans l'ensemble du Pacifique. Ils ont été publiés et retransmis par 12 organes médiatiques océaniques différents tous les jours.

	2014	2015
publications du PROE distribuées	32	40
followers sur facebook	30,000	57,000
visites sur le site web du PROE	95,554	136,262

Une organisation fiscalement saine et crédible

Le service Finance et administration du PROE s'occupe d'un large éventail de services clés qui incluent entre autres les déplacements, les installations et la gestion, l'entretien des bâtiments, l'audit interne et même la gestion financière quotidienne de l'organisation.

Le PROE a continué d'améliorer sa politique et son manuel relatifs aux prestataires. Cette politique indique le cahier des charges rigoureux

à respecter pour la fourniture de biens et services au nom du PROE. Ce document a été amélioré grâce à la contribution de l'ensemble du personnel du PROE et satisfait aux exigences de l'Union européenne.

Le nouveau système d'information en ligne sur la gestion financière, qui a été installé au PROE en 2014, a été mis à jour afin de rester à la pointe et d'améliorer son efficacité. Il répond aux exigences posées par une organisation en constante évolution et le volume de transactions financières que cela implique. Cette mise à jour renforce encore le PROE en tant qu'organisation financièrement saine et crédible. Une formation a été dispensée à l'ensemble



du personnel afin de garantir que le système est parfaitement appréhendé et utilisé.

L'engagement du PROE envers les normes vertes a été mis en avant en 2015, alors que le système d'air conditionné a été remplacé dans trois bâtiments du PROE par des modèles plus économes en énergie.



ÉTATS FINANCIERS 2015

DÉTAIL DES FLUCTUATIONS (USD)							
DONATEUR/PROGRAMME	Solde 1-jan-15	Fonds réels reçu	Fonds totaux disponible	Programme soutien	Programme dépenses	Autres	Solde 31-déc-15
Banque asiatique de développement	(137,576)	1,302,408	1,164,832	(119,020)	(708,185)	–	337,627
Bureau australien de météorologie	–	27,100	27,100	(2,064)	(23,410)	–	1,626
Gouvernement australien Extrabudgétaire	(133,727)	2,343,193	2,209,466	(279,143)	(1,744,316)	–	186,007
Gouvernement australien Extra extrabudgétaire	110,681	79,699	190,380	(14,434)	(227,108)	–	(51,162)
Haute Commission britannique	5,391	10,864	16,255	(697)	(2,446)	–	13,112
Climate Analytics	–	115,285	115,285	–	(103,759)	–	11,526
Secrétariat du Commonwealth	11,175	–	11,175	–	–	–	11,175
Conservation International	69,077	–	69,077	–	–	–	69,077
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	379,527	49,145	428,672	(8,860)	(206,357)	–	213,455
Union européenne	1,751,994	2,692,397	4,444,391	(126,055)	(2,041,763)	–	2,276,573
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	21,405	79,830	101,235	(190)	(9,926)	–	91,119
Gouvernement canadien	11,497	–	11,497	–	–	–	11,497
Gouvernement finlandais	316,465	750,683	1,067,148	(75,349)	(628,028)	–	363,771
Gouvernement français	256,455	53,375	309,830	(19,595)	(109,614)	–	180,620
Gouvernement allemand	112,587	237,925	350,512	(41,550)	(326,702)	–	(17,740)
Gouvernement japonais	6,092	–	6,092	–	–	–	6,092
Gouvernement suisse	(1,212)	149,969	148,757	(18,372)	(129,925)	–	460
Gouvernement de Wallis et Futuna	–	17,802	17,802	–	(10,910)	–	6,892
Institut des stratégies mondiale de l'environnement	–	10,830	10,830	(300)	(7,868)	–	2,662
Organisation maritime internationale	17,197	107,833	125,030	(19,190)	(56,929)	–	48,911
Union internationale pour la conservation de la nature	–	56,375	56,375	(10,573)	(88,224)	–	(42,422)
John D & Catherine T MacArthur Foundation	6,303	–	6,303	–	–	–	6,303
PIE - NZAid	4,812	–	4,812	–	–	–	4,812
NZAid Extrabudgétaire	(53,773)	925,306	871,533	(89,948)	(759,272)	–	22,312
NZAid Extra-extrabudgétaire	56,857	961,896	1,018,753	(56,175)	(422,367)	–	540,211
PACMAS	–	–	–	(10,440)	5,342	–	(5,098)
Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique	–	–	–	(15,171)	(53,136)	–	(68,307)
Fondation Packard	5,460	–	5,460	(498)	(4,126)	–	837
PEW	–	79,343	79,343	(1,083)	(18,152)	–	60,107
Autres fonds	674,768	100,922	775,690	(4,590)	(491,634)	–	279,466
Secrétariat de la Convention Ramsar	(159,857)	–	(159,857)	(5,754)	(40,643)	–	(206,253)
Communauté du Pacifique	–	97,887	97,887	(9,535)	(96,638)	–	(8,287)
The Nature Conservancy	41	–	41	–	–	–	41
Fondation Christensen	8,178	–	8,178	–	–	–	8,178
Bureau météorologique du Royaume-Uni	190,764	220,530	411,294	(14,597)	(145,965)	–	250,732
Programme des Nations Unies pour le développement	15,857	992,283	1,008,140	(65,530)	(791,997)	–	150,613
Programme des Nations Unies pour l'environnement	904,318	1,663,588	2,567,906	(39,661)	(1,922,385)	–	605,860
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	53,538	–	53,538	(3,852)	(32,032)	–	17,654
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	8,786	–	8,786	–	(47)	–	8,739
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	7,055	–	7,055	–	–	–	7,055
Min. de l'Énergie/Université Los Alamos (É.-U.)	4,471	–	4,471	–	–	–	4,471
Servica américain en charge de la pêche et de la vie sauvage	14,625	–	14,625	–	–	–	14,625
Département d'État américain	83,575	1,196	84,771	(6,287)	(81,229)	–	(2,745)
USAID	37,333	638,626	675,959	(57,392)	(664,423)	–	(45,856)
Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (É.-U.)	97,109	24,997	122,106	(5,547)	(55,296)	–	61,263
Conseil de gestion des pêcheries régionales du Pacifique occidental (É.U.)	1,059	–	1,059	–	–	–	1,059
Organisation météorologique mondiale	(22,895)	209,091	186,196	(8,000)	(138,911)	–	39,285
TOTAL	4,735,412	14,000,378	18,735,790	(1,129,449)	(12,138,382)	–	5,467,956

CONTRIBUTIONS DES MEMBRES (USD)	
Samoa américaines	10,184
Australie	185,106
Îles Cook	10,184
États fédérés de Micronésie	10,184
Fidji	20,422
France	140,883
Polynésie française	20,360
Guam	20,360
Kiribati	10,165
Îles Marshall	10,184
Nauru	10,184
Nouvelle-Calédonie	16,366
Nouvelle-Zélande	134,202
Nioué	–
Mariannes du Nord	–
Palaos	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	20,360
Papouasie-Nouvelle-Guinée – Contribution volontaire	353,140
Samoa	20,380
Îles Salomon	20,380
Tokelau	10,184
Tonga	30,553
Tuvalu	10,184
Royaume-Uni	134,202
États-Unis d'Amérique	200,000
Vanuatu	8,980
Îles Wallis et Futuna	–
Contribution du pays hôte de Samoa	20,327
TOTAL	1,427,454

PARTIES À LA CONVENTION DE NOUMÉA (USD)	
Australie	3,778
États fédérés de Micronésie	472
France	3,779
Nouvelle-Zélande	3,778
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,006
Samoa	472
Îles Salomon	487
États-Unis d'Amérique	9,993
TOTAL	26,765

PARTIES À LA CONVENTION DE WAIGANI (USD)	
Australie	23,583
États fédérés de Micronésie	1,075
Nouvelle-Zélande	23,576
Nioué	1,074
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,302
Samoa	1,075
Îles Salomon	1,090
Tuvalu	1,068
TOTAL	58,842

Note: The income received shown above can be located in the Donor Funds schedule in the rows titled 'Other Funds'.

RECETTES ET DÉPENSES

RECETTES (USD)	
Contributions des membres	1,427,454
Frais de gestion des programmes	1,129,449
Recettes des fonds des programmes/donateurs	12,138,382
Autres recettes du fonds des donateurs	1,389,464
Amortissement des produits comptabilisés d'avance	83,256
Autres recettes	185,887
RECETTES TOTALES	16,353,892

DÉPENSES (USD)	
Direction générale et services administratifs	3,944,401
Changement climatique	4,461,049
Biodiversité	3,260,947
Gestion des déchets	3,537,387
Surveillance environnementale	892,761
Dotation aux amortissements	228,912
DÉPENSES TOTALES	16,325,457

Rapport des commissaires aux comptes aux Membres du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

Nous avons vérifié les états financiers du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) qui comprennent le compte de résultat, le tableau des fluctuations des réserves et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, l'état de la situation financière à cette date, un résumé des principales règles et méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction pour les comptes annuels

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels en conformité avec les normes internationales d'information financière et le règlement financier du PROE. Cette responsabilité comprend la mise en place et l'exécution des contrôles internes jugés pertinents pour l'établissement et la présentation fidèle des comptes annuels, afin de s'assurer que ceux-ci ne contiennent aucune inexactitude majeure, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs ; la sélection et l'application des méthodes comptables appropriées ; et la réalisation d'estimations comptables raisonnables compte tenu des circonstances.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer un avis à l'intention des Membres du PROE, en tant qu'organisation, conformément à l'article 32 du règlement financier du PROE. Notre travail d'audit a été réalisé dans l'unique but de pouvoir nous prononcer sur les questions devant figurer dans le rapport des commissaires aux comptes destiné aux Membres, et à aucune autre fin. Dans les limites autorisées par la loi, nous n'acceptons ni n'assurons aucune responsabilité auprès de quiconque à l'exclusion du PROE et des Membres du PROE en tant qu'organisation pour notre travail d'audit, le présent rapport ou les avis que nous avons émis. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales en la matière. Ces normes exigent que nous nous conformions aux règles de déontologie pertinentes en la matière et que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative.

Nous confirmons que nous n'avons aucune relation avec le PROE hormis celle de vérifier ses états financiers.

L'audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en considération le contrôle interne en vigueur dans l'entité pour l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non afin d'exprimer un avis sur l'efficacité dudit contrôle interne. L'audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables effectuées par la direction du PROE, de même que l'appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour formuler notre avis.

Avis des commissaires aux comptes

Nous estimons que le PROE a tenu des livres de compte en bonne et due forme, sur la base de notre examen de ces livres, et que les états financiers qui ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière :

- a) sont en accord avec les livres de compte ;
- b) à notre connaissance et compte tenu des explications qui nous ont été données :
- i) donnent une image fidèle et sincère de la situation du PROE au 31 décembre 2015 ainsi que de ses résultats financiers et de ses variations de réserves et de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ii) fournissent les informations requises par le règlement financier du PROE selon les modalités spécifiées.

Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui étaient, à notre connaissance, nécessaires à la vérification des comptes.

Exigences spécifiques

En application des dispositions de l'article 32 du règlement financier du PROE, nous portons à votre connaissance les points suivants :

- a) La portée et la nature de l'examen auquel nous avons procédé a été explicitée dans la section relatives aux responsabilités du commissaire aux comptes ci-avant et se fonde sur les normes internationales en matière d'audit. Les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière.
- b) Aucun fait spécifique ne compromet l'intégrité et la fidélité des comptes.
- c) Nous confirmons la fidélité des registres de l'équipement suite à l'inspection physique des nouveaux biens et à la vérification des biens cédés pendant la période comptable.
- d) Les procédures financières du PROE sont satisfaisantes d'après notre examen des procédures financières nécessaires à la formulation de l'avis des commissaires aux comptes exprimé plus haut.
- e) La couverture des biens du PROE est satisfaisante d'après notre examen des documents d'assurance.
- f) Les autres questions qui n'influencent pas notre avis ont été portées à l'attention de la direction dans le rapport qui lui est adressé.

Betham & co
BETHAM & CO.

Comptables agréés, Apia, Samoa

Daté *30th May, 2016*

Betham & Co House, Vaitele Street, Laloavaea, Samoa.
P.O. Box 859, Apia, Samoa
T: +(685) 24337, +(685) 24336
www.bethamco.com www.agn.org

INTERNAL AUDIT ATTESTATION



PROE
Programme régional océanien
de l'environnement

PO Box 240, Apia, Samoa
E: sprep@sprep.org
T: +685 21929
F: +685 20231
W: www.sprep.org



L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures

Audit interne & Certificat de gestion des risques États financiers pour l'exercice : 2015

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Nous, Kosi Latu et Tupuola Oloialii Koki Tuala, sommes d'avis que le Secrétariat du Programme régional océanien pour l'environnement dispose de procédures d'audit interne et de gestion des risques qui respectent, à tous points de vue, les procédures de la politique et d'autres exigences reprises dans le document politique intitulé «Politique d'audit interne» y compris l'exception indiquée ci-dessus. Ces procédures garantissent un niveau d'assurance qui permet à l'équipe de direction du Secrétariat du Programme régional océanien pour l'environnement de reconnaître, comprendre, gérer et contrôler efficacement son exposition aux risques.

Exception : Le plan de gestion des risques de 2011 n'a pas été actualisé pour refléter les nouveaux risques identifiés par le PROE. L'organisation travaille actuellement à la préparation d'un nouveau plan stratégique et, ensuite, le plan de gestion des risques sera adapté en conséquence.

Nous, Kosi Latu et Tupuola Oloialii Koki Tuala, sommes d'avis que le Comité d'audit du Secrétariat du Programme régional océanien pour l'environnement est constitué et fonctionne conformément aux exigences en matière d'indépendance et de gouvernance de la politique d'audit interne, et de la charte du Comité d'audit.

Le président et les membres du Comité d'audit sont :

- Président indépendant M. Tupuola Oloialii Koki Tuala (CPA) — Koki Tuala comptable agréé
- Membre indépendant M. Mike Walsh – Haut commissaire adjoint NZ
- Membre indépendant M. Jovilisi Suveinakama – Gérant général du bureau d'Apia, pour Tokelau
- Membre non indépendant M. Clark Peteru – Conseiller juridique du Secrétariat
- Membre non indépendant Mme Simeamativa Vaai – Conseiller en ressources humaines du Secrétariat

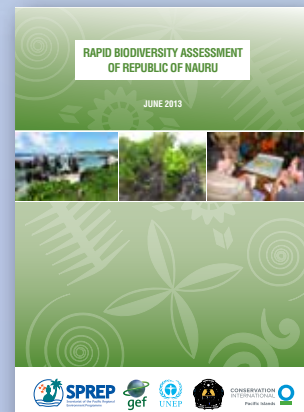
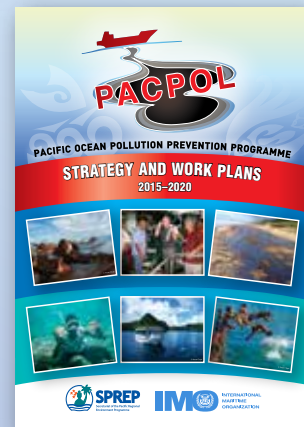
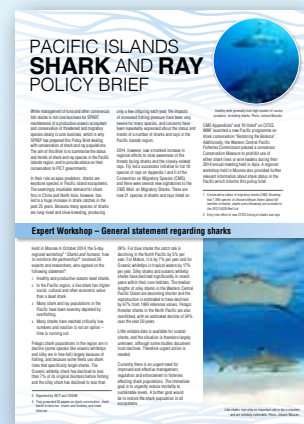
Nous, Kosi Latu & Tupuola Oloialii Koki Tuala, déclarons que ce certificat d'audit interne est réalisé au nom du Secrétariat du Programme régional océanien pour l'environnement.

Kosi Latu
Directeur général du PROE

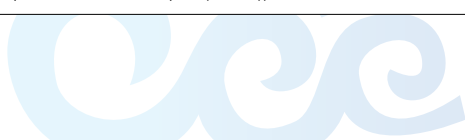
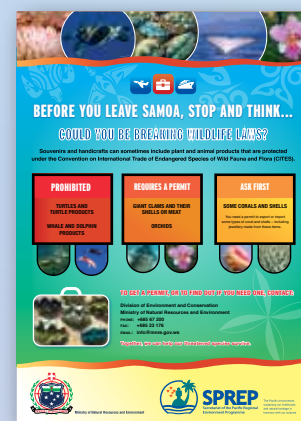
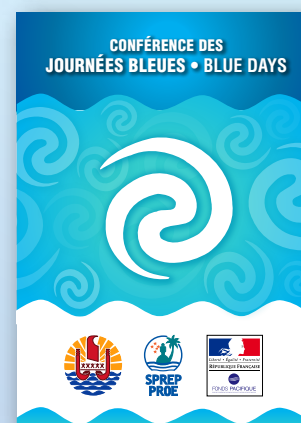
Tupuola Oloialii Koki Tuala
Président du Comité d'audit

PUBLICATIONS PROE 2015

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
Rapports techniques		
A Tamaliki Ko Gaasue! Se Tala Ki Mafulufiluga o Tau o Aso	978-982-04-0555-4 (version imprimée) 978-982-04-556-1 (version électronique) http://bit.ly/1SK4nrg	20 p.
Ko e Savea ki he Ngaahi Me'amo'ui 'o e Vahefonua Vava'u', Pule'anga 'o Tonga : Lipooti Fakatahataha – Ko e Ola Tefito' Mo e Ngaahi Fokotu'u'	http://bit.ly/1RPJleh	12 p.
La conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014–2020	978-982-04052-5-7 http://bit.ly/1H5imqD	36 p.
Marine Pollution Risk Assessment for Fiji (Évaluation des risques de pollution à Fidji)	http://bit.ly/1SKp6Lt	90 p.
Pacific Guidelines for INDCs : a guide to the development of Intended Nationally Determined Contributions and their further implementation (Lignes directrices océaniques pour les CPDN : guide à l'élaboration des contributions prévues déterminées au niveau national et leur mise en oeuvre)	978-982-040-5622 (version imprimée) 978-982-040-5622 (version électronique)	18 p.
Pacific Islands Shark and Ray: policy brief (Les requins et les raies du Pacifique : note de politique)	http://bit.ly/26bE6f8	4 p.
Pacific Ocean Pollution Prevention Programme (PACPOL) Strategy and Work Plans 2015-2020 (Stratégie et plans de travail pour la période 2015-2020 du programme de prévention de la pollution de l'océan Pacifique)	http://bit.ly/1oSlwqC	64 p.
The Pacific Guide to Project Proposal Preparation for the Kyoto Protocol Adaptation Fund (Guide océanique pour la préparation aux propositions de projets pour le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto)	978-982-04-0545-5 (version imprimée) 978-982-04-0546-2 (version électronique) http://bit.ly/1QnBAK0	84 p.
Powering up remote Tuvalu through solar : Sustainable energy for Nukufetau, Nui and Nukulaelae (Alimenter les lointaines Tuvalu en électricité grâce à l'énergie solaire : énergie durable pour Nukufetau, Nui et Nukulaelae)	978-982-04-0547-7 (print) 978-982-04-0548-6 (version électronique) http://bit.ly/1rbC9Qb	16 p.
Rapid Biodiversity Assessment (BIORAP) of Republic of Nauru (Évaluation rapide de la biodiversité (BIORAP) de la république de Nauru)	978-982-04-0516-5 (version imprimée) 978-982-04-0515-8 (version électronique) http://bit.ly/1Q3qMh9	242 p.
Rapid Biodiversity Assessment (BIORAP) Vava'u Group, Kingdom of Tonga : synthesis report – key findings and recommendations (Évaluation rapide de la biodiversité (BIORAP) du groupe Vava'u, royaume des Tonga : rapport de synthèse - conclusions principales et recommandations)	http://bit.ly/2bivBuH	12 p.
Rapid Biodiversity Assessment (BIORAP) of Vava'u group – Kingdom of Tonga (Évaluation rapide de la biodiversité (BIORAP) du groupe Vava'u, royaume des Tonga)	978-982-04-0528-8 (version imprimée) 978-982-04-0529-7 (version électronique) http://bit.ly/1oRJCbn	310 p.
Rapid Biodiversity Assessment (BIORAP) of Upland Savai'i, Samoa : synthesis report – key findings and recommendations (Évaluation rapide de la biodiversité (BIORAP) des montagnes Savai'i, aux Samoa : rapport de synthèse - conclusions principales et recommandations)	http://bit.ly/23pE3xs	8 p.
Requin et Raie des Iles Du Pacifique : note d'orientation	http://bit.ly/1NjMS4H	4 p.
Waste Assessment Guide to the Export and Import of Used Lubricants and Used Oil (Guide pour l'évaluation des déchets pour l'exportation et l'importation des lubrifiants et huiles usagés)	978-982-04-0553-0 (version imprimée) 978-982-04-0554-7 (version électronique) http://bit.ly/1YqJYeP	24 p.
Séries		
Climate Change Matters (Issues 31–41)	ISSN: 2227-6947 http://bit.ly/1HPsTqM	11 p.
Bulletin d'information de la Table ronde océanique pour la conservation de la nature	http://bit.ly/23UOu97	4 p.
SPREP Annual Report 2014	ISSN:1562-675X http://bit.ly/1jSEXhb	74 p.
Rapport annuel du PROE 2014	ISSN: 1990-3561 http://bit.ly/1S6kkum	74 p.
SPREP Tok (Issues 11–20)	2311-861X http://bit.ly/1cMbbGT	4 p.
VoxPOPs (Numéro 1)	http://bit.ly/1ViYBmp	4 p.
PACC Technical Report 13: Demonstration Guide – 'Climate Proofing' coastal development on Mangaia Island, Cook Islands (PACC Rapport technique 13 : Guide de démonstration – « Adaptation au climat » dans le développement côtier sur l'île Mangaia, aux îles Cook)	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1V0XMRc	40 p.
PACC Technical Report 14: Demonstration Guide – Improving Domestic Rainwater Harvesting Systems in Niue (PACC Rapport technique 14 : guide de démonstration – améliorer les systèmes de collecte d'eau de pluie à Nioué)	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1UX8w0Z	52 p.



TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
PACC Technical Report 15: Demonstration Guide – Improving Domestic Rainwater Infrastructure in Tokelau (PACC Rapport technique 14 : guide de démonstration - améliorer l'infrastructure de collecte d'eau de pluie à Tokélaou)	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1S6f4qF	40 p.
PACC Technical Report 16: Demonstration Guide – Improving Resilience of the Water Supply for Hihifo District, Tonga (PACC Rapport technique 16 : guide de démonstration - améliorer la résilience de l'approvisionnement en eau pour le district d'Hihifo, aux Tonga)	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1ScmA6w	40 p.
PACC Technical Report 17: Demonstration Guide: Building Resilience to Climate Change in Lowland Farming Communities in Fiji (PACC Rapport technique 17 : guide de démonstration - Renforcer la résilience au changement climatique dans les communautés agricoles des plaines aux Fidji)	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1WowXE1	40 p.
PACC Technical Report 18: Demonstration Guide – Integrating Climate Risk into Coastal Road Design in Kosrae, Federated States of Micronesia (PACC Rapport technique 18 : guide de démonstration - Intégrer les risques climatiques à la conception des routes côtières à Kosrae, dans les États fédérés de Micronésie)	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1RQc0jn	32 p.
PACC Technical Report 19: Demonstration Guide: Pilot Climate Change Adaptation in Food Production and Food Security on Low-lying Atolls of Solomon Islands (PACC Rapport technique 19 : guide de démonstration - Ajustement pilote au climat en matière de production et de sécurité alimentaire sur les atoll à faible élévation des îles Salomon).	ISSN: 2312-8224 http://bit.ly/1NIEIZG	44 p.
Rapports de réunion		
Report of the Twenty Sixth (26th) SPREP Meeting, 21–24 September, Apia, Samoa	978-982-04-0560-8 (version électronique) http://bit.ly/25W1sFq	70 p.
Rapport de la Vingt-sixième Conférence des représentants officiels duPROE, 21st Septembre – 24th Octobre 2015, Apia, Samoa. PROE, 2015.	978-982-04-0560-8 (version électronique) http://bit.ly/23qkEfU	70 p.
Supports promotionnels		
Table ronde océanique pour la conservation de la nature	http://bit.ly/1BQGbOq	feuillet
BlueDays Conference	http://bit.ly/1VysFv8	feuillet
Conférence des Journées Bleues	http://bit.ly/1VysRdE	feuillet
République de Corée : Projet des services de prédiction climatique des îles du Pacifique	http://bit.ly/1QiuuDU	bannière
Carte de vœux de fin d'année électronique	http://bit.ly/1MEw4oR	carte
Table ronde océanique pour la conservation de la nature : Carte de visite du Secrétariat de la PIRT	http://bit.ly/1YE1UTq	cartes de visite
CITES	http://bit.ly/1SWarNI	brochure
CITES	http://bit.ly/1SPi5ZA	bannière
CITES	http://bit.ly/1NjXssm	affiche
Pacific Regional Integrated Waste Management and Pollution Control Strategy 2016–2025 (Stratégie régionale océanique de lutte contre la pollution et de gestion intégrée des déchets pour 2016–2025)		bannière
Fiches d'information		
Learn more about Invasive Species (En savoir plus sur les espèces envahissantes)	http://bit.ly/1S6JsCv	fiche d'information 01
How do Invasive Species arrive and spread (Comment les espèces envahissantes arrivent et se reproduisent)	http://bit.ly/1QIOVJQ	fiche d'information 02
Learning about the Little Fire Ant (En savoir plus sur les fourmis électriques)	http://bit.ly/1NjLWxb	fiche d'information 03
10 Things that you can do to help reduce the spread of Invasive Species! (10 choses que vous pouvez faire pour contribuer à réduire la propagation des espèces envahissantes !)	http://bit.ly/1NQDEsX	fiche d'information 04
Vidéos		
PacWaste 2015 : Our Year in Review (PacWaste 2015 : l'année passée en revue)	http://bit.ly/1SU4WyD	
PacWaste in action -: Emergency Asbestos Clean Up in Fiji (PacWaste en action : élimination d'urgence de l'amiante à Fidji)	http://bit.ly/1Lngu4U	
Powering up remote Tuvalu through solar (Alimenter les lointaines Tuvalu en électricité grâce à l'énergie solaire)	http://bit.ly/200JmBI	
Stop little fire ants (30 sec) (Stop aux fourmis électriques (30 sec))	http://bit.ly/1qRLc8j	
Stop little fire ants (80 sec) (Stop aux fourmis électriques (80 sec))	http://bit.ly/1Td01d4	
Stop little fire ants (60 sec) (Stop aux fourmis électriques (60 sec))	http://bit.ly/1SU5N2y	



LISTE DU PERSONNEL (31 DÉCEMBRE 2015)

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
ÉQUIPE DE DIRECTION				
1	David Sheppard	Directeur général	Australie	31-Dec-15
2	Kosi Latu	Directeur général adjoint	Samoa	31-Dec-16
3	Stuart Chape	Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique	Australie	04-Sep-17
4	Netatua Pelesikoti	Directeur changement climatique	Tonga	31-Jul-16
5	Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	31-Jul-16
6	Alofa Tuuau	Conseillère financière et administrative	Samoa	23-Jul-17
7	Simeamativa Vaai	Conseiller en ressources humaines	Samoa	31-Jul-16
8	<i>Vacant</i>	<i>Directeur, Surveillance environnementale et gouvernance</i>		
9	<i>Vacant</i>	<i>Directeur, Gestion des déchets et lutte contre la pollution</i>		
SOUTIEN À LA DIRECTION				
10	Rosanna Galuvao-Ah Ching	Assistant e du directeur général	Samoa	30-May-16
11	Apiseta Eti	Assistante du directeur général adjoint	Samoa	31-Dec-15
12	Audrey Brown-Pereira	Directrice exécutive	Îles Cook	31-Dec-16
RÉPUBLIQUE DES ÎLES MARSHALL				
13	<i>Vacant</i>	<i>Expert technique du PROE (secteur de l'eau)</i>		
ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE				
14	Simpson Abraham	Expert en gestion des déchets solides, Pacifique Nord	ÉFM	31-Dec-16
AUDIT INTERNE				
15	Selesitina Reti	Auditrice interne	Samoa	25-Jun-18
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE				
16	Makerita Atiga	Secrétaire du directeur de division / assistante de la division	Samoa	02-Aug-17
17	Warren Lee Long	Conseiller en gestion côtière et marine	Australie	28-Jun-17
18	Michael Donoghue	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices	Nouvelle-Zélande	19-Oct-16
19	Catherine Siota	Responsable de la base de données sur les tortues	Îles Salomon	12-May-16
20	Juney Ward	Responsable de la conservation des requins et des raies	Samoa	31-Dec-16
21	David Moverley	Conseiller en gestion des espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	13-Oct-18
22	Easter Galuvao	Conseiller en biodiversité (CB)	Samoa	11-Apr-16
23	Amanda Wheatley	Spécialiste de la biodiversité et des écosystèmes	Australie	13-Jun-17
24	John Sidle	Conseiller sur le portail des zones protégées dans les îles du Pacifique (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis d'Amérique	31-Dec-16
25	Herman Timmermans	Responsable du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique (PEBACC)	Afrique du Sud	19-May-18
26	David Loubser	Directeur national pour Vanuatu du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique (PEBACC)	Nouvelle-Zélande	04-Jul-18
27	Fred Patison	Directeur national pour les îles Salomon du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique (PEBACC)	Îles Salomon	30-Sep-18
28	<i>Vacant</i>	<i>Responsable de la sensibilisation à la gestion des récifs coralliens</i>		
29	<i>Vacant</i>	<i>Responsable de la gestion des espèces envahissantes</i>		
30	<i>Vacant</i>	<i>Responsable de l'adaptation écosystémique</i>		
31	<i>En cours de recrutement</i>	<i>Responsable de la communication pour le projet PEBACC</i>		
32	<i>En cours de recrutement</i>	<i>Responsable pour le Vanuatu du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique</i>		
33	<i>En cours de recrutement</i>	<i>Responsable pour Fidji du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique</i>		
34	<i>En cours de recrutement</i>	<i>Responsable financier du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique</i>		
CHANGEMENT CLIMATIQUE				
35	Joyce Tulua	Secrétaire du directeur de division / assistante de la division	Samoa	29-Jul-16
36	Diane McFadzien	Conseiller en adaptation au changement climatique	Îles Cook	12-Nov-16

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
37	Naheed Hussein	Responsable financier et opérationnel du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique	Fidji	30-Jun-16
38	Espen Ronneberg	Conseiller en changement climatique	Îles Marshall	30-Jun-16
39	Christina Leala-Gale	Directrice du projet de la Finlande	Samoa	01-Sep-16
40	Salesa Nihmei	Spécialiste en météorologie et climatologie	Vanuatu	18-Jan-19
41	Tommy Moore	Coordinateur du système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique	États-Unis d'Amérique	11-Jul-17
42	Sunny Seuseu	Coordinateur des services de prévision climatique	Samoa	29-Mar-18
43	Tagaloa Cooper	Conseillère en coordination sur le changement climatique	Nioué	31-Mar-16
44	Azarel Mariner	Agent technique sur le changement climatique	Samoa	01-Dec-16
45	Makelesi Gonelevu	Spécialiste de la gestion des connaissances	Fidji	30-Jun-16
46	Priscilla Olano	Assistant technique — Portail océanien sur le changement climatique	Samoa	12-Feb-17
47	Aoyama Michinobu	Conseiller en changement climatique océanien (détaché par la JICA)	Japan	24-Apr-17
48	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique</i>		
SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE				
49	Pauline Fruean	Secrétaire du directeur de division / assistante de division	Samoa	24-May-18
50	Jope Davetanivalu	Conseiller en planification et en développement des capacités	Fidji	30-Sep-16
51	Melanie Bradley	Responsable de la planification environnementale	Australie	08-Feb-17
52	Meapelo Maiai	Conseiller en appui au Fonds pour l'environnement mondial	Samoa	4-Nov-16
53	Paul Anderson	Analyste du suivi environnemental	États-Unis d'Amérique	17-Mar-17
54	Ryan Wright	Responsable de la planification spatiale	Australie	28-Feb-17
55	Anama Solofa	Chargé du projet BIOPAMA	Samoa	11-Aug-16
56	Robert Leichter	Conseiller en contrats (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis d'Amérique	31-Dec-16
57	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en développement durable</i>		
58	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en surveillance et notification environnementales</i>		
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION				
59	Faailo Maiuu	Secrétaire du directeur de division / assistante de division	Samoa	20-Sep-18
60	Anthony Taloui	Conseiller en pollution	Fidji	20-Apr-16
61	Ma Bella Guinto	Conseillère en gestion des déchets solides	Nouvelle-Zélande	16-Sep-17
62	Frank Griffin	Conseiller en gestion des déchets dangereux	PNG	20-Sep-16
63	Lusiana Ralogaivau	Coordinatrice des projets du Fonds pour l'environnement mondial	Fidji	19-Jul-16
64	Stewart Williams	Gestionnaire du projet PEBACC	Australie	11-Nov-16
65	Elizabeth Vanderburg	Chargée du projet PacWaste	Nouvelle-Zélande	06-Feb-17
66	Tim Hartley	Responsable du volet déchets solides du projet PacWaste	Australie	25-Jun-16
67	Amber Carvan	Responsable de la communication pour le projet PacWaste	Australie	14-Aug-16
Services généraux				
<i>Ressources informatives et documentaires</i>				
68	Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation	Samoa	9-Aug-18
69	Angelica Salele	Chargée de l'information	Samoa	18-May-17
70	Lupe Silulu	Responsable des consignations et des archives	Samoa	31-Dec-18
71	Emma Arasi	Assistante du responsable des consignations et des archives	Samoa	11-Jan-18
<i>Communications et sensibilisation</i>				
72	Nanette Woonton	Attachée de relations publiques	Îles Cook	15-Sep-16
73	<i>Vacant</i>	<i>Conseillère en communication et sensibilisation</i>		
74	<i>Vacant</i>	<i>Chargée des publications</i>		
75	<i>En cours de recrutement</i>	<i>Responsable de l'appui à la communication</i>		
76	<i>En cours de recrutement</i>	<i>Responsable de la sensibilisation</i>		
<i>Finance climatique</i>				
77	Simon Wilson	Conseiller financier spécialisé en changement climatique	Australie	01-Nov-18

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
<i>Suivi et évaluation</i>				
78	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en suivi et en évaluation</i>		
<i>IT -- Technologie de l'information</i>				
79	Christian Slaven	Directeur IT	Samoa	02-May-18
80	Epeli Tagi	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques	Fidji	06-Jan-17
81	Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	13-Feb-17
82	Ainsof So'o	Développeur analyste système	Samoa	05-May-16
<i>Finances et administration</i>				
83	Makereta Kaurasi-Manueli	Comptable	Fidji	31-Mar-16
84	Maraea Slade-Pogi	Reponsable financier et administratif	Samoa	06-Jan-17
85	Leilani Chan Tung	Chargé des finances	Samoa	24-Jun-16
86	Rachel Levi	Chargé des finances	Samoa	24-Jun-16
87	Sabrina Reupena	Chargé des finances	Samoa	16-Mar-17
88	Penina Matatumua	Chargé des finances	Samoa	16-Mar-17
89	Reuben Tamanikaiyaroi	Chargé des finances	Samoa	16-Mar-17
90	Lawrence Warner	Responsable des biens immobiliers	Samoa	4-Dec-18
91	Faamanatu Sititi	Chauffeur/commis	Samoa	05-Dec-17
92	Tologauvale Leaula	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa	31-Dec-18
93	Amosa To'oto'o	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa	31-Dec-16
94	Tagiilima Enele	Jardinier	Samoa	12-May-17
95	Tino Faumuina	Jardinier	Samoa	19-Jan-18
96	<i>Vacant</i>	<i>Chargé des conférences et des déplacements</i>		
97	<i>Vacant</i>	<i>Comptable de projet</i>		
98	<i>Vacant</i>	<i>Assistant financier</i>		
<i>Ressources humaines</i>				
99	Luana Chan-Jamieson	Responsable des ressources humaines	Samoa	05-Jan-17
100	Christine Purcell	Assistante du responsable des ressources humaines	Samoa	04-Mar-18
101	Jolynn Managreve-Fepuleai	Assistante du responsable des ressources humaines	Fidji	08-Jul-18
102	Monica Tupai	Assistante pour les services généraux	Samoa	21-May-16
<i>Jeunes professionnels / Détachements</i>				
103	Kilom Ishiguro	Technicien en données géographiques	Îles Marshall	28-Feb-16
104	Payal Maharaj	Coordinatrice de la Table ronde océanienne pour la conservation de la nature	Fidji	05-Aug-16
105	Ana Markic	Travail de doctorat dans le cadre de la division gestion des déchets et lutte contre la pollution	Croatie	Jan-17
<i>Nominations temporaires</i>				
106	Leilani Curry	Adjointe au chargé de projet – Plans des médias nationaux de résilience au climat et aux catastrophes	Samoa	31-Mar-16
107	Sela Simamao	Assistante de l'agent de l'approvisionnement	Tonga	31-Mar-16
<i>Détachement pour les travaux à court terme</i>				
108	RubyLou Tuiloma	Assistant pour le changement climatique	Samoa	Feb-16
<i>Consultants</i>				
109	Anna Bertram	Assistante technique GEFPAS-IAS	Allemagne	30-Apr-16
110	Vainuupo Jungblut	Expert technique pour le projet GEFPAS IIB	Samoa	31-May-16
111	Peniamina Leavai	Spécialiste en préparation de projet	Samoa	26-Sep-16
112	Ewan Cameron	Consultant en changement climatique - initiative Nansen	Îles Cook	31-Dec-15
113	Andrea Volentras	Directeur de programme - PCCR	Samoa	Aug-16
114	Aaron Buncle	Spécialiste de l'intégration - PCCR	Australie	Aug-16
115	Veronica Levi	Spécialiste des procédures de passation de marchés et de la gestion financière - PCCR	Samoa	Aug-16
116	Satui Bentin	Coordinatrice du mécanisme régional de soutien technique – PCCR	Samoa	Aug-16



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAMP	Agence des aires marines protégées	PSM	Planification spatiale marine
ACP (pays)	Pays Afrique, Caraïbes, Pacifique	MSP	Projet de taille moyenne
AFD	Agence française de développement	SNAGE	Stratégies nationales de gestion de l'environnement
AMSA	Autorité australienne pour la sécurité maritime	NISSAP	Plan d'action et stratégie au niveau national pour lutter contre les espèces envahissantes
APCC	Centre climatique de la Coopération économique Asie-Pacifique	NZ PPOA	Partenariat entre la Nouvelle-Zélande et le Pacifique sur l'acidification des océans
BCRDP	Plans nationaux médiatiques de résilience aux catastrophes climatiques	P3DM	Modèle tridimensionnel participatif
BIOPAMA	Programme Biodiversité et gestion des aires marines protégées	PACIOCEA	Projet d'analyse des écosystèmes de l'océan Pacifique
BMUB	Ministère fédéral de l'Environnement et des Constructions du gouvernement allemand	PACPOL	Prévention de la pollution dans l'océan Pacifique
CFF	Récifs coralliens, pêcheries et sécurité alimentaire	PCCC	Centre océanien sur le changement climatique
CdP	Conférence des Parties	PCCP	Portail océanien sur le changement climatique
COP21	21e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC	PCCR	Table ronde océanienne sur le changement climatique
CORP	Conseil des organisations régionales dans le Pacifique	PICAN	Réseau océanien d'action climatique
CSIRO	Organisation de recherche industrielle et scientifique du Commonwealth (Australie)	PICOF-1	Premier Forum de prévision climatique des îles du Pacifique.
ITC	Initiative du Triangle de corail	FDIP	Forum sur le développement des îles du Pacifique
DBCp	Groupe de coopération pour les programmes de bouées de mesure	PIDOC	Base de données des activités de développement des capacités des îles du Pacifique
AbE	Adaptation écosystémique	PIFACC	Cadre d'action contre le changement climatique des îles du Pacifique
FED	Fonds européen de développement	SFIP	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
EIE	Évaluation de l'impact sur l'environnement	PIGGAREP	Projet de réduction des gaz à effet de serres grâce aux énergies renouvelables des îles du Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PINA	Association océanienne des médias
FINPAC	Projet Finlande-Océanie	PIRT	Table ronde océanienne pour la conservation de la nature
UNF	Université nationale de Fidji	PMC-3	Troisième Conseil météorologique du Pacifique
EFM	États fédérés de Micronésie	PMMM-1	Première Réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie
FVC	Fonds vert pour le climat	PNGNWS	Service météorologique national de Papouasie-Nouvelle-Guinée
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	POETCom	Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique
GEF-PAS	Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable	POP	Polluants organiques persistants
GEF-PAS IAS	Projet du Fonds pour l'environnement mondial – Alliance océanienne pour la durabilité intitulé « Prévention, éradication et contrôle des espèces envahissantes non indigènes dans les îles du Pacifique »	PRC	Centre régional du Pacifique
GEF-PAS IIB	Projet du Fonds pour l'environnement mondial et l'Alliance océanienne pour la durabilité pour la biodiversité insulaire intégrée	ZMPS	Zone maritime particulièrement sensible
CMSC	Cadre mondial pour les services climatiques	ROK-PI CIHS	Projet des services de prédiction climatique de la République de Corée et des îles du Pacifique
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	RRIS	Système régional d'informations de référence
Projet HLSM	Projet de mécanisme de soutien de haut niveau	RTSM	Mécanisme régional de soutien technique
TIC	Technologie de l'information et des communications	SAMOA, la voie à suivre	Modalités d'action accélérées des PEID (Samoa, la voie à suivre)
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières	SOE	État de l'environnement
OMI	Organisation maritime internationale	SOE	Rapport sur l'état de l'environnement
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national	CPS	Communauté du Pacifique
INTEGRE	Initiative des Territoires pour la gestion régionale de l'environnement	SRDP	Stratégie pour un développement résilient dans le Pacifique : une approche intégrée du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes
COI	Commission océanographique intergouvernementale	TNC	The Nature Conservancy
IRD	Institute de Recherche pour le Développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
J-PRISM	Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides	UNESCAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
JICA	Agence japonaise de coopération internationale	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
LPPA	Plan d'action Lima-Paris	CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
AME	Accords multilatéraux sur l'environnement	CCNUCC COP21	21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
MECDM	Ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie des Îles Salomon	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
MEIDECC	Ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, du Changement climatique et de la Communication des Tonga	UPS	Université du Pacifique Sud
MNRE	Département des Ressources marines et fauniques Samoa	VEPA	Agence de protection de l'environnement de Vava'u
MPA	Zone de parc marin	WCA	Alliance mondiale pour les cétacés
		WCPFC	Commission des pêcheries du Pacifique occidental et central
		WCS	Société pour la conservation de la vie sauvage
		OMM	Organisation météorologique mondiale
		WWF	Fonds mondial pour la nature

Notre région

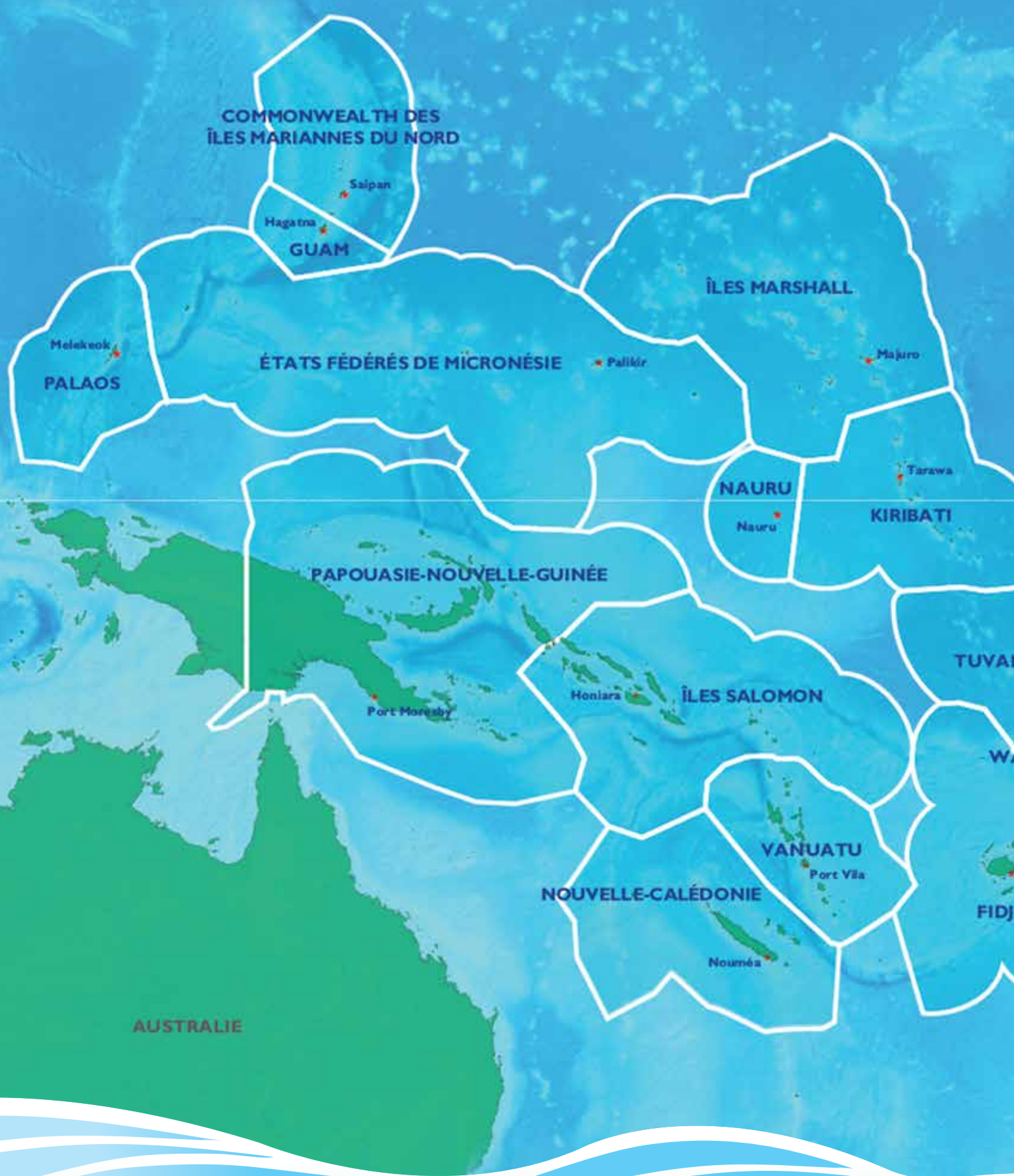
Le Pacifique, plus grand océan de la planète, couvre près d'un tiers de la surface terrestre et compte près de 30 000 îles de tailles et de formes diverses qui parsèment cette vaste étendue.

Les Membres insulaires océaniques du Secrétariat sont les suivants :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Marshall
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie

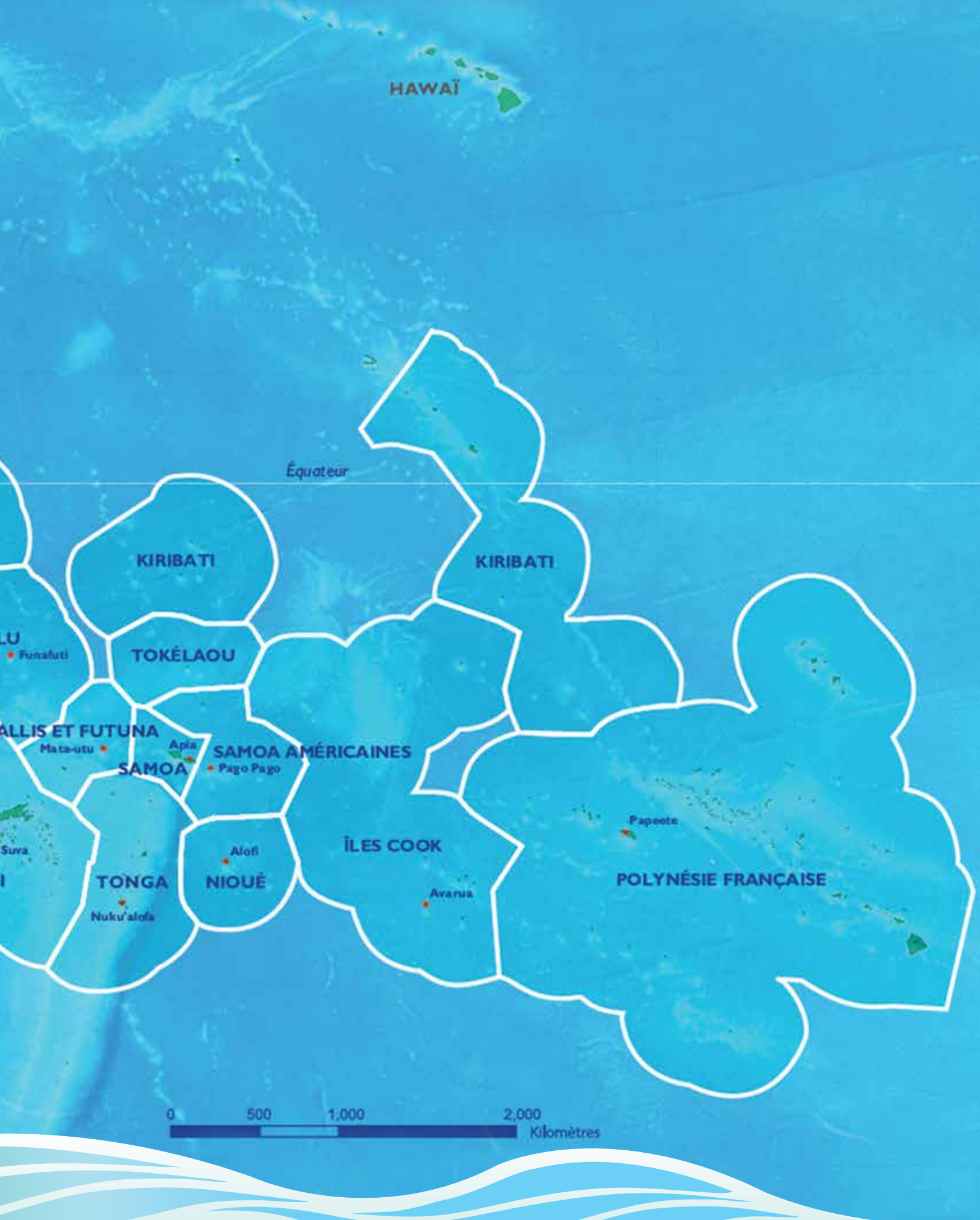
Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement



Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement